cogeco COMMUNICATIONS



Bâtie pour gagner, aujourd'hui et demain

Rapport annuel 2026

Cogeco Communications inc.

Cogeco Communications inc. est un fournisseur de services de télécommunications de premier plan engagé à rassembler les gens grâce à des expériences de communication et de divertissement remarquables. Nous fournissons des services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire de classe mondiale à 1,6 million d'abonnés résidentiels et d'affaires au Canada et dans treize États des États-Unis. Au Canada, nos services sont commercialisés sous les marques Cogeco et oxio, et aux États-Unis, sous les marques Breezeline et welo. Nous sommes fiers de notre forte présence dans les communautés que nous desservons ainsi que de notre engagement envers un avenir durable. Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Communications inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CCA).

Table des matières

2 Performance financière pour l'exercice 2026

4 Faits saillants financiers

6 Message du président du conseil d'administration

8 Message du président et chef de la direction

10 Revue de l'exercice 2026

12 Rapport de gestion

94 États financiers consolidés

152 Glossaire de certains termes propres au secteur

154 Renseignements à l'intention des investisseurs

155 Statistiques sur les unités de service primaire

156 Conseil d'administration et équipe de haute direction

157 Renseignements sur l'entreprise et autres renseignements

Bâtie pour gagner, aujourd'hui et demain

Le dernier exercice a marqué un chapitre important dans l'histoire de Cogeco : près de 70 ans après nos débuts, nous avons poursuivi notre transformation visant à faire de notre organisation une entreprise moderne, agile et innovante, qui est positionnée pour réussir, aujourd'hui et demain. Guidés par notre raison d'être de bâtir des communautés dynamiques en activant les connexions du quotidien, nous avons fait des progrès importants dans le cadre de nos activités en Amérique du Nord malgré une conjoncture difficile.

Au Canada, nous avons lancé et déployé graduellement nos nouveaux services mobiles dans l'ensemble du territoire desservi par notre réseau à large bande. Nous avons continué de développer oxio, notre marque numérique, qui a été reconnue comme la marque de télécommunications la plus appréciée au Québec par Protégez-Vous (juillet 2026) et à l'échelle canadienne par PlanHub (Prix PlanHub, avril 2026). Nous avons également poursuivi la modernisation de notre réseau, ce qui nous permet d'offrir des vitesses de 1 Gbps dans la majeure partie du territoire que nous desservons et de 2 Gbps dans plus de la moitié de celui-ci.

Aux États-Unis, nous avons lancé welo, une marque axée sur le numérique concurrentielle qui s'inspire du modèle d'oxio au Canada. Nous avons aussi élargi notre portée en développant nos services sans fil, en créant de nouveaux canaux de vente et en lançant un service de diffusion télévisuelle en continu particulièrement attrayant.

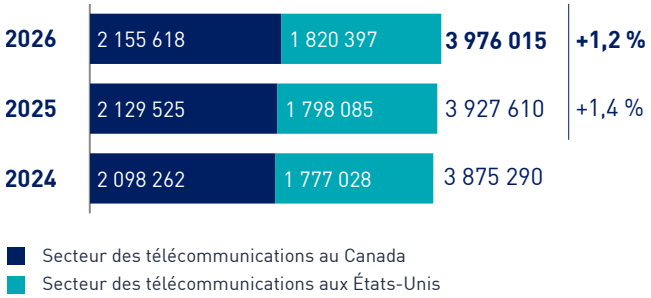
À l'échelle de l'entreprise, nous avons intensifié notre recours aux méthodologies agiles, enrichi notre gamme d'outils numériques et mis en œuvre un programme ambitieux en matière d'IA. Ces avancées ont contribué à générer d'importants gains d'efficacité opérationnelle au cours des trois dernières années.

Alors que nous amorçons la troisième année de notre programme de transformation sur trois ans, l'évolution de notre entreprise nous remplit d'enthousiasme. Grâce à l'agilité de nos équipes, à notre efficacité opérationnelle et à notre engagement profond envers nos communautés locales, Cogeco s'impose comme une force concurrentielle plus solide, plus rapide et plus moderne. Aujourd'hui et pour les générations à venir, nous osons bâtir l'avenir.

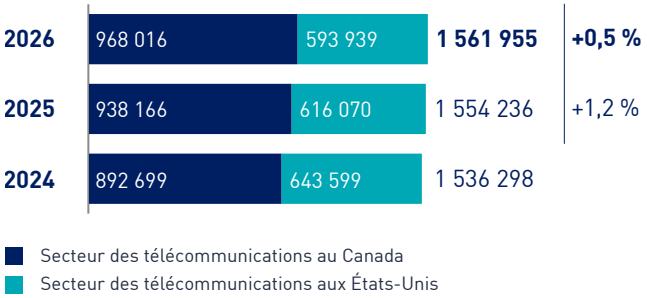
Performance financière pour l'exercice 2026

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de foyers câblés, le nombre d'abonnés au service Internet, les données par action et les pourcentages)

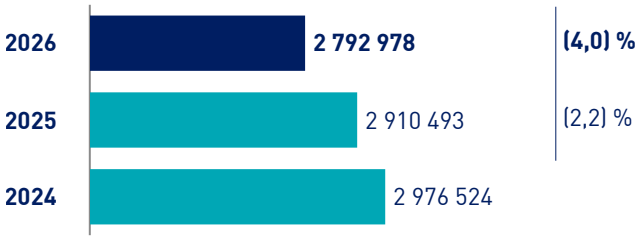
Foyers câblés[1]



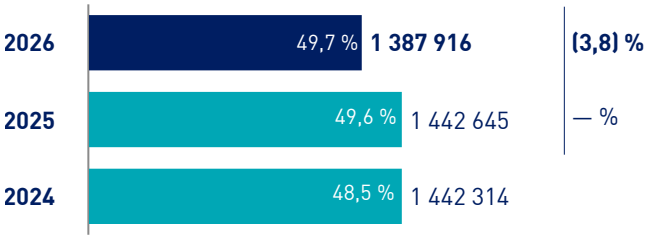
Abonnés au service Internet



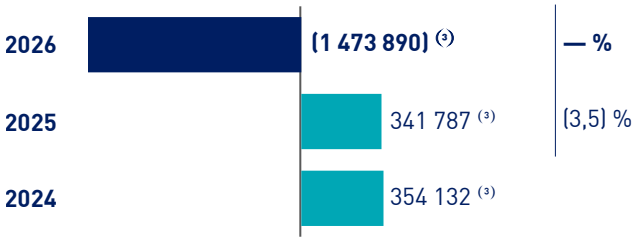
Produits



BAIIA ajusté[2] et marge du BAIIA ajusté[2]



Bénéfice (perte) de l'exercice

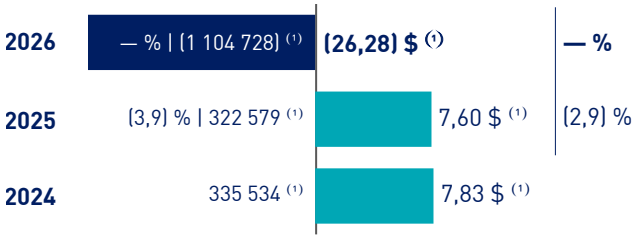


(1) Au cours des quatrièmes trimestres des exercices 2026 et 2025, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite d'un examen du calcul des foyers américains câblés. Ces changements ont été appliqués aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

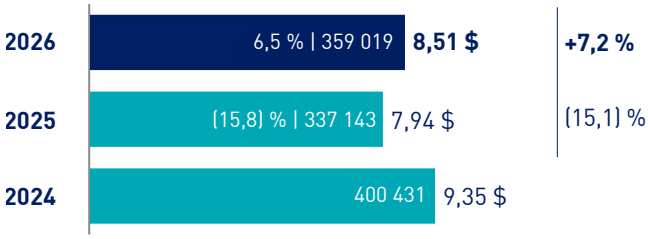
(2) Le BAIIA ajusté est une mesure représentant un total des secteurs. La marge du BAIIA ajusté est une mesure financière supplémentaire. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS® de comptabilité, publiées par l'International Accounting Standards Board (les « Normes IFRS de comptabilité »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, y compris les renvois à des rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2026, disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca. Le rapprochement des données de l'exercice 2024 avec la mesure financière la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité a été intégré par renvoi et se trouve à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2025 de la Société qui est disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca.

(3) La perte pour l'exercice 2026 comprend une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $, ou 1,6 milliard $ US (1,8 milliard $, ou 1,3 milliard $ US, déduction faite des impôts différés), qui a trait au secteur des télécommunications aux États-Unis, comptabilisée au cours du troisième trimestre. Le bénéfice des exercices 2025 et 2024 comprend des coûts de réorganisation liés au regroupement des équipes de direction canadienne et américaine et à d'autres améliorations opérationnelles.

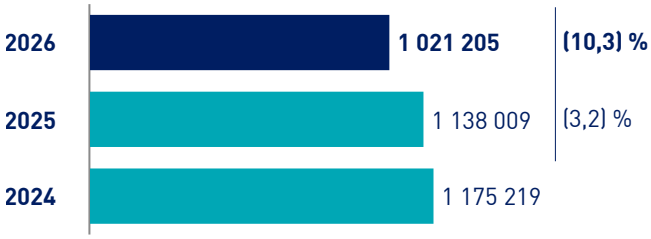
Bénéfice (perte) attribuable aux propriétaires de la Société et bénéfice (perte) dilué par action



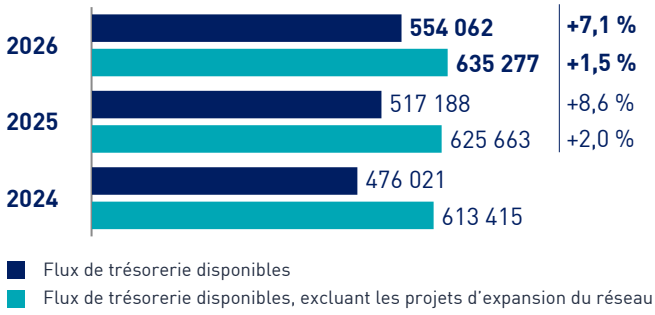
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2] et bénéfice dilué par action ajusté[2]



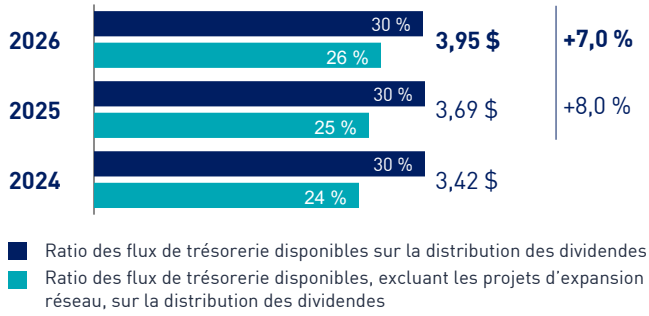
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation



Flux de trésorerie disponibles[2] et flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[2]



Dividende par action, ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes[2] et ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes[2]



(1) La perte attribuable aux propriétaires de la Société et la perte diluée par action pour l'exercice 2026 comprennent une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $, ou 1,6 milliard $ US (1,8 milliard $, ou 1,3 milliard $ US, déduction faite des impôts différés), qui a trait au secteur des télécommunications aux États-Unis, comptabilisée au cours du troisième trimestre. Pour les exercices 2025 et 2024, le bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice dilué par action comprennent des coûts de réorganisation liés au regroupement des équipes de direction canadienne et américaine et à d'autres améliorations opérationnelles.

(2) Le bénéfice dilué par action ajusté, le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes sont des ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité et une composante du bénéfice dilué par action ajusté, les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité et une composante du ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes, et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, constituent une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité et une composante du ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, y compris les renvois à des rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2026, disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca. Un rapprochement supplémentaire des données de l'exercice 2024 avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité a été intégré par renvoi et se trouve à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2025 de la Société qui est disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca.

Faits saillants financiers

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)*	2026 $	2025 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant[1][2] %
Opérations				
Produits	**2 792 978**	2 910 493	(4,0)	(3,7)
BAIIA ajusté[2]	**1 387 916**	1 442 645	(3,8)	(3,5)
Marge du BAIIA ajusté[2]	**49,7 %**	49,6 %		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais[3]	**13 018**	23 320	(44,2)	
Perte de valeur d'actifs	**2 229 042**	1 574	—	
Bénéfice (perte) de l'exercice	**(1 473 890)**	341 787	—	
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**(1 104 728)**	322 579	—	
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2][4]	**359 019**	337 143	6,5	
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**1 021 205**	1 138 009	(10,3)	
Flux de trésorerie disponibles[2]	**554 062**	517 188	7,1	7,3
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**635 277**	625 663	1,5	1,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**563 693**	596 172	(5,4)	
Dépenses d'investissement nettes[2][5]	**561 284**	588 276	(4,6)	(4,3)
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**480 069**	479 801	0,1	0,4
Intensité du capital[2]	**20,1 %**	20,2 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**17,2 %**	16,5 %		
Données par action[6]				
Bénéfice (perte) par action				
De base	**(26,28)**	7,66	—	
Dilué[7]	**(26,28)**	7,60	—	
Dilué ajusté[2][4][7]	**8,51**	7,94	7,2	
Dividendes par action	**3,948**	3,688	7,0	

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers de la période considérée libellés en dollars américains au taux de change de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 août 2025, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

(2) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. La marge du BAIIA ajusté et l'intensité du capital sont des mesures financières supplémentaires. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, et les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. La variation selon un taux de change constant, l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, et le bénéfice dilué par action ajusté sont des ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, y compris les renvois à des rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2026, disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca.

(3) Pour les exercices clos les 31 août 2026 et 2025, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais étaient principalement attribuables aux frais de restructuration additionnels engagés dans le cadre des initiatives de transformation de la Société, ainsi qu'aux coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords. De plus, pour l'exercice clos le 31 août 2025, ces frais ont été partiellement contrebalancés par un profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2025 dans le cadre d'une transaction de cession-bail.

(4) Exclut l'incidence des charges pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais ainsi que des profits/pertes liés à la modification et/ou l'extinction d'une dette, ce qui comprend les profits/pertes liés au rachat d'une dette (dans chaque cas déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle).

(5) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

(6) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

(7) Pour l'exercice clos le 31 août 2026, le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote utilisé pour le calcul du bénéfice dilué par action ajusté comprenait 164 582 unités de rémunération fondée sur des actions (soit des options sur actions, des unités d'actions incitatives et des unités d'actions liées au rendement). Pour ce qui est du calcul de la perte diluée par action, ces unités de rémunération fondée sur des actions ont été considérées comme antidilutives en raison de la perte enregistrée au cours de l'exercice et, par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

(en milliers de dollars canadiens)	**Au 31 août 2026** **$**	Au 31 août 2025 $
Situation financière		
Trésorerie	**89 287**	75 152
Total de l'actif	**7 524 367**	9 692 395
Dette à long terme		
Tranche courante	**65 827**	43 632
Tranche non courante	**4 290 783**	4 510 769
Endettement net[1]	**4 301 642**	4 527 171
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**1 896 128**	3 160 522

(1) L'endettement net est une mesure de gestion du capital. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2026 qui est disponible sur SEDAR+, à www.sedarplus.ca.

Message du président du conseil d'administration

> Cogeco a continué de concrétiser ses objectifs stratégiques et de créer une valeur durable pour ses clients, ses employés et ses actionnaires.



Louis Audet
Président du conseil d'administration

L'exercice 2026 s'est déroulé sous le signe de l'orientation et de l'exécution stratégiques chez Cogeco. Au terme de la deuxième année de notre programme de transformation sur trois ans, nous avons encore accru notre agilité opérationnelle. Dans un marché caractérisé par une vive concurrence et l'évolution constante des habitudes de consommation, Cogeco a continué de concrétiser ses objectifs stratégiques et de créer une valeur durable pour ses clients, ses employés et ses actionnaires.

À la suite du lancement initial des marques Breezeline Mobile et Cogeco Mobile, l'exercice 2026 a été l'occasion d'étendre ces services et de proposer une gamme complète de solutions de connexion à nos clients des services filaires au Canada comme aux États-Unis.

Plus que jamais, nous nous distinguons par notre rapidité, notre agilité, notre esprit entrepreneurial et nos liens étroits avec les communautés que nous desservons.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à Frédéric Perron, à l'équipe de la haute direction ainsi qu'aux milliers d'employés dévoués de Cogeco partout au Canada et aux États-Unis. Votre talent, votre capacité d'adaptation et votre engagement indéfectible envers une culture axée sur le client sont les véritables moteurs de notre élan.

Mes remerciements s'adressent également à mes collègues du conseil d'administration, dont la vision stratégique et la gouvernance rigoureuse continuent de guider Cogeco à travers cette importante transformation.

À nos clients, nos employés et nos actionnaires : votre confiance est le socle sur lequel repose notre entreprise. Guidés par une stratégie claire, nous continuons de mettre tout en œuvre afin de créer de la valeur à long terme pour vous au cours des années à venir.



Louis Audet
Président du conseil d'administration

Message du président et chef de la direction

> Grâce à notre discipline opérationnelle, à une exécution audacieuse et à notre engagement profond envers nos clients, nous bâtissons une organisation solide et agile.



Frédéric Perron
Président et chef de la direction

Au cours de l'exercice 2026, nous avons exécuté avec résolution nos plans stratégiques et nous avons poursuivi nos efforts afin de bâtir une entreprise positionnée pour réussir, aujourd'hui et demain. Alors que nous amorçons la troisième année de notre programme de transformation, nous observons déjà les retombées concrètes des stratégies déployées pour bâtir une force concurrentielle de plus en plus redoutable et agile dans le secteur des télécommunications.

Nos progrès nous placent en excellente position pour réaliser nos objectifs pour les années à venir. Nous tirons pleinement parti de notre taille intermédiaire, de notre esprit entrepreneurial et de nos avancées rapides dans le numérique et l'IA pour offrir davantage de choix et des expériences fluides aux consommateurs d'ici.

Faire progresser nos piliers stratégiques

Notre ambition s'appuie sur cinq priorités clés, et nous avons réalisé des avancées majeures dans chacune d'elles au cours de l'exercice :

1. Favoriser les synergies
Nous avons poursuivi le regroupement de nos systèmes, de nos fournisseurs et de nos plateformes, optimisé davantage la structure de notre organisation et fait preuve d'une grande discipline dans l'affectation de notre capital, ce qui a contribué à la croissance de nos flux de trésorerie disponibles.

2. Accroître la numérisation
Nous avons déployé rapidement nos marques axées sur le numérique. Forts du succès d'oxio au Canada, nous avons lancé en février 2026 une marque numérique concurrentielle similaire sur le marché américain : welo. Cette marque autonome et agile, exploitée en parallèle avec Breezeline, offre aux clients natifs du numérique une expérience intuitive reposant sur un modèle d'exploitation allégé.

3. Accélérer l'analytique avancée
Nous avons tiré parti des données et déployé un programme ambitieux en intelligence artificielle afin de favoriser l'amélioration continue. De l'optimisation du réseau à la personnalisation des offres et à la fidélisation de la clientèle dans les marchés concurrentiels, ces capacités génèrent déjà des résultats prometteurs qui nous rendent toujours plus optimistes pour l'avenir.

4. Achever l'expansion du réseau
Nous avons ajouté plus de 48 000 nouveaux foyers câblés au Canada et aux États-Unis au cours de l'exercice 2026, principalement dans le cadre de partenariats avec des gouvernements, apportant ainsi un service Internet haute vitesse alimenté par la fibre optique à des communautés autrefois non desservies ou mal desservies.

5. Accélérer le déploiement des services sans fil
Nous avons étendu la zone de couverture de Cogeco Mobile pour atteindre plus de 99 % du territoire desservi par notre réseau à large bande au Canada au cours de l'exercice. Les ventes de services mobiles auprès de notre clientèle des services filaires continuent de dépasser nos objectifs, et constitueront un levier puissant pour réduire le taux de désabonnement et fidéliser les clients.

Positionnée pour l'avenir

Nos réalisations de l'exercice 2026 témoignent de l'ingéniosité et de la ténacité de nos équipes. Grâce à notre discipline opérationnelle, à une exécution audacieuse et à notre engagement profond envers nos clients, nous bâtissons une organisation solide et agile qui est prête à saisir de nouvelles occasions sur le marché.

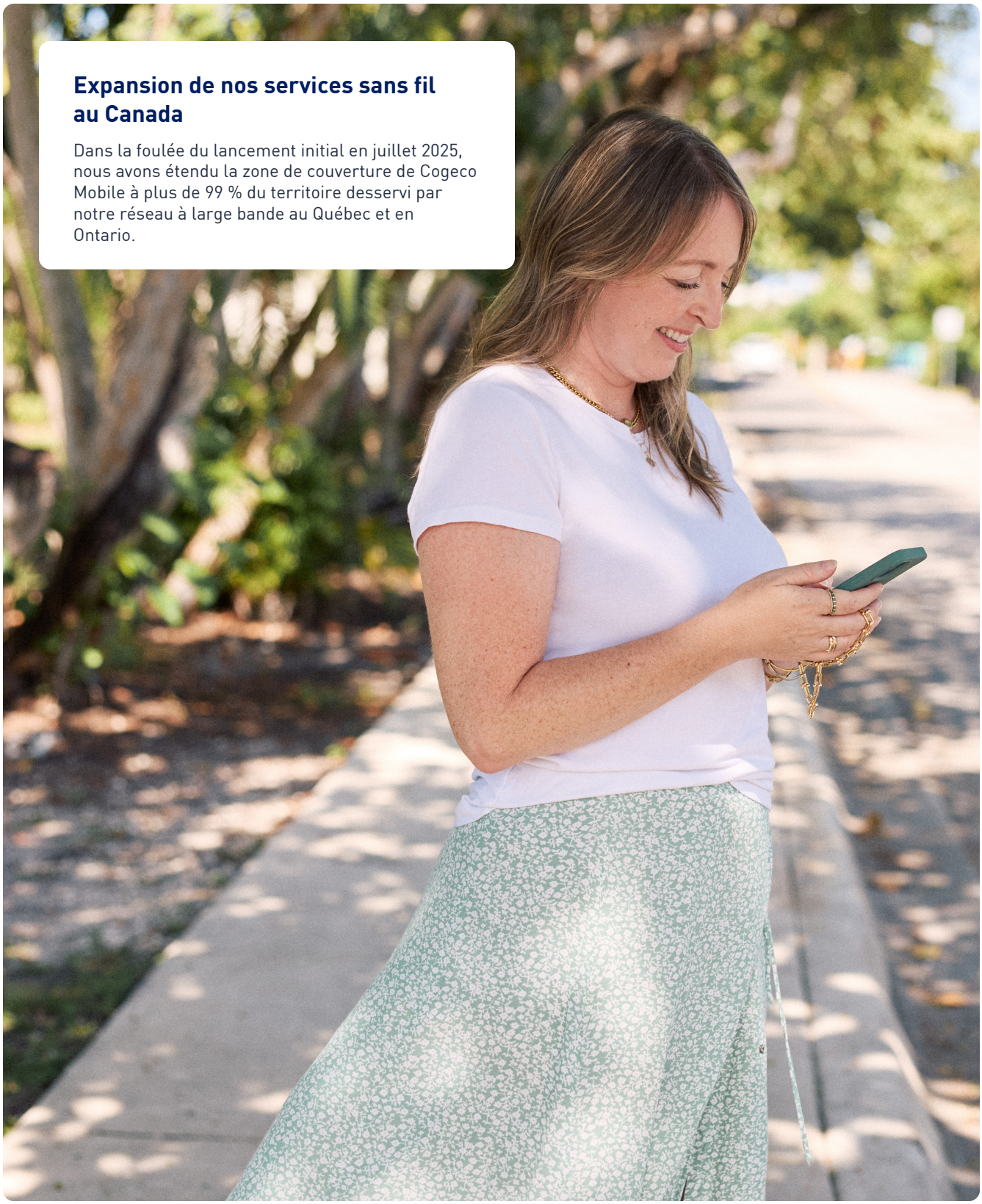
Nous demeurons plus que jamais déterminés à bâtir des communautés dynamiques en alimentant les connexions du quotidien. Guidés par cette raison d'être, nous continuerons de créer de la valeur durable à long terme pour l'ensemble de nos clients, employés et actionnaires.

Merci pour votre confiance et votre engagement soutenus. Nous avons hâte de vous faire part de nos progrès au cours du prochain exercice.



Frédéric Perron
Président et chef de la direction

Revue de l’exercice 2026



Expansion de nos services sans fil au Canada

Dans la foulée du lancement initial en juillet 2025, nous avons étendu la zone de couverture de Cogeco Mobile à plus de 99 % du territoire desservi par notre réseau à large bande au Québec et en Ontario.



Élargissement de notre réseau de fibre optique

Nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau par l'ajout de plus de 48 000 nouveaux foyers câblés au Canada et aux États-Unis, principalement grâce à la technologie de fibre jusqu'au domicile et dans le cadre de partenariats avec des gouvernements.



Traduction : « Toujours en ligne. welo, on connaît le Web. »

Accroissement de notre offre aux États-Unis

Nous avons renforcé notre présence sur le marché américain en lançant welo, une marque Internet axée sur le numérique, ainsi qu'un tout nouveau service de diffusion télévisuelle en continu attrayant.



Renforcement de nos capacités

Nous avons intensifié notre recours aux méthodologies agiles, lancé un programme ambitieux axé sur l'IA, accru la formation à l'utilisation des outils d'IA à l'échelle de l'entreprise et continué de promouvoir un milieu de travail inclusif.

Rapport de gestion



Dans cette section

13 Énoncés de nature prospective
14 Aperçu de l'entreprise
23 Résultats d'exploitation et financiers consolidés
30 Résultats d'exploitation et financiers sectoriels
34 Transactions entre parties liées
35 Analyse des flux de trésorerie
39 Situation financière
41 Ressources en capital et liquidités
49 Résultats d'exploitation trimestriels
62 Stratégie de développement durable
62 Incertitudes et principaux facteurs de risque
82 Contrôles et procédures
82 Méthodes comptables
85 Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières

1. Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, à la répartition du prix d'achat, aux taux d'imposition, au coût moyen pondéré du capital, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique « Objectifs et stratégie de la Société » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés aux marchés en général, à la concurrence (y compris les écosystèmes concurrentiels et technologiques changeants et les stratégies concurrentielles perturbatrices adoptées par nos concurrents), au commerce, à la réglementation (y compris les changements apportés aux lois et aux politiques gouvernementales, et l'incidence de décisions réglementaires comme celles du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») au Canada ou de la Federal Communications Commission aux États-Unis), à la fiscalité, à la technologie (y compris les risques liés à l'évolution de la technologie, aux progrès rapides des technologies d'intelligence artificielle et aux menaces à la cybersécurité), aux finances (y compris la capacité de conclure des refinancements de la dette, la hausse des taux d'intérêt et les variations des taux de change), à la conjoncture économique (y compris l'inflation, les droits de douane, la baisse des dépenses des consommateurs et l'augmentation des coûts), à la gestion des talents (y compris le marché hautement concurrentiel pour le bassin limité d'employés dotés de compétences numériques), aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur le réseau de la Société (y compris la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, du sabotage physique et des actes de vandalisme, comme le vol de cuivre, qui sont susceptibles de perturber les activités), sur ses infrastructures et sur ses systèmes, à la durabilité et aux informations à fournir en matière de durabilité, au comportement éthique, à la propriété, aux litiges et à la santé et sécurité publiques, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. En cas de diminution de la valeur de marché de nos actifs ou de révision défavorable des estimations de la direction à l'égard des résultats prévus, nous pourrions être tenus de comptabiliser une charge pour perte de valeur d'actifs sans effet sur la trésorerie significative. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion; les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés et les notes annexes de la Société préparés conformément aux Normes IFRS® de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (les « Normes IFRS de comptabilité ») pour l'exercice clos le 31 août 2026.

Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 28 octobre 2026, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. Aperçu de l'entreprise

Cogeco Communications est une société de télécommunications qui fournit des services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire aux clientèles résidentielle et d'affaires au Canada et aux États-Unis. Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis.

2.1 Secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis

Description des services

Les activités du secteur des télécommunications au Canada sont exercées par Cogeco Connexion sous les marques Cogeco et oxio au Canada, tandis que les activités du secteur des télécommunications aux États-Unis sont exercées par Breezeline sous les marques Breezeline et welo aux États-Unis.

Les services suivants représentent notre principale gamme de services :

Service Internet : Nous offrons une vaste gamme de forfaits Internet comportant des vitesses de téléchargement résidentiel maximales allant jusqu'à 2 Gbps au Canada, jusqu'à 2,5 Gbps aux États-Unis, ainsi que jusqu'à 10 Gbps pour les abonnés commerciaux des deux pays. Nous proposons des solutions de Wi-Fi évoluées, notamment en intégrant plusieurs appareils au besoin. Ces solutions rehaussent l'expérience client dans son ensemble en offrant une couverture Wi-Fi élargie à la fiabilité accrue et d'une vitesse constante dans toutes les pièces de la maison. L'auto-installation est possible avec les solutions de Wi-Fi résidentiel de Cogeco Connexion et de Breezeline.

Service de vidéo : Nous offrons à nos abonnés une gamme complète de services de vidéo et de programmation, y compris via un service de télévision sur protocole Internet (« IPTV »), commercialisé sous la marque EPICO au Canada. Aux États-Unis, les services de vidéo sont offerts par l'entremise d'un service IPTV, commercialisé sous la marque Breezeline Stream TV, ainsi que d'un partenariat avec DIRECTV. Nos abonnés ont accès à un service de base, à divers forfaits facultatifs, à des services de vidéo sur demande, à des services de vidéo avancée et, pour les abonnés canadiens, à des chaînes de télévision à la carte. Les services vidéo sont offerts sur nos propres appareils vidéo ainsi que sur les appareils de tiers, tels que Apple TV, Roku, Samsung et Amazon Fire TV. Les services vidéo sont aussi offerts sur les téléphones mobiles et tablettes Android et Apple, ce qui procure de nombreuses options de visionnement aux abonnés.

Service de téléphonie filaire : Le service de téléphonie filaire utilise sa plateforme de protocole Internet (« IP ») pour transporter les signaux vocaux numérisés au moyen du même réseau privé que celui qui fournit les services de vidéo et Internet aux abonnés. Les clients du service résidentiel peuvent s'abonner à divers forfaits. Tous les abonnés au service de téléphonie filaire résidentielle jouissent d'un accès direct aux appels internationaux et peuvent s'abonner à divers forfaits d'interurbains, au service de boîte vocale ainsi qu'à d'autres populaires fonctions d'appel.

Services sans fil : Au cours de l'exercice 2024, Breezeline a lancé des services sans fil dans la majeure partie de sa zone de couverture filaire aux États-Unis. Breezeline Mobile est offert en forfait aux abonnés actuels et aux nouveaux abonnés du service Internet résidentiel de Breezeline dans le cadre d'une entente relative aux exploitants de réseaux mobiles virtuels (« ERMV ») conclue avec un exploitant de réseaux sans fil majeur et d'une entente conclue avec une société de services technologiques nationale. Au Canada, Cogeco Connexion a conclu deux ententes avec des fournisseurs clés au cours de l'exercice 2024, ce qui lui permet d'offrir des services sans fil dans l'ensemble de sa zone de couverture canadienne grâce à une entente relative aux ERMV avec un exploitant national de réseau sans fil et à une entente liée à la technologie avec un autre exploitant de services de téléphonie mobile canadien. Ces ententes, combinées à ses propres bandes de spectre, ont permis à Cogeco Connexion de lancer son service sans fil dans 13 marchés canadiens au cours de l'exercice 2025, puis de procéder à un lancement à grande échelle dans la majorité de sa zone de couverture au Québec et en Ontario au cours du premier trimestre de l'exercice 2026. Cogeco Mobile est offert en forfait aux nouveaux abonnés et aux abonnés actuels du service Internet de Cogeco au Canada qui utilisent leur propre appareil.

Nous regroupons nos services pour les offrir à des prix concurrentiels afin de promouvoir la vente croisée au sein de notre bassin d'abonnés et d'attirer de nouveaux clients.

Services aux entreprises : Nous offrons à nos abonnés commerciaux, en fonction de la zone dans laquelle ils se trouvent, une vaste gamme de forfaits Internet, de services de vidéo, de services vocaux et d'autres services de connectivité réseau de pointe, comme les solutions de fibre dédiée, de remplacement de protocole d'ouverture de session ou de partage d'interface à débit primaire, ainsi que des solutions PBX hébergées et de Wi-Fi d'entreprise géré pour nos abonnés d'affaires canadiens.

Service à la clientèle et plateformes numériques : Pour compléter notre gamme de services principale, nous tirons parti d'assistants virtuels optimisés par l'IA et utilisant des technologies vocales afin d'offrir à nos clients, en tout temps et dans l'ensemble de nos plateformes numériques, un soutien à la facturation et un soutien technique pour le service Internet au Canada et aux États-Unis. Ces outils s'appuient sur des solutions d'IA développées par des tiers qui ont été adaptées afin de répondre adéquatement aux demandes des clients en s'adaptant aux systèmes informatiques et aux ensembles de données que nous utilisons.

Réseaux et infrastructure

Cogeco Connexion et Breezeline fournissent des services résidentiels Internet, de vidéo et de téléphonie filaire, ainsi que des services d'affaires, au moyen de réseaux évolués de télécommunications à large bande. Cogeco Connexion et Breezeline fournissent ces services principalement au moyen de leurs propres systèmes à fibres optiques longue distance, de réseaux de télécommunications à large bande hybrides de fibre et de câble coaxial (« HFCC »), de réseaux de fibre point à point et de technologies de fibre jusqu'au domicile (« FTTH »), mais également en tirant parti de contrats de location et de droits irrévocables d'usage auprès de tiers pour certaines parties du réseau.

Le réseau de distribution de Cogeco Connexion couvre un vaste territoire allant de l'ouest de l'Ontario à l'est du Québec. Le réseau de distribution de Breezeline couvre treize États de la côte Est et du Midwest aux États-Unis. La vaste étendue du réseau de transport principal de Cogeco Connexion et de Breezeline vise à faciliter la connexion, à une très grande vitesse, de leurs nombreux réseaux de câblodistribution locaux aux fournisseurs de contenu vidéo, à d'autres réseaux de fournisseurs de services de télécommunications, aux fournisseurs d'applications logicielles et à Internet.

Nous investissons régulièrement dans notre réseau afin d'accroître notre capacité de bande passante pour répondre à la demande et d'étendre la zone de couverture de notre réseau. L'amélioration de la capacité est réalisée grâce à la mise à niveau de notre réseau central à fibres optiques et à l'amélioration de la densité des nœuds de câblodistribution locaux. Les mises à niveau du réseau HFCC sont réalisées à la fois grâce aux mises à niveau des équipements et à l'utilisation plus efficace du spectre filaire. La technologie de FTTH joue un rôle prédominant dans l'extension de la zone de couverture, de sorte que certaines installations HFCC sont situées dans des zones adjacentes à celles établies.

Cette combinaison de fibre optique et de câble coaxial nous permet d'optimiser l'offre de réseaux de première qualité grâce à des investissements en capital efficaces. La technologie de FTTH de Cogeco Connexion et de Breezeline fait appel à la technologie de réseau optique passif qui constitue une solution robuste offrant des vitesses symétriques aux abonnés, tandis que les réseaux HFCC emploient la technologie DOCSIS 3.1 de CableLabs. DOCSIS fournit une plateforme souple et évolutive qui permet d'augmenter davantage la vitesse de transmission IP et de fournir d'autres produits, comme les services symétriques, qui sont particulièrement adaptés aux besoins des abonnés commerciaux. Cogeco Connexion offre des vitesses de téléchargement sur Internet d'au moins 1 Gbps dans environ 95 % de sa zone de couverture de services à large bande et des vitesses allant jusqu'à 2 Gbps dans environ 50 % de celle-ci. De son côté, Breezeline offre des vitesses de téléchargement sur Internet de 1 Gbps et plus dans environ 99 % de sa zone de couverture de foyers et d'entreprises pouvant être desservis, et des vitesses pouvant atteindre 2,5 Gbps dans plus de 10 % de cette zone. Des forfaits sur mesure assortis de vitesses plus rapides sont offerts aux entreprises.

Le service de téléphonie filaire de Cogeco Connexion et de Breezeline repose sur la technologie de voix sur IP, grâce à laquelle il est possible d'avoir une conversation téléphonique sur un réseau Internet IP plutôt que par l'entremise de lignes de transmission de la voix dédiées. Les réseaux IP permettent d'éliminer l'équipement téléphonique axé sur la commutation de circuits et l'utilisation de bande passante connexe. La technologie de voix sur IP est plutôt axée sur la commutation de paquets; des datagrammes IP comprenant des données vocales sont acheminés sur le réseau en cas de besoin seulement, par exemple lorsqu'un interlocuteur parle. Les avantages de la technologie de voix sur IP par rapport aux systèmes de téléphonie traditionnels comprennent la baisse des coûts par appel ainsi que la baisse des coûts liés aux infrastructures, étant donné qu'une fois les infrastructures IP installées, presque aucune autre infrastructure de téléphonie n'est requise.

2.2 Objectifs et stratégie de la Société

Notre raison d'être est de bâtir des communautés dynamiques en alimentant les connexions du quotidien. Pour ce faire, nous réécrivons les règles de notre secteur en combinant l'envergure et l'expérience d'un acteur de premier plan en Amérique du Nord avec le dynamisme d'un partenaire local, afin de concrétiser notre vision visant à créer de la valeur durable à long terme pour nos actionnaires et nos autres parties prenantes, y compris nos clients, nos communautés et nos collègues.

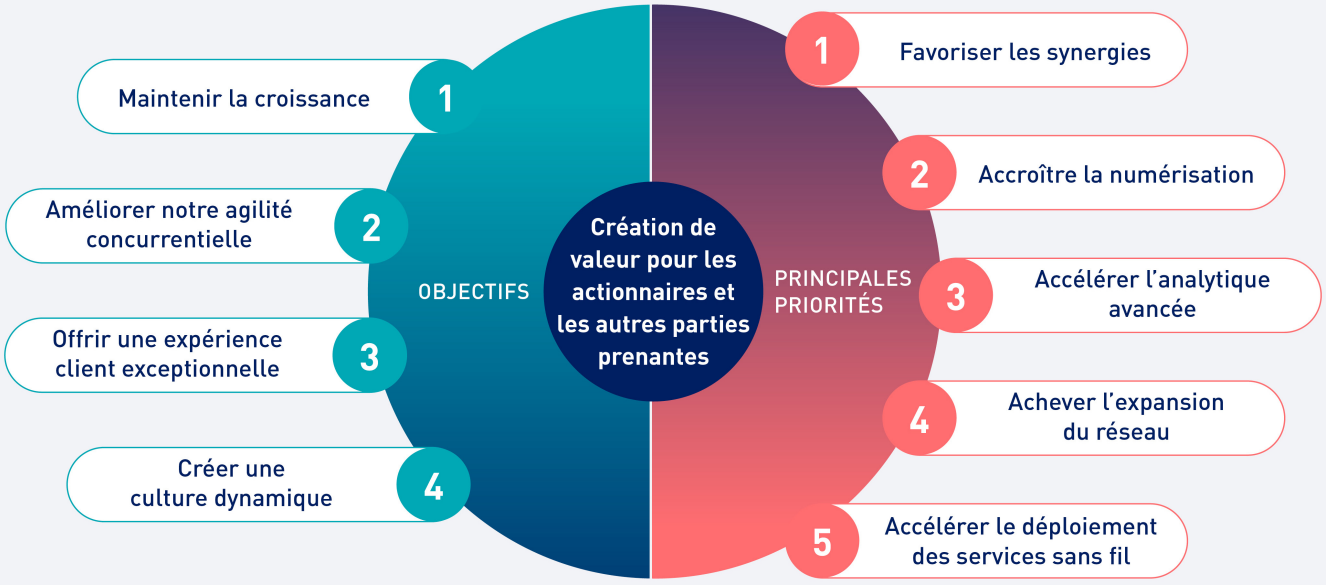
Stratégie de croissance

Nous continuons à obtenir de bons résultats et à tirer parti des avantages que nous procurent notre taille moyenne, notre plateforme nord-américaine unique et notre entrée dans le secteur des services sans fil canadien et américain. Notre stratégie de croissance repose sur l'exploitation de nos réseaux alimentés par fibre optique, une organisation avec une structure allégée et de plus en plus numérisée, ainsi que sur des produits et services novateurs. Nous nous engageons à offrir une expérience client remarquable et à maintenir des liens profonds avec les communautés que nous servons.

Se transformer pour générer une croissance durable

Pour assurer notre succès continu, nous avons annoncé un programme de transformation sur trois ans au cours de l'exercice 2024. Deux ans après le début de cette transformation, nous constatons déjà l'émergence d'une entreprise plus agile, plus efficiente et plus moderne.

La **création de valeur pour les actionnaires et les autres parties prenantes** demeure à l'avant-scène de tout ce que nous faisons, ce qui comprend de placer la Société sur une trajectoire de croissance durable en élargissant notre offre de produits, en rejoignant de nouveaux segments et marchés, et en accélérant nos capacités numériques et d'analytique.



Nos priorités clés sont les suivantes :

	Principales réalisations de l'exercice 2026	Objectifs pour l'exercice 2027
1 Favoriser les synergies **Continuer à harmoniser les processus, les technologies, les systèmes et les plateformes aux États-Unis et au Canada afin de simplifier les opérations et de réaliser des gains d'efficacité.**	• Génération de synergies de coûts et de performance dans les fonctions de gestion et de soutien. • Optimisation de nos activités informatiques. • Consolidation des investissements dans l'image de marque et le marketing pour un plus grand impact. • Optimisation de l'offre de contenu vidéo et lancement d'une nouvelle plateforme de service de vidéo en continu pour les États-Unis.	• Continuer de saisir les occasions liées à la technologie afin de simplifier les systèmes que nous utilisons et de tirer parti des économies d'échelle dans l'ensemble de nos activités.
2 Accroître la numérisation **Favoriser la croissance des produits, les réductions de coûts et une plus grande satisfaction de la clientèle en augmentant la part des transactions de vente et de service réalisées numériquement.**	• Lancement de welo, une nouvelle marque numérique concurrentielle destinée au marché américain. • Accélération de la croissance d'oxio, une marque exclusivement numérique au Canada. • Accélération importante de l'utilisation d'outils automatisés, dont plusieurs reposent sur l'intelligence artificielle, pour gérer une proportion grandissante d'interactions avec les clients par clavardage et par réponses vocales. • Ajout de nouveaux outils numériques en libre-service, qui offrent une expérience client bonifiée. • Réduction de notre volume de roulement de camions de service grâce à la prévention proactive des problèmes. • Développement d'outils fondés sur l'IA pour soutenir les techniciens de réseau dans leurs activités quotidiennes.	• Miser davantage sur les moyens numériques lors des interactions avec les clients au sein des fonctions de vente, de service et de soutien.
3 Accélérer l'analytique avancée **Accroître notre utilisation de l'analytique et de l'intelligence artificielle (« IA ») pour fournir une offre aux clients qui est plus personnalisée, augmenter les revenus, améliorer la performance en matière de fidélisation et optimiser la gestion du réseau.**	• Mise en place d'un centre d'excellence (« CE ») en IA qui sert de catalyseur principal pour rationaliser les processus et éliminer les points de friction tout au long de l'expérience client. • Augmentation du nombre de modèles d'IA en production, principalement pour soutenir les systèmes de clavardage et d'interaction vocale avec les clients. • Déploiement d'outils d'IA générative auprès de l'ensemble des collègues de l'organisation. • Développement et perfectionnement des principes fondamentaux de gouvernance de l'IA et des données, y compris les lignes directrices, les meilleures pratiques et les politiques en la matière.	• Augmenter de façon importante l'utilisation des modèles d'IA pour élargir nos capacités de résolution des demandes des clients, accroître l'efficience des activités d'entretien du réseau et optimiser les produits grâce à des capacités améliorées d'analytique et de prise de décisions. • Accélérer davantage l'adoption et le déploiement de l'IA dans l'ensemble de l'entreprise.

	Principales réalisations de l'exercice 2026	Objectifs pour l'exercice 2027
4 Achever l'expansion du réseau **Élargir de manière sélective et disciplinée sur le plan financier notre réseau filaire dans des régions avoisinantes, notamment par des programmes gouvernementaux qui subventionnent le déploiement de la large bande dans des régions mal desservies.**	• Ajout de plus de 48 000 foyers câblés à travers le Canada et les États-Unis pour apporter l'Internet haute vitesse dans des zones rurales non desservies et mal desservies. • Poursuite de la mise à niveau de nos réseaux à l'aide de diverses technologies, en veillant à ce que les clients bénéficient de vitesses et d'une fiabilité toujours plus grandes.	• Poursuivre les projets d'expansion du réseau, principalement ceux réalisés en Ontario dans le cadre de programmes gouvernementaux. • Continuer à améliorer les vitesses et la fiabilité du réseau en utilisant diverses technologies.
5 Accélérer le déploiement des services sans fil **Améliorer l'acquisition et la fidélisation des clients filaires en augmentant la pénétration de nos offres sans fil récemment lancées au Canada et aux États-Unis.**	• Expansion de nos services sans fil canadiens dans la majorité de notre zone de couverture. • Poursuite de l'augmentation des ventes de Breezeline Mobile en regroupant les produits avec des services à large bande.	• Augmenter la pénétration des services sans fil au Canada et aux États-Unis.

Au cours de l'exercice 2026, le conseil d'administration a examiné l'intention précédemment annoncée de la Société d'investir jusqu'à 100 millions $ de capital dans des possibilités à plus long terme présentant de nouvelles perspectives de croissance et a conclu qu'aucune autre mesure ne sera prise par la Société à cet égard pour le moment. La Société se concentrera plutôt sur le renforcement de la performance de ses activités et sur la réalisation de sa stratégie de croissance.

2.3 Développements de l'entreprise

Partenariat avec DIRECTV pour l'amélioration de l'offre vidéo aux États-Unis

En août 2026, Breezeline a élargi sa gamme de produits vidéo en concluant un partenariat stratégique avec DIRECTV aux États-Unis. Grâce à l'ajout des forfaits de divertissement de DIRECTV, Breezeline propose maintenant deux plateformes vidéo pouvant être obtenues en services groupés avec le service Internet.

Lancement de welo, une nouvelle marque numérique concurrentielle destinée au marché américain

Le 26 février 2026, Cogeco Communications a lancé welo, une nouvelle marque numérique concurrentielle destinée au marché américain. La marque welo a été lancée à Columbus, en Ohio, et son déploiement devrait se poursuivre tout au long de l'exercice 2027.

Grâce à ce lancement, la Société compte maintenant sur une deuxième marque pour répondre à la demande de services de télécommunications sur le marché américain, marque qui, conjointement avec Breezeline, permettra de conquérir de nouveaux segments du marché et d'accélérer la numérisation de nos interactions de vente et de service.

Lancement à grande échelle des services sans fil de Cogeco Mobile au Canada

En octobre 2025, Cogeco Communications a étendu les services sans fil de Cogeco Mobile dans la majorité de sa zone de couverture au Canada, ce qui fait en sorte que les clients canadiens ont maintenant plus de choix.

Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter à la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens. Les activités sans fil canadiennes sont maintenant présentées dans le secteur des télécommunications au Canada plutôt que dans le poste Activités du siège social et éliminations, dans lequel elles ont été incluses durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation et financiers consolidés », « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » et « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre » pour plus de détails.

Expansion du réseau Internet haute vitesse au Canada et aux États-Unis

Dans le cadre de son plan visant à étendre la couverture de ses services Internet haute vitesse dans des régions rurales mal desservies ou non desservies, la Société a poursuivi ses projets d'expansion du réseau Internet en ayant recours principalement à la technologie de fibre jusqu'au domicile. La Société a ajouté plus de 48 000[(i)] foyers câblés au cours de l'exercice 2026, pour un total de plus de 349 000[(i)] au sein de son réseau existant depuis le début de l'exercice 2022.

Au cours des dernières années au Canada, la Société a réalisé des investissements stratégiques dans un bon nombre de projets d'expansion du réseau Internet de fibre jusqu'au domicile au Québec et en Ontario, de sorte qu'à la fin de l'exercice 2026, la connectivité avait été améliorée dans 258 municipalités du Québec et 84 municipalités en Ontario. Quinze autres projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse sont en cours et bénéficieront à terme à 33 municipalités dans diverses régions de l'Ontario. Ces initiatives sont financées en partie par des programmes gouvernementaux du palier fédéral et des provinces et visent à fournir un accès Internet haute vitesse dans des régions mal desservies.

Au cours de l'exercice 2026 aux États-Unis, Breezeline a achevé un projet d'expansion du réseau de fibre jusqu'au domicile au Maryland et a poursuivi ses projets d'expansion du réseau dans certaines zones de la Virginie, profitant d'incitatifs à la construction de réseaux à large bande sous forme de subventions gouvernementales pour offrir des services Internet haute vitesse dans des régions mal desservies.

(i) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite de l'examen du calcul des foyers américains câblés. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

2.4 Contexte opérationnel

La Société exerce ses activités dans un secteur qui fournit des services essentiels à des clients résidentiels et commerciaux et qui est reconnu pour sa résilience au fil des cycles économiques. Toutefois, en raison de l'intensification de la concurrence et de l'évolution des tendances en matière d'abonnements au service de vidéo, la Société s'attend à des pressions soutenues sur ses produits. De plus, des conditions macroéconomiques défavorables dues à l'incertitude géopolitique mondiale et aux politiques commerciales changeantes pourraient amener les clients à réduire ou à reporter des dépenses discrétionnaires et/ou entraîner une hausse des coûts et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ce qui pourrait exercer des pressions sur les produits et/ou les coûts d'exploitation de la Société. Pour stimuler sa croissance, la Société a entrepris un programme de transformation sur trois ans au cours de l'exercice 2024, qui est axé sur les synergies, la numérisation, l'analytique avancée, l'expansion du réseau et les services sans fil. Dans le cadre de son programme de transformation sur trois ans, la Société met en œuvre plusieurs initiatives axées sur la génération de produits et visant à générer des gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'organisation.

Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Se reporter à la rubrique « Énoncés de nature prospective ».

2.5 Indicateurs de rendement clés

Les indicateurs de rendement clés suivants sont surveillés de près pour que les stratégies et les objectifs de l'entreprise demeurent étroitement alignés sur la vision des actionnaires et des autres parties prenantes en matière de création de valeur. Les indicateurs de rendement clés ne constituent pas des mesures conformes aux Normes IFRS de comptabilité et ne devraient pas être considérés comme des substituts d'autres mesures du rendement conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Les méthodes de calcul des indicateurs de rendement clés de la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres sociétés; par conséquent, ces indicateurs de rendement clés peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La Société mesure sa performance financière à l'égard de ses objectifs d'entreprise en surveillant les produits, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles sur la base d'un taux de change constant. La Société évalue également les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles en excluant les projets d'expansion du réseau, car ces indicateurs fournissent une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes aux dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau, ainsi que pour évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles.

	Rendement et résultats de l'exercice 2026				Projections financières pour l'exercice 2026 (selon un taux de change constant)[1]	
	Données réelles		Selon un taux de change constant[1][2]		Projections financières révisées au 9 avril 2026[3]	Atteinte des projections financières révisées
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	Augmentation (diminution) en pourcentage[4]	$	Augmentation (diminution) en pourcentage[4]		
Produits	2 793	(4,0)	2 802	(3,7)	Diminution de 2 % à 4 %	Atteinte
BAIIA ajusté[2]	1 388	(3,8)	1 392	(3,5)	Diminution de 1,5 % à 3,5 %	Atteinte
Perte de l'exercice[5]	(1 474)	—	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Dépenses d'investissement nettes[2][6]	561	(4,6)	563	(4,3)	560 $ à 600 $	Atteinte
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	81	(25,1)	81	(25,0)	85 $ à 110 $	Dépassée
Acquisitions d'immobilisations corporelles[5]	564	(5,4)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Intensité du capital[2]	20,1 %		20,1 %		19,5 % à 21,5 %	Atteinte
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	17,2 %		17,2 %		16 % à 18 %	Atteinte
Flux de trésorerie disponibles[2]	554	7,1	555	7,3	Augmentation de 0 % à 10 %	Atteinte
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	635	1,5	636	1,7	Augmentation de 0 % à 10 %	Atteinte
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation[5]	1 021	(10,3)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

(1) Les données réelles et les projections financières sont présentées selon un taux de change constant en fonction du taux de change moyen suivant pour l'exercice 2025 : 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

(2) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. L'intensité du capital est une mesure financière supplémentaire. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant, les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. La variation selon un taux de change constant, l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, et l'intensité du capital et l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, toutes deux selon un taux de change constant, sont des ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

(3) Comme l'a annoncé la Société dans son communiqué de presse publié le 9 avril 2026, les projections financières pour l'exercice 2026 ont été révisées au moment de la publication des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2026. À ce moment, la Société avait révisé à la baisse ses projections financières à l'égard des produits et du BAIIA ajusté puisqu'elle s'attendait à une pression sur ses produits plus forte que ce qui était prévu dans les projections initiales aux États-Unis en raison de l'environnement concurrentiel persistant. Bien que les projections financières aient été maintenues à l'égard des dépenses d'investissement nettes et des flux de trésorerie disponibles, la Société s'attendait à des dépenses d'investissement moins élevées que prévu pour les projets d'expansion du réseau en raison du calendrier de certaines initiatives. Cogeco Communications a donc également révisé ses projections financières à l'égard des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau et de l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, et a maintenu ses projections financières à l'égard des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau.

(4) Variations en pourcentage par rapport à l'exercice 2025.

(5) Ces mesures sont présentées à titre de mesures financières conformes aux Normes IFRS de comptabilité les plus directement comparables, et ne sont pas présentées dans les projections financières de la Société pour l'exercice 2026.

(6) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Malgré une pression soutenue sur ses produits attribuable à l'intensification de la concurrence sur le marché et à un environnement concurrentiel persistant, en particulier aux États-Unis, la Société a atteint ses projections financières à l'égard des produits et du BAIIA ajusté sur la base d'un taux de change constant, en partie grâce à un programme de transformation sur trois ans, aux initiatives de réduction des coûts et aux gains d'efficacité opérationnelle.

Sur la base d'un taux de change constant, les flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement nettes et l'intensité du capital étaient tous conformes aux attentes, et la Société a atteint ses projections financières pour l'exercice 2026. Ces résultats sont attribuables aux initiatives de transformation de la Société, aux gains d'efficacité opérationnelle et au calendrier de certaines initiatives. Les dépenses d'investissement de la Société pour les projets d'expansion du réseau ont été inférieures aux prévisions, bien que cela n'ait pas eu d'incidence importante sur les dépenses d'investissement nettes et les flux de trésorerie disponibles. La Société a ainsi dépassé ses projections financières à l'égard des dépenses d'investissement pour les projets d'expansion du réseau, principalement en raison du calendrier de certaines initiatives.

Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation de la Société, se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation et financiers consolidés », « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » et « Analyse des flux de trésorerie ».

2.6 Faits saillants financiers annuels des trois derniers exercices

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	2024
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	**$**	$	$
Opérations			
Produits	**2 792 978**	2 910 493	2 976 524
BAIIA ajusté[1]	**1 387 916**	1 442 645	1 442 314
Marge du BAIIA ajusté[1]	**49,7 %**	49,6 %	48,5 %
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**13 018**	23 320	59 731
Perte de valeur d'actifs	**2 229 042**	1 574	14 862
Bénéfice (perte) de l'exercice	**(1 473 890)**	341 787	354 132
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**(1 104 728)**	322 579	335 534
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**1 021 205**	1 138 009	1 175 219
Flux de trésorerie disponibles[1]	**554 062**	517 188	476 021
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**563 693**	596 172	659 090
Dépenses d'investissement nettes[1][2]	**561 284**	588 276	637 833
Intensité du capital[1]	**20,1 %**	20,2 %	21,4 %
Données par action[3]			
Bénéfice (perte) par action			
De base	**(26,28)**	7,66	7,87
Dilué	**(26,28)**	7,60	7,83
Dividendes par action	**3,948**	3,688	3,416

	Au 31 août 2026	Au 31 août 2025	Au 31 août 2024
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	$
Situation financière			
Trésorerie	**89 287**	75 152	76 335
Total de l'actif	**7 524 367**	9 692 395	9 675 009
Dette à long terme			
Tranche courante	**65 827**	43 632	361 808
Tranche non courante	**4 290 783**	4 510 769	4 448 261
Endettement net[1]	**4 301 642**	4 527 171	4 803 629
Passifs financiers à long terme[4]	**4 293 751**	4 532 245	4 457 898
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**1 896 128**	3 160 522	2 979 691

(1) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. La marge du BAIIA ajusté et l'intensité du capital sont des mesures financières supplémentaires. Les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. L'endettement net est une mesure de gestion du capital. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

(3) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

(4) Les passifs financiers à long terme comprennent principalement la dette à long terme et les instruments financiers dérivés.

3. Résultats d'exploitation et financiers consolidés

3.1 Performance consolidée

Exercices clos les 31 août			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**2 792 978**	9 093	**2 802 071**	2 910 493	**(4,0)**	**(3,7)**
Charges d'exploitation	**1 381 348**	5 004	**1 386 352**	1 449 632	**(4,7)**	**(4,4)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**23 714**	—	**23 714**	18 216	**30,2**	**30,2**
BAIIA ajusté	**1 387 916**	4 089	**1 392 005**	1 442 645	**(3,8)**	**(3,5)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,7 %**			49,6 %		
Dépenses d'investissement nettes	**561 284**	1 809	**563 093**	588 276	**(4,6)**	**(4,3)**
Intensité du capital	**20,1 %**			20,2 %		

(1) Pour l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3865 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2025, qui était de 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**1 502 128**	1 495 308	0,5	0,5	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**1 290 850**	1 415 185	(8,8)	(8,1)	9 093
	2 792 978	2 910 493	(4,0)	(3,7)	9 093

(1) L'incidence du taux de change est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour l'exercice 2026, les produits ont diminué de 4,0 % (3,7 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent, la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet, et l'environnement concurrentiel; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des produits dans le secteur des télécommunications au Canada, qui s'explique principalement par l'impact cumulatif des ajouts d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours du dernier exercice. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet, ainsi que par l'environnement concurrentiel.

Charges d'exploitation

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**700 123**	715 494	(2,1)	(2,1)	400
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**652 860**	711 775	(8,3)	(7,6)	4 606
Activités du siège social et éliminations[1]	**28 365**	22 363	26,8	26,8	(2)
	1 381 348	1 449 632	(4,7)	(4,4)	5 004

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 10,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada. Pour l'exercice 2024, le poste Activités du siège social et éliminations comprend des charges d'exploitation de 14,4 millions $ liées aux activités sans fil au Canada.

Pour l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 4,7 % (4,4 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant découle principalement des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dont a bénéficié l'ensemble de la Société grâce à son programme de transformation sur trois ans en cours, en plus des éléments suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision dans les secteurs des télécommunications aux États-Unis et au Canada; facteur partiellement contrebalancé par
- une augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation notamment afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés; et
- des coûts liés aux licences technologiques de 7,0 millions $ pour l'exploitation de services sans fil au Canada ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation au cours de l'exercice 2026 étant donné que le système de technologie sans fil est maintenant en service, alors que ces coûts ont été comptabilisés dans les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais au cours de la phase de démarrage (se reporter à la sous-rubrique 3.2 « Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais »).

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») pour l'exercice 2026 se sont chiffrés à 23,7 millions $, comparativement à 18,2 millions $ pour l'exercice 2025. Les honoraires étaient moins élevés à l'exercice précédent en raison d'une rémunération variable plus faible, qui est en partie revenue à son niveau normal au cours de l'exercice considéré. Par ailleurs, l'augmentation par rapport à l'exercice précédent reflète la rémunération fondée sur le rendement au titre des régimes incitatifs à long terme. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA ajusté

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**802 005**	779 814	2,8	2,8	(400)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**637 990**	703 410	(9,3)	(8,7)	4 487
Activités du siège social et éliminations[1]	**(52 079)**	(40 579)	(28,3)	(28,3)	2
	1 387 916	1 442 645	(3,8)	(3,5)	4 089

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Pour l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 3,8 % (3,5 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse des produits dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, partiellement contrebalancée par des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de la Société, comme il est expliqué ci-dessus.

Dépenses d'investissement nettes

Exercices clos les 31 août			2026	2025[1]	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**339 715**	701	**340 416**	310 233	**9,5**	**9,7**
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**221 569**	1 108	**222 677**	278 036	**(20,3)**	**(19,9)**
Activités du siège social et éliminations[1]	**—**	—	**—**	7	**—**	**—**
Dépenses d'investissement nettes[2]	**561 284**	1 809	**563 093**	588 276	**(4,6)**	**(4,3)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**81 215**	111	**81 326**	108 475	**(25,1)**	**(25,0)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau[3]	**480 069**	1 698	**481 767**	479 801	**0,1**	**0,4**
Intensité du capital	**20,1 %**			20,2 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[3]	**17,2 %**			16,5 %		

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

(3) Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est un ratio non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 4,6 % (4,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison de la baisse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné dans le secteur des télécommunications aux États-Unis et du calendrier de certaines activités dans le secteur des télécommunications au Canada, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné dans le secteur des télécommunications au Canada.

Pour l'exercice 2026, le ratio d'intensité du capital est demeuré stable à 20,1 %, contre 20,2 % pour l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse globale des dépenses d'investissement, partiellement contrebalancée par la baisse des produits au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les dépenses d'investissement nettes sont demeurées stables à l'exercice 2026, telles qu'elles sont présentées et selon un taux de change constant, tandis que le ratio d'intensité du capital s'est établi à 17,2 %, comparativement à 16,5 % pour l'exercice précédent.

3.2 Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)*	**2026** **$**	2025 $	Variation %
Frais d'acquisition et d'intégration	**—**	154	—
Frais de restructuration	**9 420**	22 537	(58,2)
Coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords[1]	**3 598**	10 827	(66,8)
Profit sur transactions de cession-bail[2]	**—**	(13 844)	—
Autres frais[3]	**—**	3 646	—
	13 018	23 320	(44,2)

(1) Pour l'exercice 2025, les coûts liés aux licences technologiques pour le déploiement du système canadien de technologie sans fil se chiffraient à 6,3 millions $; pour l'exercice 2026, ces coûts se chiffrent à 7,0 millions $ et sont inclus dans les charges d'exploitation du secteur des télécommunications au Canada puisque le système est maintenant en service.

(2) En relation avec la vente d'un immeuble et sa reprise à bail pour une période de deux ans, avec option de renouvellement pour une année supplémentaire, conclue au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

(3) Comprennent principalement les autres frais engagés pour la mise en œuvre de certaines initiatives au cours de l'exercice 2025.

Pour l'exercice 2026, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais ont diminué de 44,2 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse des frais de restructuration liés aux initiatives de transformation de la Société;
- la baisse des coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords, le système de technologie sans fil étant maintenant en service au Canada (se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » pour obtenir de plus amples renseignements); et
- les autres frais engagés à l'exercice précédent pour la mise en œuvre de certaines initiatives; partiellement contrebalancés par
- un profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2025 dans le cadre de la vente d'un immeuble que la Société a repris à bail pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une année supplémentaire.

3.3 Amortissements

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)*	**2026** **$**	2025[1] $	Variation %
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**325 365**	343 986	(5,4)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**330 057**	369 469	(10,7)
Activités du siège social et éliminations[1]	**1 223**	1 193	2,5
	656 645	714 648	(8,1)

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Pour l'exercice 2026, la dotation aux amortissements a diminué de 8,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la modification de la composition de l'actif au sein des secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis;
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles en raison du fait que les relations-clients ont été entièrement amorties dans le secteur des télécommunications aux États-Unis; et
- la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement à l'exercice précédent en ce qui concerne le secteur des télécommunications aux États-Unis.

3.4 Perte de valeur d'actifs

Exercice 2026

Compte tenu des pressions sur les produits qui continuent d'affecter le secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société en raison de l'environnement concurrentiel, les hypothèses relatives au bénéfice et aux flux de trésorerie projetés de l'UGT des télécommunications aux États-Unis ont été révisées au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026. Par conséquent, la Société a comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2026 une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $, ou 1,6 milliard $ US (1,8 milliard $, ou 1,3 milliard $ US, déduction faite des impôts différés), dans son secteur des télécommunications aux États-Unis. De cette charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $, une tranche de 1,9 milliard $ a été affectée au goodwill, une tranche de 174,9 millions $ a été affectée à des droits de franchise à durée indéterminée et une tranche de 127,6 millions $ a été affectée aux immobilisations corporelles.

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés de la Société pour obtenir de plus amples renseignements.

Autres pertes de valeur

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026, une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 3,4 millions $ a été comptabilisée relativement à des actifs au titre de droits d'utilisation à la suite du regroupement d'espaces de bureaux et d'autres actifs connexes qui ne sont plus utilisés, également au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis.

De plus, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 5,2 millions $ a été comptabilisée au sein du secteur des télécommunications au Canada relativement à la radiation d'actifs à la suite d'un changement de stratégie.

Exercice 2025

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, des charges pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 1,6 million $, se rapportant principalement à la radiation d'actifs en cours de construction, ont été comptabilisées dans le cadre d'initiatives d'optimisation des coûts.

3.5 Charges financières

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**263 281**	280 991	(6,3)
Intérêts sur les obligations locatives	**3 249**	3 172	2,4
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(7 187)**	—	—
Variation de la juste valeur des contrats à terme[2]	**—**	14 940	—
Profit net de change	**(4 499)**	(3 014)	49,3
Produits d'intérêts et autres produits	**(10 948)**	(9 872)	10,9
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif[3]	**(16 060)**	(16 985)	(5,4)
Autres	**5 566**	4 754	17,1
Charges financières	**233 402**	273 986	(14,8)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**7 187**	—	—
Charges financières ajustées[4]	**240 589**	273 986	(12,2)

(1) Se rapporte au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours de l'exercice 2026.

(2) Se rapporte aux contrats de change à terme conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir en partie l'exposition de la Société au dollar américain dans le cadre du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US.

(3) Se rapportent principalement à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre et la construction de certains réseaux.

(4) Les charges financières ajustées, qui excluent les profits/pertes liés à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris les profits/pertes liés au rachat d'une dette, sont une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour l'exercice 2026, les charges financières ont diminué de 14,8 % en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en raison de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt variables;
- la perte réalisée de 14,9 millions $ enregistrée à l'exercice précédent au titre des contrats de change à terme que la Société a conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir partiellement son exposition au dollar américain en vue du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US;
- la baisse des charges d'intérêts à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US en juin 2025; et
- un profit sans effet sur la trésorerie de 7,2 millions $ comptabilisé au cours de l'exercice 2026 en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 95,1 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang; facteurs partiellement contrebalancés par
- la hausse des charges d'intérêts à la suite de l'émission des billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ en février 2025.

Compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette, les charges financières pour l'exercice 2026 ont diminué de 12,2 %.

3.6 Impôts sur le résultat

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Exigibles	**31 524**	47 584	(33,8)
Différés	**(301 825)**	39 746	—
Impôts sur le résultat	**(270 301)**	87 330	—
Taux d'impôt effectif	**15,5 %**	20,4 %	(24,0)

Pour l'exercice 2026, la charge d'impôts sur le résultat a diminué de 357,6 millions $, principalement en raison de l'incidence sur l'impôt différé de la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $ liée au secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, qui a été comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2026.

Pour l'exercice 2026, les impôts exigibles ont bénéficié d'un ajustement rétroactif totalisant 14,3 millions $ comptabilisé à la suite de l'introduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada, les dispositions législatives connexes ayant été quasi adoptées le 26 février 2026.

3.7 Bénéfice (perte) de l'exercice

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice (la perte) par action)	**$**	$	%
Bénéfice (perte) de l'exercice	**(1 473 890)**	341 787	—
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**(1 104 728)**	322 579	—
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[1]	**(369 162)**	19 208	—
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2]	**359 019**	337 143	6,5
Bénéfice (perte) de base par action	**(26,28)**	7,66	—
Bénéfice (perte) dilué par action[3]	**(26,28)**	7,60	—
Bénéfice dilué par action ajusté[2][3]	**8,51**	7,94	7,2

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« La Caisse ») dans une filiale américaine.

(2) Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Le bénéfice dilué par action ajusté est un ratio non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

(3) Pour l'exercice clos le 31 août 2026, le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote utilisé pour le calcul du bénéfice dilué par action ajusté comprenait 164 582 unités de rémunération fondée sur des actions (soit 13 121 options sur actions, 42 885 unités d'actions incitatives et 108 576 unités d'actions liées au rendement). Pour ce qui est du calcul de la perte diluée par action, ces unités de rémunération fondée sur des actions ont été considérées comme antidilutives en raison de la perte enregistrée au cours de l'exercice et, par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

Pour l'exercice 2026, le bénéfice de l'exercice et le bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 1,8 milliard $ et de 1,4 milliard $, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $ (1,8 milliard $, déduction faite des impôts différés) liée au secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, qui a été comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026;
- la diminution du BAIIA ajusté; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse de la dotation aux amortissements; et
- la baisse des charges financières.

Pour l'exercice 2026, le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, qui exclut l'incidence de la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie et des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, ainsi que le profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette comptabilisé (dans chaque cas déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle), a augmenté de 6,5 % par rapport à l'exercice précédent.

4. Résultats d'exploitation et financiers sectoriels

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis.

À la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens dans la majorité de sa zone de couverture au Québec et en Ontario au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter de manière à inclure les activités sans fil canadiennes dans son secteur des télécommunications au Canada. Les activités de Cogeco Mobile ont été incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

4.1 Secteur des télécommunications au Canada

Résultats d'exploitation et financiers

Exercices clos les 31 août			**2026**	2025		**Variation**
	Données réelles[1]	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles[3]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**1 502 128**	—	**1 502 128**	1 495 308	**0,5**	**0,5**
Charges d'exploitation	**700 123**	400	**700 523**	715 494	**(2,1)**	**(2,1)**
BAIIA ajusté	**802 005**	(400)	**801 605**	779 814	**2,8**	**2,8**
Marge du BAIIA ajusté	**53,4 %**			52,2 %		
Dépenses d'investissement nettes	**339 715**	701	**340 416**	310 233	**9,5**	**9,7**
Intensité du capital	**22,6 %**			20,7 %		

(1) Pour l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3865 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2025, qui était de 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 10,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Produits

Pour l'exercice 2026, les produits ont augmenté de 0,5 %, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé d'abonnés au service Internet; facteur partiellement contrebalancé par
- la diminution du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet, ainsi que l'environnement concurrentiel.

Charges d'exploitation

Pour l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 2,1 %, telles qu'elles sont présentées et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle; et
- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation, notamment afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés; et
- des coûts liés aux licences technologiques de 7,0 millions $ pour l'exploitation de services sans fil au Canada ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation au cours de l'exercice 2026 étant donné que le système de technologie sans fil est maintenant en service, alors que ces coûts ont été comptabilisés dans les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais au cours de la phase de démarrage (se reporter à la sous-rubrique 3.2 « Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais »).

BAIIA ajusté

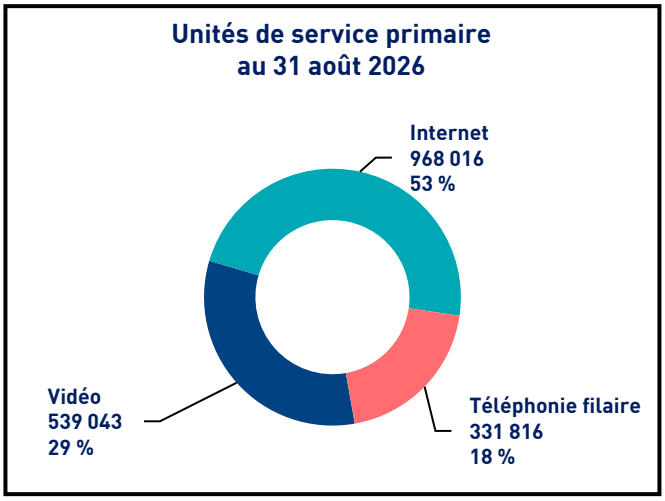
Pour l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,8 %, tel qu'il est présenté et selon un taux de change constant, en raison de la baisse des charges d'exploitation et de la hausse des produits.

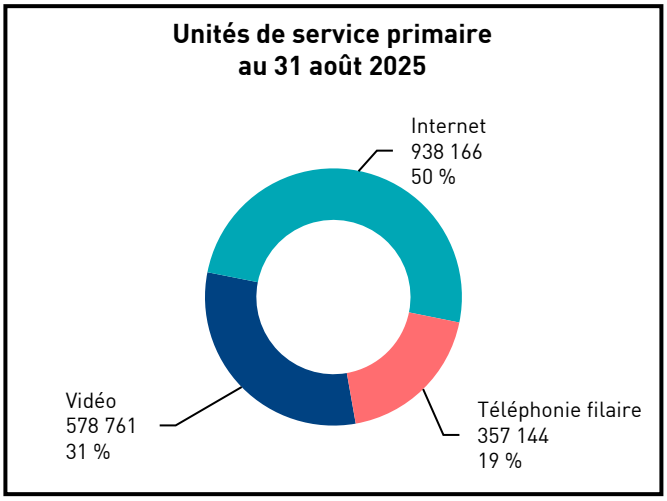
Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 9,5 % (9,7 % selon un taux de change constant) et le ratio d'intensité du capital a atteint 22,6 %, contre 20,7 % pour l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné, facteur contrebalancé en partie par le calendrier de certaines initiatives.

Unités de service primaire

Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Cogeco et oxio. Les unités de service primaire excluent les services vendus par l'intermédiaire de marques de tiers ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.





		Ajouts nets (pertes nettes) Exercices clos les 31 août	
	31 août 2026	**2026**	2025
Unités de service primaire	**1 838 875**	**(35 196)**	4 108
Abonnés au service Internet	**968 016**	**29 850**	45 467
Abonnés au service de vidéo	**539 043**	**(39 718)**	(26 063)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**331 816**	**(25 328)**	(15 296)

Internet

Pour l'exercice 2026, le nombre d'abonnés au service Internet a augmenté de 29 850. Le nombre plus faible d'ajouts nets d'abonnés au service Internet par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par le ralentissement du marché.

Vidéo

Pour l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo se sont chiffrées à 39 718 et sont principalement attribuables aux changements continus des tendances de consommation vidéo du fait qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet.

Téléphonie filaire

Pour l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire se sont chiffrées à 25 328 et sont principalement attribuables à la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet.

Foyers câblés

Pour l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 26 093.

4.2 Secteur des télécommunications aux États-Unis

Résultats d'exploitation et financiers

Exercices clos les 31 août			**2026**	2025	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**1 290 850**	9 093	**1 299 943**	1 415 185	**(8,8)**	**(8,1)**
Charges d'exploitation	**652 860**	4 606	**657 466**	711 775	**(8,3)**	**(7,6)**
BAIIA ajusté	**637 990**	4 487	**642 477**	703 410	**(9,3)**	**(8,7)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,4 %**			49,7 %		
Dépenses d'investissement nettes	**221 569**	1 108	**222 677**	278 036	**(20,3)**	**(19,9)**
Intensité du capital	**17,2 %**			19,6 %		

(1) Pour l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3865 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2025, qui était de 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Pour l'exercice 2026, les produits ont diminué de 8,8 % (8,1 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse du nombre d'abonnés par rapport à l'exercice précédent, à la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet et à l'environnement concurrentiel.

En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 931,1 millions $ US, contre 1 013,6 millions $ US pour l'exercice 2025.

Charges d'exploitation

Pour l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 8,3 % (7,6 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; et
- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle.

BAIIA ajusté

Pour l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 9,3 % (8,7 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant découle principalement de la baisse des produits, contrebalancée en partie par la baisse des charges d'exploitation.

En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 460,2 millions $ US, contre 503,8 millions $ US pour l'exercice 2025.

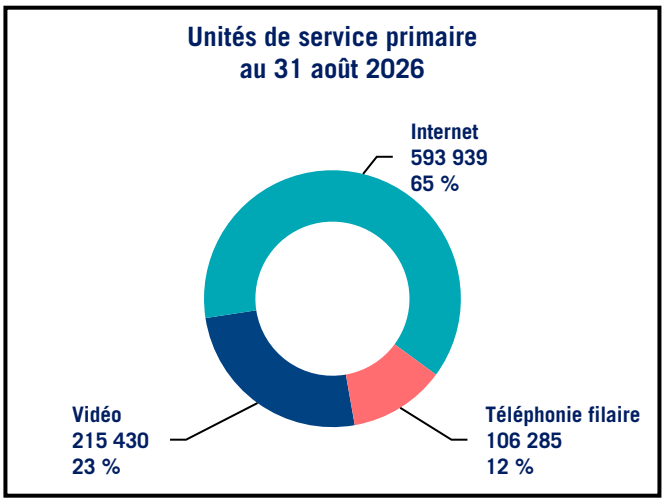
Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

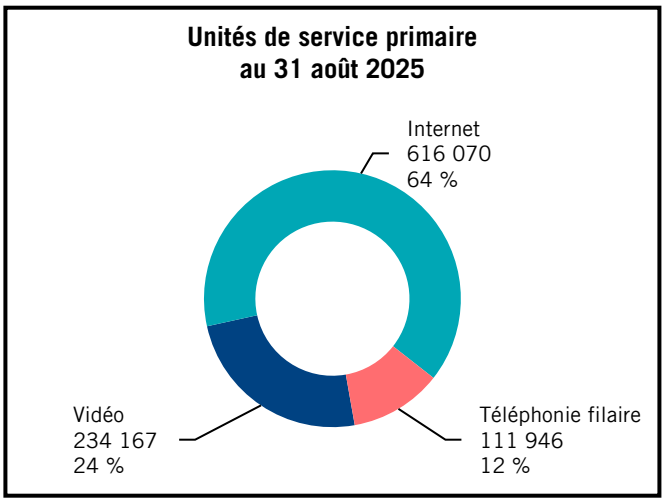
Pour l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 20,3 % (19,9 % selon un taux de change constant) et le ratio d'intensité du capital a atteint 17,2 %, contre 19,6 % pour l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné.

En monnaie locale, les dépenses d'investissement nettes se sont chiffrées à 159,7 millions $ US, comparativement à 199,2 millions $ US pour l'exercice 2025.

Unités de service primaire

Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Breezeline et welo. Les unités de service primaire excluent les services vendus par l'intermédiaire de marques de tiers ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.





	31 août 2026	Ajouts nets (pertes nettes) Exercices clos les 31 août 2026	2025
Unités de service primaire	**915 654**	**(46 529)**	(67 812)
Abonnés au service Internet	**593 939**	**(22 131)**	(27 529)
Abonnés au service de vidéo	**215 430**	**(18 737)**	(27 144)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**106 285**	**(5 661)**	(13 139)

Internet

Pour l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service Internet se sont chiffrées à 22 131 et sont principalement attribuables à un environnement hautement concurrentiel, surtout en ce qui concerne les services Internet d'entrée de gamme, ainsi qu'au ralentissement de nos activités de promotion en vue d'assurer un équilibre entre la rentabilité et le nombre d'abonnés.

Vidéo

Pour l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo se sont chiffrées à 18 737 et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la promotion continue des offres axées sur Internet et l'importance réduite accordée aux offres axées sur les services de vidéo comme produit individuel;
- les changements continus des tendances de consommation vidéo, tandis qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur, y compris les plateformes en ligne.

Téléphonie filaire

Pour l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire se sont chiffrées à 5 661 et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet; et
- la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle.

Foyers câblés

Pour l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 22 312[i].

5. Transactions entre parties liées

Au 31 août 2026, Cogeco détenait 28,4 % des actions de participation de la Société, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Le tableau suivant présente les honoraires de gestion versés à Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Honoraires de gestion versés à Cogeco	**23 714**	18 216

Les honoraires étaient moins élevés à l'exercice précédent en raison d'une rémunération variable plus faible, qui est en partie revenue à son niveau normal au cours de l'exercice considéré. Par ailleurs, l'augmentation par rapport à l'exercice précédent reflète la rémunération fondée sur le rendement au titre des régimes incitatifs à long terme. Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Le tableau suivant présente le nombre d'options sur actions et d'unités d'actions liées au rendement qui, au cours des exercices 2026 et 2025, ont été attribuées à ces hauts dirigeants, à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, ainsi que le nombre d'unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco, et dont la valeur a été refacturée à Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en nombre d'unités)		
Options sur actions	**189 845**	143 978
Unités d'actions liées au rendement	**24 679**	89 991
Unités d'actions différées	**—**	5 011

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Options sur actions	**1 038**	814
Unités d'actions incitatives	**84**	136
Unités d'actions liées au rendement	**2 886**	1 643
Unités d'actions différées	**110**	269
	4 118	2 862

Au 31 août 2026, la Société avait un montant de 0,2 million $ à recevoir de Cogeco (1,9 million $ à recevoir au 31 août 2025).

[i] Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite de l'examen du calcul des foyers américains câblés. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

Rémunération du personnel de gestion clé

Le personnel de gestion clé est composé des membres du conseil d'administration et du comité de direction de la Société. Au cours de l'exercice 2025, la Société a comptabilisé une charge de rémunération de 2,3 millions $ dans le poste Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais en vertu des modalités de l'entente de séparation conclue avec certains principaux dirigeants. Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés de la Société pour plus de détails sur la rémunération du personnel de gestion clé.

6. Analyse des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**1 021 205**	1 138 009	(10,3)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(576 894)**	(583 367)	(1,1)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(429 869)**	(552 552)	(22,2)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	**(307)**	(3 273)	(90,6)
Variation nette de la trésorerie	**14 135**	(1 183)	—
Trésorerie au début	**75 152**	76 335	(1,5)
Trésorerie à la fin	**89 287**	75 152	18,8

6.1 Activités d'exploitation

Pour l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 10,3 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- la hausse des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du paiement final des soldes d'impôt sur le résultat pour l'exercice 2025, ce qui reflète les modifications apportées aux lois fiscales;
- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la hausse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement, principalement attribuable au calendrier des paiements faits aux fournisseurs; facteurs partiellement contrebalancés par
- la diminution des frais de restructuration payés; et
- la diminution des intérêts payés.

6.2 Activités d'investissement

Pour l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 1,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles; facteur partiellement contrebalancé par
- le produit net de 16,5 millions $ reçu dans le cadre d'une transaction de cession-bail au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées, ainsi que les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, à la sous-rubrique 3.1 « Performance consolidée ».

Exercices clos les 31 août			**2026**	2025		**Variation**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**563 693**			596 172	**(5,4)**	
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de l'exercice	**(2 409)**			(7 896)	**(69,5)**	
Dépenses d'investissement nettes	**561 284**	1 809	**563 093**	588 276	**(4,6)**	**(4,3)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**81 215**	111	**81 326**	108 475	**(25,1)**	**(25,0)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**480 069**	1 698	**481 767**	479 801	**0,1**	**0,4**

6.3 Activités de financement

Émission de titres d'emprunt et remboursement de la dette

Pour l'exercice 2026, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	
Diminution de l'endettement bancaire	**(1 379)**	(13 005)	Liée au calendrier des besoins en fonds de roulement.
Diminution nette des facilités de crédit rotatif	**(55 317)**	(129 807)	Liée au remboursement de montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif au cours de l'exercice 2026. La diminution de l'exercice précédent était principalement liée au remboursement de montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif au moyen du produit net de l'émission des billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	**213 081**	324 962	Liée à l'émission d'une tranche additionnelle de 200 millions $ des billets garantis de premier rang, série 2, en août 2026 et aux fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang au cours de l'exercice 2026. L'émission de titres d'emprunt effectuée à l'exercice précédent était principalement liée à l'émission de billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ en février 2025.
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit	**(396 383)**	(555 488)	Principalement liée au remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US en août 2026, au rachat d'un montant de 95,1 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours de l'exercice 2026 et aux remboursements trimestriels. Le remboursement de l'exercice précédent se rapporte principalement au remboursement des billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US à leur échéance en juin 2025, et aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, ainsi qu'au rachat des billets garantis de premier rang, série A, d'un montant de 25 millions $ US à l'échéance en septembre 2024.
Paiement au règlement de contrats à terme	**—**	(14 940)	Le paiement de l'exercice précédent est lié aux contrats de change à terme que la Société a conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir partiellement son exposition au dollar américain en vue du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US.
Remboursement des obligations locatives	**(15 484)**	(12 902)	Résultat comparable.
Augmentation des coûts de transaction différés	**(372)**	(365)	Liée à la modification de la facilité de crédit à terme rotatif en juin 2026, alors que l'augmentation de l'exercice précédent était liée à la modification de mai 2025.
	(255 854)	(401 545)	

Dividendes

Au cours de l'exercice 2026, des dividendes déterminés trimestriels de 0,987 $ par action, pour un total de 3,948 $ par action, ont été versés aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un montant total de 165,2 millions $. Au cours de l'exercice 2025, des dividendes déterminés trimestriels de 0,922 $ par action, pour un total de 3,688 $ par action, ont été versés aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un montant total de 154,7 millions $.

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dividendes déclarés pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote de la Société au cours des exercices 2026 et 2025.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de versement	Dividende par action (en dollars)
29 octobre 2025	**12 novembre 2025**	**26 novembre 2025**	**0,987**
14 janvier 2026	**28 janvier 2026**	**11 février 2026**	**0,987**
9 avril 2026	**23 avril 2026**	**7 mai 2026**	**0,987**
15 juillet 2026	**29 juillet 2026**	**12 août 2026**	**0,987**
			3,948
31 octobre 2024	14 novembre 2024	28 novembre 2024	0,922
13 janvier 2025	27 janvier 2025	10 février 2025	0,922
9 avril 2025	23 avril 2025	7 mai 2025	0,922
15 juillet 2025	29 juillet 2025	12 août 2025	0,922
			3,688

6.4 Flux de trésorerie disponibles

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)*	**2026** [1] **$**	2025 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant [2] %	Incidence du taux de change [2] $
BAIIA ajusté	**1 387 916**	1 442 645	(3,8)	(3,5)	4 089
Paiement fondé sur des actions	**7 315**	5 931	23,3		
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	**6 940**	23 338	(70,3)		
Perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail[3]	**3 000**	(18 119)	—		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**146**	594	(75,4)		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais[3]	**(13 018)**	(23 320)	(44,2)		
Charges financières	**(233 402)**	(273 986)	(14,8)		
Profit lié au rachat d'une dette[4]	**(7 187)**	—	—		
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[4]	**10 644**	8 867	20,0		
Impôts exigibles	**(31 524)**	(47 584)	(33,8)		
Dépenses d'investissement nettes	**(561 284)**	(588 276)	(4,6)		
Remboursement des obligations locatives	**(15 484)**	(12 902)	20,0		
Flux de trésorerie disponibles	**554 062**	517 188	7,1	7,3	1 074
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**81 215**	108 475	(25,1)	(25,0)	111
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[5]	**635 277**	625 663	1,5	1,7	1 185

(1) Pour l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3865 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2025, qui était de 1,3962 $ CA pour 1 $ US.

(3) Pour l'exercice 2025, comprend un profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé au premier trimestre dans le cadre de la vente d'un immeuble que la Société a repris à bail pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une année supplémentaire. Sur une base nette, le profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ n'a pas eu d'incidence sur les flux de trésorerie disponibles.

(4) Inclus dans les charges financières.

(5) Les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour l'exercice 2026, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 7,1 % (7,3 % selon un taux de change constant). Cette variation selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette;
- la diminution des dépenses d'investissement nettes;
- la diminution des frais de restructuration et autres liés aux initiatives de transformation de la Société et à la mise en œuvre de certaines initiatives; et
- la baisse des impôts exigibles; facteurs partiellement contrebalancés par
- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la diminution du produit net de cessions d'immobilisations corporelles découlant principalement du produit net de 16,5 millions $ reçu dans le cadre d'une transaction de cession-bail au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles pour l'exercice 2026 se sont chiffrés à 635,3 millions $ (636,5 millions $ selon un taux de change constant), soit une hausse de 1,5 % (1,7 % selon un taux de change constant) par rapport à 625,7 millions $ pour l'exercice précédent.

7. Situation financière

7.1 Fonds de roulement

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

Aux 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	**2026** **$**	2025 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie	**89 287**	75 152	14 135	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	**159 577**	131 876	27 701	Principalement liée au calendrier de recouvrement des créances clients et autres débiteurs, incluant les subventions à recevoir relativement aux projets d'expansion du réseau.
Impôts sur le résultat à recevoir	**17 431**	3 483	13 948	Principalement liée aux impôts sur le résultat à recevoir à la suite de l'introduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada, les dispositions législatives connexes ayant été quasi adoptées le 26 février 2026.
Charges payées d'avance et autres	**57 550**	46 952	10 598	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre de conventions de services.
Instruments financiers dérivés	**7 992**	2 947	5 045	Liée au reclassement dans les actifs courants des tranches de swap de taux d'intérêt échéant en octobre 2026 et en juillet 2027, ainsi qu'aux variations des taux d'intérêt du marché, facteurs partiellement contrebalancés par l'arrivée à échéance de tranches en octobre 2025.
	331 837	260 410	71 427	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**—**	1 379	(1 379)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**392 297**	380 616	11 681	Principalement liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	**29 595**	40 915	(11 320)	Principalement liée au paiement de frais de restructuration et au versement de redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés comptabilisés antérieurement, contrebalancés en partie par des provisions additionnelles au titre de la restructuration et d'autres provisions comptabilisées à l'exercice 2026.
Passifs d'impôts sur le résultat	**11 246**	30 089	(18 843)	Principalement liée au paiement final des soldes d'impôt pour l'exercice 2025.
Passifs sur contrat et autres passifs	**59 645**	58 627	1 018	Non significative.
Instruments financiers dérivés	**2 050**	1 961	89	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**65 827**	43 632	22 195	Principalement liée au reclassement dans les passifs courants du solde à payer relativement à une acquisition antérieure et d'un montant additionnel de 3,0 millions $ US prélevé sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, lequel a par la suite été réglé le 10 septembre 2026.
	560 660	557 219	3 441	
Fonds de roulement déficitaire	**(228 823)**	(296 809)	67 986	

7.2 Autres variations importantes

Aux 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	**2026** **$**	2025 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Autres actifs	**200 513**	153 451	47 062	Principalement liée à une augmentation des commissions de vente.
Immobilisations corporelles	**3 112 771**	3 282 411	(169 640)	Principalement liée à la dotation à l'amortissement pour la période et à la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026 au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis, dont une tranche de 127,6 millions $ a été affectée aux immobilisations corporelles, facteurs partiellement contrebalancés par les dépenses d'investissement effectuées au cours de la période et l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	**3 624 298**	3 808 837	(184 539)	Principalement liée à la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026 dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, dont une tranche de 174,9 millions $ a été affectée à des droits de franchise à durée indéterminée, mais également liée à l'amortissement pour la période, partiellement contrebalancée par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien ainsi que les intérêts comptabilisés à l'actif en lien avec des licences de spectre acquises antérieurement.
Goodwill	**246 054**	2 166 652	(1 920 598)	Principalement liée à la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026 au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, dont une tranche de 1,9 milliard $ a été affectée au goodwill.
Instruments financiers dérivés	**7 080**	17 635	(10 555)	Liée au reclassement dans les actifs courants des tranches de swap de taux d'intérêt échéant en octobre 2026 et en juillet 2027, partiellement contrebalancé par les nouvelles conventions de swaps de taux d'intérêt conclues en octobre 2025, ainsi que par les variations des taux d'intérêt du marché.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**4 290 783**	4 510 769	(219 986)	Principalement liée au remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US en août 2026, au rachat d'un montant de 95,1 millions $ US de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, au remboursement de montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et au reclassement dans les passifs courants du solde à payer relativement à une acquisition antérieure, facteurs partiellement contrebalancés par l'émission d'une tranche additionnelle de 200 millions $ des billets garantis de premier rang, série 2, en août 2026, ainsi que par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Instruments financiers dérivés	**—**	12 049	(12 049)	Principalement liée aux variations des taux d'intérêt du marché.
Passifs d'impôts différés	**601 308**	901 453	(300 145)	Principalement liée à l'incidence fiscale de la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $ comptabilisée au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026 et liée au secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, partiellement contrebalancée par le calendrier des différences temporaires, en partie attribuable à l'introduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada.

8. Ressources en capital et liquidités

8.1 Structure du capital

Le tableau ci-dessous résume les principaux ratios de la Société pour les deux derniers exercices.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
Coût moyen pondéré de l'endettement[1]	**5,5 %**	5,3 %
Endettement à taux fixe[2][3]	**75 %**	77 %
Durée moyenne pondérée : dette à long terme (en années)	**3,9**	4,5
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté[3][4]	**3,1**	3,1
Ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes[4]	**30 %**	30 %
Ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes[4]	**26 %**	25 %

(1) Exclut l'incidence des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises, selon le cas.

(2) Calculé en divisant le capital de la dette à long terme à taux fixe par le capital de la dette à long terme. Inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

(3) L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté reflète le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

(4) L'endettement à taux fixe et le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté sont des mesures de gestion du capital. Le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes sont des ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Le tableau suivant résume les liquidités disponibles de la Société.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Trésorerie	**89 287**	75 152
Montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif[1]	**924 246**	869 002
Liquidités disponibles[2]	**1 013 533**	944 154

(1) Montant total disponible de 750 millions $ en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif et de 250 millions $ US en vertu de la facilité de crédit rotatif garantie de premier rang (se reporter à la note 24 A) des états financiers consolidés de la Société).

(2) Les liquidités disponibles sont une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

8.2 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 30 septembre 2026. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/ d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**12 000 871**	**75 217**
Actions subalternes à droit de vote	**30 296 728**	**784 844**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**1 066 819**	
Options pouvant être exercées	**589 227**	

8.3 Financement

Billets garantis de premier rang

Le 28 août 2026, Cogeco Communications a remboursé les billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US venant à échéance le 1er septembre 2026.

Le 10 août 2026, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission d'une tranche additionnelle de 200 millions $ de ses billets garantis de premier rang, série 2. La tranche additionnelle de 200 millions $ est assortie des mêmes modalités (taux d'intérêt stipulé de 5,30 % et date d'échéance le 16 février 2033) et constitue une seule série avec la tranche initiale de 300 millions $ des billets garantis de premier rang – série 2, émise le 16 février 2023. La tranche additionnelle a été émise à 103,97 % de la valeur nominale, pour un rendement de 4,57 %. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise. Les billets sont des titres de créance directs et non subordonnés garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang garanties de Cogeco Communications.

Facilité de crédit à terme rotatif

Le 1er juin 2026, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ en prorogeant sa date d'échéance d'une année supplémentaire, jusqu'au 1er juin 2031.

Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang

Au cours de l'exercice 2026, Cogeco Communications a prélevé un montant de 12,4 millions $ sur la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang, dont une tranche de 5,8 millions $ a été comptabilisée à titre de subvention gouvernementale. La facilité de crédit, d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $, ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Le 31 août 2026, le solde disponible de la facilité se chiffrait à 21,0 millions $.

Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang

Au cours de l'exercice 2026, Cogeco Communications a racheté un montant de 95,1 millions $ US du solde impayé des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. En août 2026, Cogeco Communications a conclu un accord visant le rachat d'un montant additionnel de 3,0 millions $ US sur sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, lequel a par la suite été réglé le 10 septembre 2026.

8.4 Notations

Au 31 août 2026	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets garantis de premier rang	**BBB-**	**BBB (faible)(stable)**	**SN**
Billets non garantis de premier rang	**BB+**	**BB (élevée)(stable)**	**SN**
Notation à titre de société émettrice	**BB+ (perspective stable)**	**BB (élevée)(stable)**	**SN**
Filiales américaines			
Facilités de crédit de premier rang	**BB**	**SN**	**B1 (perspective stable)**
Notation à titre de société émettrice	**BB (perspective stable)**	**SN**	**B1 (perspective stable)**

SN : sans notation

8.5 Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est élevée. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 31 août 2026, la direction est d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés est minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). La direction surveille son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

La Société a déposé la trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société comptabilise une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie liées aux créances douteuses. La correction de valeur pour créances douteuses est calculée au moyen d'une identification spécifique pour les créances clients plus importantes et sur la base d'une correction de valeur fondée sur des statistiques pour les autres comptes. Divers facteurs sont pris en considération, notamment la conjoncture économique, les données macroéconomiques prospectives et l'information historique (comme le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client et l'historique de recouvrement du client). La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Le tableau suivant détaille le solde des créances clients et autres débiteurs, déduction faite de la correction de valeur pour créances douteuses.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Créances clients	**96 618**	82 023
Correction de valeur pour créances douteuses	**(6 797)**	(6 201)
	89 821	75 822
Autres débiteurs[1]	**69 756**	56 054
	159 577	131 876

(1) Se rapporte principalement aux montants à recevoir au titre de subventions gouvernementales pour les projets d'expansion du réseau subventionnés.

Les créances clients échues sont définies comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. La Société considère les montants impayés à la date due comme créances clients échues. Une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus.

Le tableau suivant détaille les soldes des créances clients échues, déduction faite de la correction de valeur pour créances douteuses.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Échues depuis moins de 30 jours	**10 575**	8 927
Échues depuis 30 à 60 jours	**605**	236
Échues depuis plus de 60 jours	**204**	49
	11 384	9 212

Le tableau suivant détaille les variations de la correction de valeur pour créances douteuses.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Solde au début	**6 201**	4 441
Provision pour créances clients dépréciées	**36 389**	26 464
Utilisation nette	**(35 819)**	(24 678)
Ajustements au titre de l'écart de change	**26**	(26)
Solde à la fin	**6 797**	6 201

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance.

Le tableau suivant présente le montant utilisé et le solde disponible aux termes des facilités de crédit rotatif de la Société et de ses filiales américaines au 31 août 2026.

	Montant total	**Montant utilisé**	**Solde disponible**
Société			
Facilité de crédit à terme rotatif	750,0 millions $	169,5 millions $	580,5 millions $
Filiales américaines			
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	346,7 millions $	2,9 millions $	343,8 millions $
	(250,0 millions $ US)	(2,1 millions $ US)	(247,9 millions $ US)

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et des obligations locatives, ainsi que les montants en capital connexes en cours au 31 août 2026.

	Flux de trésorerie contractuels						
	2027	2028	2029	2030	2031	Par la suite	Total
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**382 028**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**382 028**
Billets et facilités de crédit[2]	**33 972**	**29 812**	**1 979 670**	**10 746**	**903 835**	**1 342 150**	**4 300 185**
Obligations locatives	**14 561**	**12 912**	**9 450**	**7 441**	**5 997**	**23 289**	**73 650**
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**17 094**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**17 094**
Autres passifs[1]	**—**	**2 885**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2 885**
	447 655	**45 609**	**1 989 120**	**18 187**	**909 832**	**1 365 439**	**4 775 842**

(1) Excluant les intérêts courus sur les billets, les facilités de crédit et le solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises.

(2) Une tranche de 168,9 millions $ de ces conventions d'emprunt est assujettie à des clauses restrictives. Les calculs relatifs aux clauses restrictives sont effectués trimestriellement à chaque date de clôture, ainsi que sur une base pro forma lors d'un regroupement d'entreprises ou d'une cession. Les clauses restrictives concernent le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au BAIIA ajusté et à l'endettement net. En cas de manquement aux clauses restrictives, les conventions d'emprunt touchées deviendront payables à vue, et devront donc être remboursées plus tôt que ce qu'indique le tableau ci-dessus. Les clauses restrictives font l'objet d'un suivi régulier par le service de la trésorerie pour veiller au respect des conventions d'emprunt.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme, y compris les instruments financiers dérivés connexes, qui sont dus au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

(en milliers de dollars canadiens)	2027 **$**	2028 **$**	2029 **$**	2030 **$**	2031 **$**	Par la suite **$**	Total **$**
Paiements d'intérêts sur les billets et facilités de crédit[1]	**257 199**	**255 111**	**133 859**	**120 757**	**68 073**	**103 101**	**938 100**
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	**2 888**	**2 335**	**1 837**	**1 486**	**1 191**	**5 331**	**15 068**
Paiements d'intérêts sur le solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**3 972**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**3 972**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés[1]	**(47 576)**	**(27 475)**	**(5 751)**	**—**	**—**	**—**	**(80 802)**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés[1]	**41 132**	**27 322**	**6 084**	**—**	**—**	**—**	**74 538**
	257 615	**257 293**	**136 029**	**122 243**	**69 264**	**108 432**	**950 876**

(1) En fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 31 août 2026 et de leurs échéances respectives.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 août 2026, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 août 2026.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	550 millions $ US	Taux SOFR à terme	3,82 % à 4,18 %	Février 2027 à février 2029	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 3
Flux de trésorerie[2]	600 millions $ US	Taux SOFR à terme	1,32 % à 3,25 %	Octobre 2026 à août 2028	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR en des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) Du solde de 600 millions $ US des swaps, une tranche de 400 millions $ US est assujettie à un taux plancher de 39 points de base.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation (diminution) de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte des facilités à taux d'intérêt variables entraînerait une hausse (baisse) d'approximativement 10,9 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 août 2026.

Risque de change

Bien que les transactions commerciales réalisées dans le cadre des activités aux États-Unis soient libellées principalement en dollars américains, ce qui a une incidence sur les produits et les charges consolidés présentés lors de leur conversion en dollars canadiens, les produits et les charges consolidés de la Société sont en grande partie reçus ou libellés dans la monnaie fonctionnelle des unités d'affaires dans les marchés où elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux de change est limitée sur le plan économique. Le risque de change auquel s'expose la Société provient principalement des transactions commerciales des activités canadiennes libellées en dollars américains. L'objectif de la Société en matière de gestion du risque de change est de réduire au minimum son exposition aux flux de trésorerie et aux activités libellés en devises, en s'assurant que les transactions avec les tiers soient réglées dans la mesure du possible dans la monnaie fonctionnelle des unités d'affaires, lorsqu'il est pratique de le faire, et en ayant recours à des instruments financiers dérivés.

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change lié aux actifs et aux passifs financiers courants découlant des activités canadiennes, libellés en dollars américains.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Actifs (passifs) financiers		
Trésorerie	**8 013**	11 723
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(12 615)**	(14 436)
	(4 602)	(2 713)

L'incidence d'une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien se répercuterait sur l'évaluation des actifs et passifs financiers présentés dans le tableau ci-dessus, ce qui ferait augmenter (diminuer) les charges financières d'approximativement 0,5 million $, en fonction des soldes au 31 août 2026.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt annuel, d'un montant de 155,5 millions $, lié à ses billets et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter (diminuer) les charges financières annuelles d'approximativement 15,6 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 août 2026.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine était couverte par les billets garantis de premier rang, série B, de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme couvertures de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale américaine, libellées en dollars américains. La relation de couverture d'investissement net a cessé à la suite du remboursement en août 2026 des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US.

Le tableau qui suit présente l'investissement global dans des établissements à l'étranger attribuable aux propriétaires de la Société ainsi que le montant notionnel de la dette désignée comme couverture d'un investissement net.

Aux 31 août	**2026**	2025
	$	$
Investissement global dans des établissements à l'étranger	**425 millions $ US**	1 433 millions $ US
Montant notionnel de la dette désignée comme couverture d'un investissement net	**—**	150 millions $ US

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 août 2026 était de 1,3866 $ pour un dollar américain (1,3742 $ au 31 août 2025). Une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien aurait entraîné une hausse (baisse) des autres éléments du résultat global d'approximativement 58,9 millions $.

Risque de marché

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de marché de ses actions subalternes à droit de vote en lien avec le régime d'unités d'actions différées et les régimes de rémunération fondés sur les unités d'actions incitatives et les unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie. Par conséquent, la Société utilise des conventions de swap sur actions pour couvrir sur le plan économique le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de ses actions subalternes à droit de vote.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours au 31 août 2026.

Type de relation	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Couverture économique	132 800 unités	Janvier 2027	73,19 $	Exposition aux prix des actions – Régime d'unités d'actions différées
Couverture économique	55 300 unités	Novembre 2026	64,77 $	Exposition aux prix des actions – Régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement

Au 31 août 2026, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 1,9 million $ et avaient été comptabilisés à titre de passifs. En raison des swaps sur actions, une variation de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote ne se traduirait pas par une incidence financière significative sur les résultats de la Société.

8.6 Monnaies étrangères

Les taux moyens en vigueur au cours des exercices clos les 31 août 2026 et 2025 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des télécommunications aux États-Unis s'établissaient comme suit :

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
	$	$
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3865**	1,3962

8.7 Obligations contractuelles, éventualités et garanties

A) Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente, au 31 août 2026, les obligations contractuelles de la Société qui sont exigibles au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

Exercices clos les 31 août	2027	2028	2029	2030	2031	Par la suite	Total
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Acquisitions d'immobilisations corporelles[1]	**83 599**	**2 258**	**477**	**352**	**—**	**—**	**86 686**
Autres contrats à long terme[2]	**69 293**	**68 979**	**68 895**	**42 375**	**42 668**	**38 592**	**330 802**
Contrats de location faisant l'objet d'un engagement mais n'ayant pas encore débuté	**552**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**552**
Passifs financiers et obligations locatives, et montants en capital connexes[3]	**447 655**	**45 609**	**1 989 120**	**18 187**	**909 832**	**1 365 439**	**4 775 842**
Intérêts payables sur la dette à long terme, y compris les instruments financiers dérivés connexes[3]	**257 615**	**257 293**	**136 029**	**122 243**	**69 264**	**108 432**	**950 876**
	858 714	**374 139**	**2 194 521**	**183 157**	**1 021 764**	**1 512 463**	**6 144 758**

(1) Comprend les obligations contractuelles liées aux achats d'équipement et aux engagements minimaux afférents aux acquisitions d'équipement chez l'abonné, y compris dans le cadre des projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de la Société.

(2) Comprend des engagements à long terme en vertu de contrats de service et de contrats visant des produits au titre des dépenses d'exploitation, y compris en vertu des partenariats stratégiques conclus par la Société afin de faciliter la prestation de services sans fil dans le cadre d'un modèle opérationnel nécessitant peu de capitaux.

(3) Se reporter à la sous-rubrique 8.5 « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements.

Au 31 août 2026, les cautionnements de bonne exécution et de paiement en cours de la Société, liés à des projets d'expansion du réseau subventionnés, se chiffraient à 157,9 millions $ et avaient été émis conformément aux règles établies par Infrastructure Ontario, dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario.

B) Éventualités

Tarifs définitifs pour les services d'accès Internet de gros groupés

Depuis 2023, le CRTC mène un examen des tarifs des services filaires de gros au moyen de plusieurs processus d'établissement des coûts et processus connexes. Le 24 avril 2026, le CRTC a fixé les tarifs définitifs que les concurrents doivent payer pour l'accès de gros groupé aux réseaux de fibre optique jusqu'aux locaux des abonnés (« FTTP ») de Bell Canada (« Bell »), Telus Communications Inc. (« Telus ») et SaskTel. Les entreprises de câblodistribution, y compris la Société, n'ont pas l'obligation de fournir un accès groupé à leurs installations FTTP. Cependant, elles doivent fournir un accès à leurs installations hybrides de fibre et de câble coaxial. Les tarifs de gros pour l'accès global à ces installations sont provisoires depuis mars 2023, et le CRTC n'a pas encore rendu de décision établissant les tarifs définitifs. Le 5 juin 2026, le CRTC a demandé aux entreprises de câblodistribution de réaliser de nouvelles études de coûts afin d'établir les tarifs des services d'accès haute vitesse (« AHV ») de gros groupés. Une réduction importante des taux pourrait avoir une incidence négative significative sur les produits et la part de marché de la Société, tant pour les services de gros que pour les services de détail. Si les tarifs définitifs sont inférieurs aux tarifs provisoires et que leur application est rétroactive, la Société pourrait également être tenue de rembourser rétroactivement les sommes excédentaires payées depuis 2023 par ses clients d'affaires des services de gros.

Procédures relatives à un recours collectif

Le 20 septembre 2024, une demande d'autorisation d'exercer un recours collectif contre Cogeco Connexion a été déposée devant la Cour supérieure du Québec. La demande allègue que Cogeco Connexion a enfreint la *Loi sur la protection du consommateur du Québec* en omettant d'aviser adéquatement les clients résidentiels du Québec des hausses tarifaires depuis le 20 septembre 2021, et vise à obtenir le remboursement des hausses tarifaires ainsi que des dommages punitifs. Le 5 décembre 2025, la Cour supérieure du Québec a autorisé le recours collectif, et le 25 septembre 2026, le recours collectif a été suspendu jusqu'au 6 janvier 2027 afin de permettre la tenue d'un processus de médiation. En raison de la grande incertitude entourant l'issue et ses répercussions financières, la Société n'a comptabilisé aucun passif au 31 août 2026.

Redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés

La Commission du droit d'auteur a lancé une procédure pour établir le montant des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada pour la période entre 2019 et 2028. Toute décision de la Commission du droit d'auteur qui se rangerait aux propositions de tarifs des sociétés de gestion pour cette période pourrait faire en sorte que Cogeco Communications soit assujettie à des taux de redevance plus élevés. La Société a comptabilisé une provision à ce sujet dans son état consolidé de la situation financière au 31 août 2026 (se reporter aux notes 17 et 26 B) des états financiers consolidés de la Société).

Autres

La Société et ses filiales sont parties à des litiges, à d'autres décisions réglementaires ou à des réclamations potentielles des clients, des fournisseurs ou d'autres tiers provenant du cours normal des affaires et de la gestion des activités. Bien que l'issue de ces litiges ne puisse pas être prédite avec certitude, la direction ne considère pas que le risque lié à ces expositions puisse avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés. Aux 31 août 2026 et 2025, aucun passif n'avait été inscrit relativement à ces litiges, à d'autres décisions réglementaires et à des réclamations potentielles, sauf pour ceux compris dans la note 17 des états financiers consolidés.

C) Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société prévoit des conventions d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions. Bien que plusieurs de ces conventions précisent une exposition éventuelle maximale, certaines ne précisent pas de montant maximal. Le montant maximal global d'une obligation au titre d'une convention d'indemnisation dépend de conditions et d'événements futurs et, par conséquent, ne peut être estimé raisonnablement. Ainsi, il est impossible pour la Société de déterminer leur incidence sur sa liquidité, ses ressources en capital et son risque de crédit futurs. Aux 31 août 2026 et 2025, aucun passif n'avait été inscrit relativement à ces conventions d'indemnisation, sauf pour ceux décrits à la note 17 des états financiers consolidés.

Vente d'une entreprise

Dans le cadre de la vente de certaines entreprises, la Société s'est engagée à indemniser l'acquéreur contre certaines réclamations pouvant résulter de faits survenus avant la date de vente.

Vente de services

Dans le cadre de transactions comportant une vente de services, la Société et ses filiales pourraient être tenues de verser des paiements à des contreparties en raison du non-respect d'une déclaration ou d'une garantie stipulée dans les conventions de services.

Achat et développement d'actifs

Dans le cadre de transactions comportant l'achat et le développement d'actifs, la Société et ses filiales pourraient être tenues de verser à des contreparties des paiements au titre des coûts engagés et des pertes subies en raison du non-respect d'une déclaration ou d'une garantie stipulée dans les conventions d'achat.

9. Résultats d'exploitation trimestriels

9.1 Faits saillants trimestriels

	Exercice 2026				Exercice 2025			
Trimestres clos les	**30 nov.**	**28 févr.**	**31 mai**	**31 août**	30 nov.	28 févr.	31 mai	31 août
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	**$**	**$**	**$**	**$**	$	$	$	$
Opérations								
Produits	**707 247**	**693 560**	**696 681**	**695 490**	738 695	732 426	730 679	708 693
BAIIA ajusté	**353 823**	**337 745**	**351 521**	**344 827**	365 215	356 499	362 377	358 554
Marge du BAIIA ajusté	**50,0 %**	**48,7 %**	**50,5 %**	**49,6 %**	49,4 %	48,7 %	49,6 %	50,6 %
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	**1 298**	**6 335**	**1 046**	**4 339**	(9 958)	8 035	9 211	16 032
Perte de valeur d'actifs	**—**	**—**	**2 223 846**	**5 196**	—	—	1 574	—
Bénéfice (perte) de la période	**93 095**	**83 585**	**(1 737 588)**	**87 018**	107 160	79 637	73 300	81 690
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**88 676**	**80 006**	**(1 356 281)**	**82 871**	100 588	74 674	69 895	77 422
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**89 524**	**83 217**	**99 741**	**86 537**	90 674	80 693	77 186	88 590
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**176 323**	**170 558**	**319 932**	**354 392**	218 865	253 212	400 789	265 143
Flux de trésorerie disponibles	**125 537**	**155 045**	**169 235**	**104 245**	148 858	116 603	143 946	107 781
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**157 151**	**123 626**	**121 038**	**161 878**	153 243	159 371	125 933	157 625
Dépenses d'investissement nettes	**156 963**	**121 778**	**120 853**	**161 690**	150 645	157 895	125 462	154 274
Intensité du capital	**22,2 %**	**17,6 %**	**17,3 %**	**23,2 %**	20,4 %	21,6 %	17,2 %	21,8 %
Données par action[1] et informations connexes								
Bénéfice (perte) par action								
De base	**2,11**	**1,90**	**(32,28)**	**1,97**	2,39	1,77	1,66	1,84
Dilué[2]	**2,09**	**1,89**	**(32,28)**	**1,97**	2,38	1,76	1,64	1,82
Dilué ajusté[2]	**2,11**	**1,96**	**2,35**	**2,05**	2,14	1,90	1,82	2,09
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	**42 477**	**42 425**	**42 014**	**42 159**	42 302	42 508	42 508	42 489
Dividendes par action	**0,987**	**0,987**	**0,987**	**0,987**	0,922	0,922	0,922	0,922

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

(2) Pour le troisième trimestre de l'exercice 2026, le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote utilisé pour le calcul du bénéfice dilué par action ajusté comprenait 407 460 unités de rémunération fondée sur des actions (soit 29 867 options sur actions, 64 743 unités d'actions incitatives et 312 850 unités d'actions liées au rendement). Pour ce qui est du calcul de la perte diluée par action, ces unités de rémunération fondée sur des actions ont été considérées comme antidilutives en raison de la perte enregistrée au cours de la période et, par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

9.2 Saisonnalité

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes.

9.3 Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre

Performance consolidée

Trimestres clos les 31 août			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Données réelles[1]	Incidence du taux de change	Selon un taux de change constant[2]	Données réelles	Données réelles	Selon un taux de change constant
	$	$	$	$	%	%
Produits	**695 490**	(6 728)	**688 762**	708 693	**(1,9)**	**(2,8)**
Charges d'exploitation	**344 991**	(3 705)	**341 286**	346 688	**(0,5)**	**(1,6)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**5 672**	—	**5 672**	3 451	**64,4**	**64,4**
BAIIA ajusté	**344 827**	(3 023)	**341 804**	358 554	**(3,8)**	**(4,7)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,6 %**			50,6 %		
Dépenses d'investissement nettes	**161 690**	(1 616)	**160 074**	154 274	**4,8**	**3,8**
Intensité du capital	**23,2 %**			21,8 %		

(1) Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,4015 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,3722 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Trimestres clos les 31 août	2026	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**375 045**	372 931	0,6	0,6	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**320 445**	335 762	(4,6)	(6,6)	(6 728)
	695 490	708 693	(1,9)	(2,8)	(6 728)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les produits ont diminué de 1,9 % (2,8 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent, la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet et l'environnement concurrentiel; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des produits dans le secteur des télécommunications au Canada, qui s'explique principalement par l'impact cumulatif des ajouts d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours du dernier exercice. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet, ainsi que par l'environnement concurrentiel.

Charges d'exploitation

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**172 243**	176 569	(2,5)	(2,6)	(274)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**164 049**	166 327	(1,4)	(3,4)	(3 427)
Activités du siège social et éliminations[1]	**8 699**	3 792	—	—	(4)
	344 991	346 688	(0,5)	(1,6)	(3 705)

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 3,8 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 0,5 % (1,6 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant découle principalement des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dont a bénéficié l'ensemble de la Société grâce à son programme de transformation sur trois ans en cours, en plus des éléments suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision dans le secteur des télécommunications aux États-Unis; facteur partiellement contrebalancé par
- une augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation notamment afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 se sont chiffrés à 5,7 millions $, comparativement à 3,5 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2025. Les honoraires étaient moins élevés à l'exercice précédent en raison d'une rémunération variable plus faible, qui est en partie revenue à son niveau normal au cours de l'exercice considéré. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent reflète en outre la rémunération fondée sur le rendement incluse dans les régimes incitatifs à long terme. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA ajusté

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**202 802**	196 362	3,3	3,4	274
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**156 396**	169 435	(7,7)	(9,6)	(3 301)
Activités du siège social et éliminations[1]	**(14 371)**	(7 243)	(98,4)	(98,4)	4
	344 827	358 554	(3,8)	(4,7)	(3 023)

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 3,8 % (4,7 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse des produits dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, partiellement contrebalancée par des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de la Société, comme il est expliqué ci-dessus.

Dépenses d'investissement nettes

Trimestres clos les 31 août			2026	2025[1]		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Données réelles	Incidence du taux de change	Selon un taux de change constant	Données réelles	Données réelles	Selon un taux de change constant
	$	$	$	$	%	%
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**94 386**	(284)	**94 102**	87 979	**7,3**	**7,0**
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**67 304**	(1 332)	**65 972**	66 295	**1,5**	**(0,5)**
Dépenses d'investissement nettes[2]	**161 690**	(1 616)	**160 074**	154 274	**4,8**	**3,8**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**26 831**	(155)	**26 676**	57 818	**(53,6)**	**(53,9)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**134 859**	(1 461)	**133 398**	96 456	**39,8**	**38,3**
Intensité du capital	**23,2 %**			21,8 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	**19,4 %**			13,6 %		

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 4,8 % (3,8 % selon un taux de change constant). Cette augmentation selon un taux de change constant est principalement attribuable à la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné dans le secteur des télécommunications au Canada, partiellement contrebalancée par le calendrier de certaines activités dans ce même secteur, tandis que les dépenses d'investissement nettes sont demeurées stables dans le secteur des télécommunications aux États-Unis.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le ratio d'intensité du capital a atteint 23,2 %, contre 21,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du ratio d'intensité du capital s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des télécommunications au Canada, combinée à la baisse des produits au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 39,8 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 (38,3 % selon un taux de change constant), tandis que le ratio d'intensité du capital a atteint 19,4 %, comparativement à 13,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

Trimestres clos les 31 août	2026	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%
Frais de restructuration	**3 309**	13 579	(75,6)
Coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords[1]	**1 030**	2 192	(53,0)
Autres frais	**—**	261	—
	4 339	16 032	(72,9)

(1) Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, les coûts liés aux licences technologiques pour le déploiement du système canadien de technologie sans fil se chiffraient à 0,9 million $; pour la période correspondante de l'exercice 2026, ces coûts se chiffrent à 1,8 million $ et sont inclus dans les charges d'exploitation du secteur des télécommunications au Canada puisque le système est maintenant en service.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais ont diminué de 72,9 %, ce qui s'explique principalement par la baisse des coûts de restructuration liés aux initiatives de transformation de la Société.

Amortissements

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025[1]	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**80 526**	85 306	(5,6)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**78 775**	87 966	(10,4)
Activités du siège social et éliminations[1]	**305**	306	(0,3)
	159 606	173 578	(8,0)

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, la dotation aux amortissements a diminué de 8,0 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la modification de la composition de l'actif au sein des secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis; et
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles en raison du fait que les relations-clients ont été entièrement amorties dans le secteur des télécommunications aux États-Unis; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent en ce qui concerne le secteur des télécommunications aux États-Unis.

Perte de valeur d'actifs

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 5,2 millions $ a été comptabilisée au sein du secteur des télécommunications au Canada relativement à la radiation d'actifs à la suite d'un changement de stratégie.

Charges financières

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**64 993**	68 936	(5,7)
Intérêts sur les obligations locatives	**885**	803	10,2
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(4 289)**	—	—
Variation de la juste valeur des contrats à terme[2]	**—**	4 144	—
Profit net de change	**(1 274)**	(1 227)	3,8
Produits d'intérêts et autres produits	**(2 317)**	(2 614)	(11,4)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif[3]	**(3 785)**	(1 890)	—
Autres	**2 918**	1 481	97,0
Charges financières	**57 131**	69 633	(18,0)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**4 289**	—	—
Charges financières ajustées	**61 420**	69 633	(11,8)

(1) Se rapporte au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026.

(2) Se rapporte aux contrats de change à terme conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir en partie l'exposition de la Société au dollar américain dans le cadre du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US.

(3) Se rapportent principalement à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre et la construction de certains réseaux.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les charges financières ont diminué de 18,0 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- un profit sans effet sur la trésorerie de 4,3 millions $ comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice 2026 en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 46,2 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang;
- la perte réalisée de 4,1 millions $ enregistrée à l'exercice précédent au titre des contrats de change à terme que la Société a conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir partiellement son exposition au dollar américain en vue du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US;
- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en raison de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt variables; et
- la hausse des intérêts comptabilisés à l'actif.

Compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette, les charges financières pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 ont diminué de 11,8 %.

Impôts sur le résultat

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Exigibles	**16 362**	12 183	34,3
Différés	**15 175**	5 438	—
Impôts sur le résultat	**31 537**	17 621	79,0
Taux d'impôt effectif	**26,6 %**	17,7 %	50,3

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, la charge d'impôts a augmenté de 79,0 %, principalement en raison de la hausse du bénéfice avant impôts sur le résultat et d'un ajustement fiscal favorable comptabilisé à l'exercice précédent, ainsi que de l'incidence plus importante, comparativement à l'exercice précédent, de l'impôt minimum mondial prévu dans le modèle du Pilier Deux et d'autres modifications apportées aux lois fiscales.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les impôts exigibles ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement pour les mêmes raisons que pour le total de la charge d'impôts sur le résultat, facteur partiellement contrebalancé par la variation des différences temporaires.

Bénéfice de la période

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**87 018**	81 690	6,5
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**82 871**	77 422	7,0
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[1]	**4 147**	4 268	(2,8)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**86 537**	88 590	(2,3)
Bénéfice de base par action	**1,97**	1,84	7,1
Bénéfice dilué par action	**1,97**	1,82	8,2
Bénéfice dilué par action ajusté	**2,05**	2,09	(1,9)

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de La Caisse dans une filiale américaine.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 6,5 % et de 7,0 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse de la dotation aux amortissements;
- la baisse des charges financières; et
- la baisse des coûts de restructuration liés aux initiatives de transformation de la Société; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation de la charge d'impôts;
- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 5,2 millions $ comptabilisée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026 relativement à la radiation d'actifs à la suite d'un changement de stratégie.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, qui exclut l'incidence de la charge pour perte de valeur sans effet sur la trésorerie et des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais, ainsi que du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette comptabilisé (dans chaque cas déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle), a diminué de 2,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Secteur des télécommunications au Canada

Résultats d'exploitation et financiers

Trimestres clos les 31 août			**2026**	2025		**Variation**
	Données réelles[1]	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles[3]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**375 045**	—	**375 045**	372 931	**0,6**	**0,6**
Charges d'exploitation	**172 243**	(274)	**171 969**	176 569	**(2,5)**	**(2,6)**
BAIIA ajusté	**202 802**	274	**203 076**	196 362	**3,3**	**3,4**
Marge du BAIIA ajusté	**54,1 %**			52,7 %		
Dépenses d'investissement nettes	**94 386**	(284)	**94 102**	87 979	**7,3**	**7,0**
Intensité du capital	**25,2 %**			23,6 %		

(1) Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,4015 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,3722 $ CA pour 1 $ US.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 3,8 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Produits

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les produits ont augmenté de 0,6 %, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé d'abonnés au service Internet; facteur partiellement contrebalancé par
- la diminution du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet, ainsi que l'environnement concurrentiel.

Charges d'exploitation

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 2,5 % (2,6 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle; facteur partiellement contrebalancé par
- une augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation, notamment afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés.

BAIIA ajusté

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,3 % (3,4 % selon un taux de change constant) en raison de la baisse des charges d'exploitation et de la hausse des produits.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 7,3 % (7,0 % selon un taux de change constant) et le ratio d'intensité du capital a atteint 25,2 %, contre 23,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné, facteur contrebalancé en partie par le calendrier de certaines initiatives.

Unités de service primaire

Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Cogeco et oxio. Les unités de service primaire excluent les services vendus par l'intermédiaire de marques de tiers ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

		Ajouts nets (pertes nettes)	
		Trimestres clos les 31 août	
	31 août 2026	**2026**	2025
Unités de service primaire	**1 838 875**	**(3 533)**	6 096
Abonnés au service Internet	**968 016**	**11 510**	16 988
Abonnés au service de vidéo	**539 043**	**(8 601)**	(7 308)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**331 816**	**(6 442)**	(3 584)

Internet

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le nombre d'abonnés au service Internet a augmenté de 11 510. Le nombre plus faible d'ajouts nets d'abonnés au service Internet par rapport à l'exercice précédent s'explique principalement par le ralentissement du marché.

Vidéo

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo de 8 601 sont principalement attribuables aux changements continus des tendances de consommation vidéo, du fait qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet.

Téléphonie filaire

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire de 6 442 sont principalement attribuables à la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle, en particulier en ce qui a trait à la marque oxio qui ne fournit que des services Internet.

Foyers câblés

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 5 943.

Secteur des télécommunications aux États-Unis

Résultats d'exploitation et financiers

Trimestres clos les 31 août	2026			2025	Variation	
	Données réelles[1]	Incidence du taux de change	Selon un taux de change constant[2]	Données réelles	Données réelles	Selon un taux de change constant
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	$	$	%	%
Produits	**320 445**	(6 728)	**313 717**	335 762	**(4,6)**	**(6,6)**
Charges d'exploitation	**164 049**	(3 427)	**160 622**	166 327	**(1,4)**	**(3,4)**
BAIIA ajusté	**156 396**	(3 301)	**153 095**	169 435	**(7,7)**	**(9,6)**
Marge du BAIIA ajusté	**48,8 %**			50,5 %		
Dépenses d'investissement nettes	**67 304**	(1 332)	**65 972**	66 295	**1,5**	**(0,5)**
Intensité du capital	**21,0 %**			19,7 %		

(1) Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,4015 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,3722 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les produits ont diminué de 4,6 % (6,6 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse du nombre d'abonnés par rapport à l'exercice précédent, à la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet et à l'environnement concurrentiel.

En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 228,6 millions $ US, contre 244,7 millions $ US pour la période correspondante de l'exercice 2025.

Charges d'exploitation

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 1,4 % (3,4 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; et
- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle.

BAIIA ajusté

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 7,7 % (9,6 % selon un taux de change constant). La diminution selon un taux de change constant découle principalement de la baisse des produits, contrebalancée en partie par la baisse des charges d'exploitation.

En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 111,6 millions $ US, contre 123,4 millions $ US pour la période correspondante de l'exercice 2025.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 1,5 % telles qu'elles sont présentées et sont demeurées stables selon un taux de change constant.

En monnaie locale, les dépenses d'investissement nettes se sont chiffrées à 48,0 millions $ US, comparativement à 48,3 millions $ US pour la période correspondante de l'exercice 2025.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le ratio d'intensité du capital s'est établi à 21,0 %, comparativement à 19,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des produits.

Unités de service primaire

Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Breezeline et welo. Les unités de service primaire excluent les services vendus par l'intermédiaire de marques de tiers ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

		Ajouts nets (pertes nettes)	
		Trimestres clos les 31 août	
	31 août 2026	**2026**	2025
Unités de service primaire	**915 654**	**(18 400)**	(15 498)
Abonnés au service Internet	**593 939**	**(11 340)**	(6 341)
Abonnés au service de vidéo	**215 430**	**(4 924)**	(6 092)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**106 285**	**(2 136)**	(3 065)

Internet

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service Internet se sont chiffrées à 11 340, dont 1 914 en Ohio, et sont principalement attribuables à un environnement hautement concurrentiel, surtout en ce qui concerne les services Internet d'entrée de gamme, ainsi qu'au ralentissement de nos activités de promotion en vue d'assurer un équilibre entre la rentabilité et le nombre d'abonnés.

Vidéo

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo se sont chiffrées à 4 924 et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la promotion continue des offres axées sur Internet et l'importance réduite accordée aux offres axées sur les services de vidéo comme produit individuel;
- les changements continus des tendances de consommation vidéo, tandis qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur, y compris les plateformes en ligne.

Téléphonie filaire

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire se sont chiffrées à 2 136 et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet; et
- la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle.

Foyers câblés

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 3 896[i].

[i] Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite de l'examen du calcul des foyers américains câblés. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

Analyse des flux de trésorerie

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**354 392**	265 143	33,7
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(161 685)**	(159 730)	1,2
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(180 836)**	(274 681)	(34,2)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	**108**	(330)	—
Variation nette de la trésorerie	**11 979**	(169 598)	—
Trésorerie au début	**77 308**	244 750	(68,4)
Trésorerie à la fin	**89 287**	75 152	18,8

Activités d'exploitation

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 33,7 %, principalement en raison de la hausse des entrées de trésorerie liées au fonds de roulement, lesquelles sont essentiellement attribuables au calendrier des paiements faits aux fournisseurs et de recouvrement des créances clients et autres débiteurs.

Activités d'investissement

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1,2 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles; facteur partiellement contrebalancé par
- l'augmentation du produit de cessions d'immobilisations corporelles.

Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles et les dépenses d'investissement nettes présentées, ainsi que les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, telles que présentées à la sous-rubrique « Performance consolidée » ci-dessus.

Trimestres clos les 31 août			**2026**	2025	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles** **$**	Incidence du taux de change $	**Selon un taux de change constant** **$**	Données réelles $	**Données réelles** **%**	**Selon un taux de change constant** **%**
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**161 878**			157 625	**2,7**	
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(188)**			(3 351)	**(94,4)**	
Dépenses d'investissement nettes	**161 690**	(1 616)	**160 074**	154 274	**4,8**	**3,8**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**26 831**	(155)	**26 676**	57 818	**(53,6)**	**(53,9)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**134 859**	(1 461)	**133 398**	96 456	**39,8**	**38,3**

Activités de financement

Émission de titres d'emprunt et remboursement de la dette

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

Trimestres clos les 31 août	**2026**	2025	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	**(5 666)**	1 379	Se rapporte au calendrier des besoins en fonds de roulement.
Augmentation (diminution) nette des facilités de crédit rotatif	**(60 255)**	216 151	Se rapporte au remboursement de montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif, tandis que l'augmentation à l'exercice précédent était liée aux fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit rotatif au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2025.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	**206 897**	1 694	Se rapporte principalement à l'émission d'une tranche additionnelle de 200 millions $ des billets garantis de premier rang, série 2, en août 2026. L'émission de titres d'emprunt effectuée à l'exercice précédent était liée aux fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang.
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit	**(275 817)**	(437 163)	Se rapporte principalement au rachat des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US en août 2026, au rachat d'un montant de 46,2 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026 et aux remboursements trimestriels. Le remboursement de l'exercice précédent se rapporte principalement au remboursement des billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US à leur échéance en juin 2025, et aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Paiement au règlement de contrats à terme	**—**	(14 940)	Le paiement de l'exercice précédent est lié aux contrats de change à terme que la Société a conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir partiellement son exposition au dollar américain en vue du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US.
Remboursement des obligations locatives	**(4 340)**	(3 461)	Résultat comparable.
Augmentation des coûts de transaction différés	**(372)**	(23)	Se rapporte à la modification de la facilité de crédit à terme rotatif en juin 2026.
	(139 553)	(236 363)	

Dividendes

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, un dividende déterminé trimestriel de 0,987 $ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 41,3 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,922 $ par action, ou 38,6 millions $, versé au quatrième trimestre de l'exercice 2025.

Flux de trésorerie disponibles

Trimestres clos les 31 août	**2026[1]**	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté	**344 827**	358 554	(3,8)	(4,7)	(3 023)
Paiement fondé sur des actions	**1 751**	1 557	12,5		
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	**2 911**	606	—		
Perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**252**	(39)	—		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**(30)**	119	—		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**(4 339)**	(16 032)	(72,9)		
Charges financières	**(57 131)**	(69 633)	(18,0)		
Profit lié au rachat d'une dette[3]	**(4 289)**	—	—		
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[3]	**2 685**	2 567	4,6		
Impôts exigibles	**(16 362)**	(12 183)	34,3		
Dépenses d'investissement nettes	**(161 690)**	(154 274)	4,8		
Remboursement des obligations locatives	**(4 340)**	(3 461)	25,4		
Flux de trésorerie disponibles	**104 245**	107 781	(3,3)	(3,7)	(495)
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**26 831**	57 818	(53,6)	(53,9)	(155)
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**131 076**	165 599	(20,8)	(21,2)	(650)

(1) Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,4015 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du quatrième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,3722 $ CA pour 1 $ US.

(3) Inclus dans les charges financières.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 3,3 % (3,7 % selon un taux de change constant). Cette variation selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la baisse du BAIIA ajusté;
- l'augmentation des dépenses d'investissement nettes dans le secteur des télécommunications au Canada; et
- la hausse des impôts exigibles; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais attribuable principalement à la diminution des frais de restructuration liés aux initiatives de transformation de la Société;
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette; et
- l'augmentation du produit de cessions d'immobilisations corporelles.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 se sont chiffrés à 131,1 millions $ (130,4 millions $ selon un taux de change constant), soit une baisse de 20,8 % (21,2 % selon un taux de change constant), par rapport à 165,6 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

10. Stratégie de développement durable

Chez Cogeco, notre longue tradition d'action environnementale, d'engagement social et d'implication communautaire est une source de fierté. Reconnaissant le rôle fondamental que les entreprises doivent jouer pour relever les défis environnementaux, sociaux et économiques les plus pressants de notre époque, ainsi que notre responsabilité à l'égard d'un suivi et d'une gestion efficaces de nos risques et opportunités liés à la durabilité pour assurer une création de valeur résiliente à long terme, notre stratégie de développement durable est une partie intégrante de la stratégie d'affaires de la Société.

Le Rapport de développement durable et le Supplément de données sur le développement durable de Cogeco sont disponibles sur le site Internet de la Société au corpo.cogeco.com, sous l'onglet « Développement durable – Pratiques de développement durable ».

11. Incertitudes et principaux facteurs de risque

La présente rubrique donne un aperçu des principaux risques et incertitudes que Cogeco Communications et ses filiales considèrent comme importants à l'heure actuelle. Elle ne vise pas à décrire toutes les éventualités ni tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société ou sur ses activités à quelque moment que ce soit. De plus, les risques et incertitudes décrits dans la présente rubrique peuvent se matérialiser ou ne pas se matérialiser, évoluer différemment des prévisions ou entraîner des conséquences autres que celles qui sont prévues actuellement. Si l'un des risques suivants, ou tout autre risque ou incertitude, que la Société et ses filiales n'ont pas encore repéré, ou qu'elles ne considèrent pas comme important à l'heure actuelle, se réalisait ou devenait important, les activités, les projections, les perspectives, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société et de ses filiales, et par conséquent le prix des actions subalternes à droit de vote, pourraient être compromis.

Gestion des risques d'entreprise

La Société cherche continuellement à renforcer ses pratiques de gestion des risques afin de protéger et d'accroître la valeur pour les actionnaires. L'objectif de la gestion des risques n'est pas d'éliminer entièrement ceux-ci, mais plutôt de trouver une façon efficace d'atteindre l'équilibre entre risque et rendement afin de maximiser la valeur pour l'organisation. C'est pourquoi la Société a un programme officiel intégré de gestion des risques d'entreprise dont la structure et le fonctionnement sont fondés sur le cadre intégré de gestion du risque d'entreprise proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») et adopté à grande échelle. Ce cadre établit un lien étroit entre le risque, la stratégie et le rendement de l'entreprise.

La surveillance des risques est exercée au niveau du conseil d'administration, tandis que la surveillance principale est déléguée à l'ensemble de ses comités. Le comité d'audit supervise le cadre de gestion des risques d'entreprise, les principaux risques commerciaux, l'intégrité de l'information financière, les contrôles internes, la cybersécurité et la couverture d'assurance. Le comité des ressources humaines supervise la gestion des talents, la planification de la relève des dirigeants et les risques liés à la rémunération. Le comité de gouvernance supervise les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, la conformité au code d'éthique et les questions de durabilité. Au sein de la direction, les dirigeants de l'exploitation et les dirigeants fonctionnels ont la première responsabilité d'identifier et de gérer les risques qui relèvent de leurs activités, tandis que les fonctions d'entreprise établissent les politiques de gouvernance et que la fonction d'audit interne fournit une assurance indépendante au comité d'audit.

Dans le cadre du programme de gestion des risques d'entreprise de la Société, un registre des risques est tenu et mis à jour en collaboration avec les dirigeants de l'ensemble de l'organisation afin d'identifier, d'évaluer et d'atténuer les risques qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des risques et la planification stratégique en général. Les risques analysés sont stratégiques, opérationnels, financiers, réglementaires, liés à la conformité, environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance, et le processus tient compte des risques existants et émergents à court et à long terme, s'ils sont jugés pertinents. Une évaluation annuelle des risques est effectuée et celle-ci comprend un sondage sur les risques auprès de tous les hauts dirigeants. Les principaux risques susceptibles d'entraver l'atteinte des objectifs d'entreprise de l'organisation sont identifiés à partir des résultats du sondage, et des mesures d'atténuation des risques sont mises en œuvre au besoin. Les résultats de l'évaluation annuelle des risques, ainsi que des mises à jour trimestrielles sur les risques et les mesures d'atténuation connexes, sont présentés à l'équipe de la haute direction ainsi qu'au comité d'audit. En outre, dans le cadre de ce processus d'évaluation annuelle des risques, le cadre de tolérance au risque de l'organisation qui guide la prise de décisions stratégiques est examiné et mis à jour au besoin.

Bien que le cadre de gestion des risques de la Société soit conçu conformément aux pratiques reconnues, rien ne garantit qu'il permettra d'identifier tous les risques auxquels la Société est exposée ou qu'il suffira à prévenir la matérialisation d'événements susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur les activités, la situation financière, les perspectives, les résultats d'exploitation ou la réputation de la Société.

11.1 Environnement concurrentiel

La Société exerce ses activités dans un environnement hautement concurrentiel. La concurrence devrait demeurer forte au sein du secteur des télécommunications dans un avenir prévisible en raison des concurrents traditionnels et non traditionnels cherchant à conquérir des parts de marché et des tendances concurrentielles évoluant en fonction de la demande des clients, des faits nouveaux en matière de réglementation et des technologies émergentes. Ces facteurs peuvent inciter les concurrents à adopter des stratégies plus audacieuses pour protéger et accroître leur part de marché, leurs produits et leur bénéfice.

Afin d'atténuer les risques liés à la concurrence dans l'ensemble de ses secteurs d'activités, la Société mise sur des produits de grande qualité, un service à la clientèle supérieur et une valeur attrayante.

Les principaux risques liés à la concurrence de la Société sont les suivants.

Concurrence sur le marché des services Internet

Nos services Internet font face à la concurrence de sociétés existantes ainsi que de nouveaux acteurs au Canada et aux États-Unis, notamment les grandes sociétés de téléphonie traditionnelles, les câblodistributeurs et les nouveaux venus qui ont construit et continuent d'investir dans l'infrastructure de réseau de fibre jusqu'au domicile (« FTTH ») dans certaines parties de notre zone de couverture; les entreprises offrant des services Internet au moyen de la technologie d'accès fixe sans fil (« AFSF »); et les fournisseurs de technologies par satellite en orbite basse. Les fournisseurs par satellite en orbite basse accroissent actuellement leurs capacités à haut débit afin d'offrir des vitesses de téléchargement de plus en plus comparables à celles des réseaux terrestres. Bien qu'ils se concentrent actuellement sur les régions rurales et mal desservies, ces exploitants seront en position de livrer une concurrence plus importante à mesure qu'augmentera leur capacité satellitaire.

Au Canada, la concurrence est stimulée à la fois par les exploitants dotés d'installations et les fournisseurs qui tirent parti du régime de services d'accès haute vitesse de gros obligatoire du CRTC pour livrer concurrence dans les zones de desserte de la Société. Le régime réglementé de gros n'oblige pas les fournisseurs qui l'utilisent à investir dans la construction de réseaux. Si les fournisseurs fondés sur la revente se concentrent principalement sur les services Internet, certains proposent également des services de vidéo et de téléphonie, et accroissent leur offre. Au cours des dernières années, les grands fournisseurs de téléphonie intégrée, de câblodistribution et de services mobiles sont devenus, par l'acquisition de fournisseurs Internet fondés sur les services de gros et par l'intermédiaire de leurs propres marques, des utilisateurs des services d'accès haute vitesse de gros obligatoires dans nos territoires de desserte, qu'ils peuvent regrouper avec les services sans fil, de vidéo et autres.

Aux États-Unis, la Société doit également composer avec l'intensification de la concurrence provenant des sociétés de câblodistribution et de télécommunications traditionnelles, ainsi que de nouvelles entreprises d'installation de fibre optique qui mettent en place des installations redondantes, et des fournisseurs de services fixes sans fil et à large bande par satellite – dont certains ont reçu du financement fédéral pour étendre leur couverture aux régions non desservies. De plus, une plus grande accessibilité au financement fédéral, étatique et local permet aux entreprises de services publics locales et à d'autres petits concurrents de construire un réseau à l'intérieur de notre zone de couverture.

Les marchés canadien et américain connaissent depuis quelques années une concurrence accrue.

Concurrence pour les services de vidéo

Au Canada et aux États-Unis, la Société subit une concurrence continue de la part de plusieurs entreprises offrant des services de vidéo, y compris d'autres distributeurs de services vidéo traditionnels (entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») au Canada et distributeurs multicanaux de programmes audiovisuels (« MVPD ») aux États-Unis). Certains de ces distributeurs traditionnels sont intégrés verticalement et possèdent des services de programmation, et ils améliorent de plus en plus leur offre grâce à du contenu vidéo exclusif offert directement aux consommateurs. La concurrence provient également de fournisseurs de services par contournement, y compris des services de vidéo en continu par abonnement comme Netflix, Disney+, des fournisseurs de services de vidéo virtuels multichaînes comme YouTube TV et fuboTV qui offrent des réseaux de télévision linéaires en continu traditionnellement exclusivement offerts par les EDR et des services de télévision gratuits et financés par des publicités. Les géants mondiaux du secteur technologique et des services de diffusion vidéo en continu ne cessent d'accroître leur présence dans divers marchés du contenu, de sorte qu'augmentent les choix de contenu média pour les consommateurs ainsi que le risque d'une hausse du taux de désabonnement et d'un désabonnement plus rapide aux services de vidéo.

La Société permet la transmission de certains services de vidéo en continu dans son produit de vidéo, mais ne détient aucun service de vidéo en continu par abonnement.

Concurrence sur le marché de la téléphonie filaire

Nos services de téléphonie filaire livrent concurrence à des fournisseurs de services de téléphonie mobile et filaire dans l'ensemble de notre zone de couverture, ainsi qu'à d'autres moyens de communication. À mesure que l'adoption des téléphones mobiles et des téléphones intelligents augmente, un nombre croissant d'abonnés aux services de téléphonie filaire délaissent ce système. L'accélération de la perte d'abonnés aux services de téléphonie filaire de la Société pourrait nuire grandement à ses activités, à sa situation financière, à ses occasions d'affaires et à ses résultats d'exploitation.

Concurrence sur le marché des services sans fil

Nous livrons concurrence à des fournisseurs de services sans fil nationaux et régionaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à d'autres exploitants de réseaux mobiles virtuels (« ERMV ») aux États-Unis.

Au Canada, nos services sans fil sont principalement fournis en vertu de deux ententes avec des fournisseurs clés : une entente de cinq ans relative aux ERMV conclue avec un exploitant national de réseaux sans fil donnant à Cogeco Communications, à partir de 2025, l'accès à son réseau sans fil, conformément aux modalités du régime d'accès pour les ERMV établies par le CRTC dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2021-130, et une entente distincte de cinq ans visant la livraison de plateformes de technologie sans fil, y compris des systèmes de soutien des affaires, des réseaux centraux et des systèmes d'exploitation.

Le lancement d'activités liées aux services mobiles au Canada à titre d'ERMV nécessite des investissements considérables, notamment l'acquisition et le déploiement du spectre, l'expansion et l'entretien d'un réseau mobile, la prospection et la fidélisation de clients, ainsi que la mise en œuvre de stratégies de marketing et d'autres efforts commerciaux. De plus, le régime d'accès pour les ERMV établi par le CRTC dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2021-130 exige que les entreprises de services sans fil titulaires fournissent des services d'accès pour les ERMV aux entreprises régionales de services sans fil pour une période de sept ans, jusqu'en mai 2030. Si la Société ne parvient pas à étendre adéquatement son réseau sans fil ou à conclure une entente commerciale avec un ERMV avant la fin de la période de sept ans, elle pourrait courir le risque de ne plus être en mesure de servir ses clients de services sans fil.

Aux États-Unis, la Société fournit des services sans fil depuis mai 2024 par l'intermédiaire d'une entente relative aux ERMV négociée commercialement. Cette entente comporte des risques d'exploitation semblables à ceux au Canada, même si l'entente relative aux ERMV en vigueur aux États-Unis est strictement commerciale et n'est pas liée à un cadre réglementaire.

11.2 Risques d'entreprise

Conjoncture économique

La performance de la Société subit l'influence de la conjoncture économique générale, du niveau de confiance et des dépenses des consommateurs et de la demande à l'égard de ses produits et services. Les conditions économiques défavorables, comme l'accélération de l'inflation, les coûts élevés du logement par rapport au revenu, la diminution des niveaux d'emploi et l'endettement élevé des particuliers, pourraient avoir une incidence sur le revenu disponible des ménages. L'imposition de droits de douane, d'autres conditions commerciales ou de mesures de protection gouvernementales pourrait aussi nuire au contexte macroéconomique dans son ensemble. De plus, la volatilité persistante des taux d'intérêt et les coûts d'emprunt élevés pourraient restreindre la disponibilité globale du capital, tandis que les conditions géopolitiques et les tensions commerciales pourraient exacerber les pressions inflationnistes, ce qui aurait pour effet de réduire davantage le revenu disponible des clients, et donner lieu à une hausse des coûts des fournisseurs, de l'énergie et des autres intrants, à des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et à de l'instabilité au sein des marchés financiers. De telles conditions pourraient faire en sorte que les clients réduisent ou reportent des dépenses discrétionnaires, ce qui aurait une incidence sur l'acquisition de nouveaux services ou sur les volumes d'utilisation, et envisagent le remplacement de services par des solutions à moindre prix. Cette situation pourrait avoir une incidence négative sur la demande à l'égard des produits et des services de la Société et pourrait entraîner une hausse des désabonnements et une baisse des produits moyens par utilisateur, tandis qu'une dégradation de la solvabilité de ses clients pourrait faire augmenter ses charges pour créances douteuses.

Planification stratégique

De nombreux facteurs indépendants de la volonté de la Société pourraient nuire à sa capacité à appliquer pleinement ses stratégies d'affaires décrites précédemment à la rubrique « Objectifs et stratégie de la Société » du présent rapport, en temps opportun ou de façon coordonnée, et à en tirer les avantages escomptés, y compris une hausse des charges d'exploitation, des faits nouveaux en matière de réglementation, la conjoncture générale, l'intensification de la concurrence, les changements technologiques ou les autres facteurs décrits à la présente rubrique. L'incapacité à mettre en œuvre et à exécuter avec succès le plan stratégique et les stratégies d'affaires de la Société pourrait nuire à la réputation de la Société, ainsi qu'à ses activités, à sa situation financière, à ses occasions d'affaires et à ses résultats d'exploitation, de même qu'à sa capacité à respecter ses obligations, y compris sa capacité à rembourser sa dette.

Programmation et contenu

La performance financière et la stabilité des marges des services de vidéo de la Société dépendent largement de sa capacité à gérer ses charges d'exploitation. Les frais de licence de programmation que la Société verse aux fournisseurs de services de programmation télévisuelle sont l'un des principaux facteurs de ces charges d'exploitation. Les frais de licence de programmation de certains services de programmation télévisuelle ont augmenté de façon importante au Canada et aux États-Unis au cours des dernières années, particulièrement les frais liés à la programmation sportive dans les deux pays et aux ententes de retransmission aux États-Unis. De nouvelles hausses des frais de licence de programmation pourraient nuire grandement aux activités et aux résultats d'exploitation de la Société. Dans le cadre de ses efforts d'atténuation des risques, la Société a mis en œuvre une stratégie de retrait visant le contenu à coût élevé et peu regardé. En août 2026, la Société a également lancé un nouveau produit de diffusion télévisuelle en continu aux États-Unis, pour lequel elle reçoit des frais de distribution et qui ne l'expose pas aux coûts liés au contenu.

Le marché canadien des services de contenu vidéo se caractérise par un degré élevé de concentration et d'intégration verticale des fournisseurs. Certains des grands fournisseurs de services de communications intégrés avec qui la Société rivalise au Canada détiennent des actifs de diffusion de contenu télévisuel et numérique, notamment du contenu sportif. Cette intégration verticale pourrait faire en sorte que la Société n'ait pas accès à du contenu, ou qu'elle soit obligée de payer des prix gonflés ou de se conformer à des modalités non attrayantes pour acquérir du contenu. Afin de limiter le pouvoir des entités verticalement intégrées sur l'accès du public à des services de programmation diversifiés et de qualité, le CRTC a adopté un code sur la vente en gros en 2015 qui s'applique à toutes les EDR et aux entreprises de programmation autorisées. Le code interdit un certain nombre de pratiques commercialement déraisonnables et établit un mécanisme de règlement des différends pour le renouvellement des ententes d'affiliation dans les situations où l'EDR et l'entreprise de programmation ont l'intention de renouveler l'entente, mais ne parviennent pas à s'entendre sur les conditions. Le cadre pertinent du CRTC a été examiné lors d'audiences publiques en 2025 et aucune décision n'a encore été rendue (se reporter à la sous-rubrique 11.3 « Questions réglementaires »). Bien qu'en général la Société ait été en mesure de conclure des ententes de distribution satisfaisantes avec des fournisseurs de services de programmation canadiens jusqu'à présent, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de maintenir ses ententes actuelles, ou de conclure de nouvelles ententes viables sur le plan économique, et il se pourrait donc que le nombre de chaînes vidéo varie d'une année à l'autre, ce qui pourrait entraîner une hausse du taux de désabonnement.

Certaines ententes d'affiliation conclues avec certains des principaux fournisseurs de services de programmation de la Société ont expiré, et leurs modalités de renouvellement n'ont pas encore été entièrement fixées. La Société pourrait faire l'objet d'instances de règlement de différends dans le cadre de futurs renouvellements d'ententes de services de programmation canadiens, ce qui pourrait soit l'aider à négocier des modalités d'affiliation raisonnables, soit la soumettre à des conditions de concurrence défavorables.

Aux États-Unis, l'accès de la Société au contenu considéré comme « incontournable », notamment des événements sportifs en direct et des ententes de retransmission, selon des tarifs et des modalités raisonnables représente un défi constant. La consolidation continue des droits de diffusion d'émissions sportives aux États-Unis, l'augmentation de leurs coûts et la division de ces droits entre la télévision traditionnelle et les plateformes de diffusion en continu ont une incidence sur la capacité de la Société à se procurer du contenu à des taux et à des modalités raisonnables. Ces activités de consolidation en cours pourraient permettre aux sociétés fusionnées de tirer profit du contenu populaire et de négocier de meilleures conditions avec la Société à l'avenir, ou d'exiger que la Société offre leurs services de divertissement vidéo moins demandés, ce qui entraînerait une nouvelle augmentation des coûts. Outre l'augmentation des coûts de programmation, certaines des ententes de programmation de la Société l'obligent à respecter certains seuils de pénétration et certaines obligations relatives aux forfaits dans des États, ce qui limite sa capacité à offrir de plus petits forfaits. Plusieurs de ces programmeurs offrent simultanément leurs propres produits directement aux clients pour livrer concurrence aux distributeurs de programmation.

Pour répondre à ces pressions sur le secteur, un des principes de base de la stratégie de la Société consiste à investir de façon disciplinée dans son portefeuille de contenu. La Société évite activement les modèles de partenariat non durables, particulièrement ceux qui tirent parti du contenu considéré comme « incontournable » pour forcer le regroupement de portefeuilles de l'ensemble des canaux ou qui ont diminué la valeur en raison des offres directement aux consommateurs.

Les activités vidéo de la Société aux États-Unis sont également exposées au resserrement des exigences financières et autres exigences des télédiffuseurs afin d'obtenir le consentement requis pour la transmission de la programmation de télédiffusion locale à ses clients. La loi fédérale interdit aux câblodistributeurs d'offrir des stations de télédiffusion locales sans consentement. En vertu de la réglementation fédérale sur les stations à obligation réglementaire de transmission, les stations de télédiffusion locales peuvent exiger des câblodistributeurs qu'ils diffusent ces stations sans rémunération. Les stations de télédiffusion locales peuvent également exiger des câblodistributeurs qu'ils prennent part à des négociations de consentement de retransmission, en vertu desquelles les stations de télédiffusion exigent des paiements importants et d'autres concessions, en échange du droit de retransmettre ces stations. La Société prévoit continuer d'être soumise à des hausses importantes de frais exigés par les télédiffuseurs pour obtenir le consentement requis pour la retransmission de la

programmation de télédiffusion locale à ses clients. L'incapacité de conclure une entente avec un télédiffuseur pourrait entraîner la perte de services de programmation populaires pour les services de vidéo de la Société.

L'incapacité d'acquérir et de fournir aux clients de la Société du contenu en vue de répondre à leurs attentes en matière de qualité, de format, de variété des choix de programmation, de forfaits et de plateformes à des prix concurrentiels et abordables pourrait nuire de façon importante aux activités de la Société, dans l'éventualité où elle ne réussirait pas à transférer la hausse des coûts de programmation à ses clients.

Accès aux structures de soutènement et aux servitudes municipales

Dans le cadre de ses activités, la Société doit pouvoir compter sur l'exécution de contrats avec des entreprises de services publics et des sociétés de téléphonie, afin d'obtenir un accès aux structures de soutènement (comme des poteaux), et avec des municipalités, afin d'obtenir un accès à des servitudes publiques. Au Canada, l'accès aux structures de soutènement des sociétés de téléphonie est accordé selon une tarification approuvée par le CRTC. Dans le cas des services publics d'électricité municipaux et provinciaux canadiens, l'accès à ces structures de soutènement est assujetti à des exigences provinciales ou municipales. Lorsque le droit de déployer le réseau de la Société dans les municipalités comprises dans sa zone de couverture du Canada ne peut être obtenu, la Société peut déposer une demande auprès du CRTC pour obtenir un droit d'accès en vertu de la *Loi sur les télécommunications.*

Aux États-Unis, la Société doit obtenir des franchises auprès des municipalités ou des États pour accéder aux servitudes publiques afin d'installer un système de câblodistribution et de fournir des services de vidéo. Aux États-Unis, la Communications Act of 1934 exige que les sociétés de téléphonie et les autres services publics (autres que ceux détenus par des municipalités ou des coopératives) fournissent aux réseaux de câblodistribution un accès non discriminatoire aux poteaux et aux droits de passage dont le service public a le contrôle. Les tarifs que peuvent facturer les services publics ainsi que certaines modalités liées à cet accès sont réglementés par la Federal Communications Commission (la « FCC ») ou par l'autorité compétente des États qui certifie à la FCC que ces derniers réglementent l'utilisation des poteaux.

Les travaux préparatoires, soit le renforcement des poteaux ou le déplacement d'autres installations liées aux poteaux pour accueillir du matériel additionnel, se déroulent souvent sur plusieurs mois, voire sur des années, ce qui peut ralentir l'expansion du réseau de la Société. L'incapacité à obtenir un accès raisonnable aux structures de soutènement disponibles pour nos plans d'expansion du réseau à large bande et à accélérer les travaux préparatoires pourrait nuire à nos stratégies d'affaires et à nos activités, à notre situation financière, à notre réputation et à nos occasions d'affaires.

Accès aux sites d'infrastructure liée au réseau mobile

Pour remplir ses obligations en matière de déploiement du spectre au Canada, la Société doit déployer une infrastructure d'accès radio. Ce déploiement dépend de façon cruciale de l'acquisition en temps opportun de sites, ce qui nécessite l'obtention de contrats de location favorables auprès de sociétés spécialisées dans les tours de télécommunication, de propriétaires d'immeubles (p. ex., les toits) et de diverses autorités municipales pour héberger de l'équipement radio, des antennes et des tours de télécommunication. Ce processus est susceptible d'être retardé ou d'entraîner des coûts supplémentaires en raison de la difficulté d'obtenir des permis municipaux et des approbations de zonage pour la construction, l'installation ou la modification de sites en temps opportun. La coordination et la gestion des coûts et des retards associés aux travaux préparatoires pour l'installation de petites cellules et d'autres équipements radio aux poteaux, aux lampadaires ou aux autres structures publiques existants représentent également un défi. Des retards ou des coûts accrus dans le cadre de l'acquisition de sites, l'obtention de permis, le zonage ou les travaux préparatoires, pourraient ralentir le déploiement de notre réseau, entraîner une hausse des dépenses d'investissement et, ultimement, nuire à notre capacité d'offrir des services sans fil de haute qualité et concurrentiels à long terme, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et nos perspectives.

Gestion des relations-clients

La Société s'efforce de maintenir des relations respectueuses et transparentes avec ses clients en leur offrant une expérience client distinctive et une commercialisation honnête de ses produits. La fidélisation et la rétention des clients de la Société dépendent de la capacité de la Société à fournir un service qui répond à leurs attentes ou qui les dépasse. La Société croit fortement que l'expérience client est un facteur de différentiation clé et a adopté plusieurs programmes et mesures afin d'améliorer constamment l'expérience client et de bâtir son capital de réputation.

En raison de l'augmentation de la demande en matière de capacités numériques et du marché de plus en plus concurrentiel, l'incapacité à s'adapter au rythme de la demande des clients pourrait entraîner une perte d'abonnés et des difficultés à attirer de nouveaux abonnés potentiels. La Société continue d'investir dans la transformation numérique, l'intelligence artificielle et l'analytique avancée afin de mieux répondre aux besoins croissants et en constante évolution des clients. Si la Société ne parvient pas à gérer adéquatement ses relations-clients, ses activités pourraient s'en ressentir, ce qui entraînerait une diminution de son nombre d'abonnés et nuirait à la valeur de sa marque.

Attentes des clients

Afin de répondre aux attentes de plus en plus élevées des clients et aux besoins croissants en matière de connectivité numérique, la Société place la connectivité à large bande au centre de l'expérience client en offrant une solution avancée de Wi-Fi géré à ses abonnés au service Internet au Canada et aux États-Unis, en plus de continuer à mettre son réseau à niveau afin d'offrir des vitesses Internet encore plus rapides dans les deux pays.

L'intensification de la fragmentation des services par contournement incite également les clients à exiger le regroupement de l'offre de services par contournement sur une plateforme commune. Le service IPTV de la Société, qui est muni d'une application mobile permettant aux clients de regarder la télévision n'importe où, permet de naviguer et de consommer du contenu de façon plus intégrée et moins axée sur la source, offrant des options libre-service grâce auxquelles les clients peuvent gérer leurs comptes et leurs abonnements, consulter leurs factures et effectuer des paiements. La Société s'efforce constamment d'améliorer ses produits et services numériques afin de répondre aux attentes des clients. L'incapacité de prévoir l'évolution de l'expérience client en fonction de la demande des consommateurs, l'évolution du comportement des clients, les tendances en matière de technologie et les nouvelles conditions du marché, et d'y réagir en temps opportun, pourrait entraîner une désuétude du portefeuille de produits et de services, ce qui nuirait à la capacité de la Société de retenir les clients et d'en attirer de nouveaux.

Chaîne d'approvisionnement et tiers

La Société sert sa clientèle au Canada et aux États-Unis grâce à des appareils et services provenant de divers fournisseurs, qui sont obtenus en vertu d'ententes à long terme solides. Certains de ces fournisseurs pourraient rencontrer des difficultés sur le plan des affaires, restructurer leurs activités, cesser d'offrir certains produits ou vendre leurs activités à d'autres fournisseurs, ce qui pourrait avoir une incidence sur la disponibilité et le futur développement des produits et services de la Société. De plus, la Société est de plus en plus exposée aux changements commerciaux apportés par les principaux fournisseurs de technologies, notamment la transition d'un modèle axé sur des licences logicielles perpétuelles à un autre fondé sur des abonnements renouvelables, ce qui peut entraîner une inflation des coûts au moment du renouvellement des contrats. La Société est également exposée au risque lié à la concentration des fournisseurs et des plateformes en raison de sa dépendance à l'égard d'un groupe bien établi de tiers fournisseurs, d'hébergeurs de services infonuagiques, de fournisseurs de logiciels-services et de partenaires d'infrastructure de réseau qui sont cruciaux pour ses activités principales. L'accélération de la demande mondiale pour du matériel informatique de haute performance et des infrastructures d'IA a également contribué à limiter la disponibilité des composantes (telles que les processeurs graphiques), à prolonger les délais de livraison et à augmenter les coûts d'acquisition. L'incapacité d'obtenir du matériel, des logiciels, des services ou d'autres éléments essentiels en temps opportun et à un coût acceptable pourrait limiter notre capacité à offrir des produits et services qui répondent aux demandes des clients à des prix concurrentiels et à exécuter nos projets d'expansion du réseau tout en respectant nos engagements. Les approches d'atténuation des risques varient en fonction des fournisseurs et de la situation, et elles peuvent inclure des stratégies telles que l'amélioration de la gouvernance, l'approvisionnement auprès d'autres sources, les achats anticipés et l'augmentation des niveaux des stocks.

De plus, le caractère imprévisible des droits de douane entre les États-Unis et le Canada a une incidence croissante sur le coût du matériel et des matériaux de construction de réseaux, comme l'acier et l'aluminium. Les fournisseurs de matériel réseau incluent de plus en plus des dispositions dans leurs contrats de renouvellement qui leur permettent d'augmenter les prix en raison de nouveaux droits de douane ou de changements aux modalités d'expédition. Cette pratique transfère l'intégralité du fardeau des coûts liés aux droits de douane à la Société, ce qui pourrait entraîner une hausse des prix pour les clients.

Fusions, acquisitions et désinvestissements

La Société a évolué au fil des acquisitions et pourrait continuer de chercher à saisir des occasions d'acquisitions intéressantes dans l'avenir. La réalisation des avantages attendus des acquisitions dépend d'une part de la réussite de la consolidation des fonctions, de l'intégration des activités, des procédures et du personnel en temps opportun et de façon efficiente, et d'autre part, de la réalisation des produits, des synergies et des autres occasions de croissance émergeant du regroupement des entreprises acquises avec celles de la Société. Rien ne garantit que l'intégration de ces acquisitions sera réussie ni que les résultats et avantages escomptés se concrétiseront. Toutefois, il est aussi possible que le processus d'intégration perturbe les activités courantes visées ou donne lieu à des différences entre les normes, les technologies de l'information, les systèmes de sécurité et d'information financière, les contrôles, les procédures et les politiques, lesquelles pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité de la direction à réaliser les avantages attendus de l'acquisition. Le processus d'intégration pourrait entraîner des charges d'exploitation, un levier financier et des dépenses d'investissement plus élevés que prévu, provoquer la perte d'abonnés, entraîner la radiation d'actifs, perturber les activités des autres entreprises de la Société ou accaparer le temps et les ressources de la direction. La Société pourrait également être contrainte de faire des dépenses d'investissement ou d'autres investissements qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité de prioriser d'autres stratégies d'affaires dans la mesure où la Société est dans l'incapacité d'obtenir du

financement additionnel selon des modalités acceptables ou de générer des fonds à l'interne pour répondre à ces exigences. De plus, une entreprise acquise pourrait avoir des passifs que la Société n'aurait pas su découvrir, et qu'elle pourrait devoir assumer. Dans certaines circonstances, pour mener à bien une acquisition, la Société pourrait avoir à mobiliser des capitaux supplémentaires au moyen de titres de créance ou de capitaux propres et à établir des relations avec de nouveaux partenaires de financement, ou avoir à utiliser de la trésorerie qu'elle aurait autrement affectée au soutien de ses activités existantes. Dans le cadre du processus d'acquisition, la Société subit aussi généralement de la concurrence de la part de fonds d'investissement privés et de joueurs stratégiques, ce qui pourrait la pousser à payer plus pour une acquisition ou faire en sorte qu'elle ne soit finalement pas l'acheteur de la société vendue.

Toute incapacité de la Société à atteindre ses objectifs de croissance en raison de la concurrence accrue, à déterminer les cibles potentielles et à intégrer avec succès les acquisitions, à gérer les risques qui s'y rapportent ou à tirer profit d'occasions stratégiques futures pourrait nuire largement à sa situation financière, à sa performance financière, à ses flux de trésorerie et à ses activités. Des acquisitions ratées ou des regroupements stratégiques inadéquats pourraient également entraîner des perceptions négatives au sein du marché et de la part de parties prenantes, ce qui pourrait venir miner la confiance envers notre marque et ternir notre réputation, et donner lieu à une perte de valeur du goodwill et d'autres actifs comptabilisés à l'acquisition. Afin d'atténuer ses risques, la Société suit un processus proactif et structuré de fusion et d'acquisition, et améliore ses procédures d'intégration selon les besoins.

Dans le cadre de sa stratégie, la Société peut procéder au désinvestissement de certains actifs. La Société pourrait ne pas réaliser le rendement financier prévu si les conditions du marché fluctuent, si la valeur du produit de transactions non monétaires diminue, si un désinvestissement n'était pas effectué efficacement ou si les niveaux des services ou des passifs postérieurs à un désinvestissement étaient sous-évalués. Cela pourrait entraîner une perte liée à l'investissement, ce qui aurait une incidence défavorable sur la performance financière et sur la valeur pour les actionnaires. La Société pourrait faire face au risque d'atteinte à la réputation, particulièrement si ses parties prenantes perçoivent le désinvestissement de façon négative. Pour faire face à ce risque, la Société s'est engagée à maintenir, dans la mesure du possible, une communication claire avec les investisseurs, les employés et les autres parties prenantes.

Couverture d'assurance

La Société maintient une couverture d'assurance dans le cadre de ses activités. Toutefois, rien ne garantit que la Société dispose d'une couverture suffisante pour répondre à ses besoins ni qu'elle sera en mesure d'obtenir toute la couverture d'assurance nécessaire ou suffisante dans l'avenir. Les compagnies d'assurance peuvent également refuser les déclarations de sinistre que la Société pourrait présenter. La Société pourrait également être exposée à des responsabilités futures à l'égard de poursuites ou d'événements pour lesquels elle pourrait n'être que partiellement assurée, ou encore ne pas être assurée du tout. La Société souscrit une assurance auprès d'un certain nombre d'assureurs tiers de bonne réputation. Si l'un des assureurs tiers manque à ses obligations en vertu d'un contrat d'assurance, refuse de renouveler ou annule l'assurance, l'exposition globale au risque et les charges d'exploitation de la Société pourraient alors s'accroître.

Établissements à l'étranger

Les activités du secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, exercées sous les marques Breezeline et welo, représentent 46,2 % des produits consolidés de la Société. L'incapacité de la Société d'effectuer des activités à l'étranger conformément aux particularités régionales, politiques, juridiques et réglementaires et aux régimes fiscaux pourrait entraîner des répercussions défavorables significatives sur ses activités et sa réputation, ainsi qu'une incidence financière défavorable significative. De plus, ces activités sont assujetties à des politiques commerciales transfrontalières, à des relations gouvernementales bilatérales et à une surveillance réglementaire des États-Unis à l'égard de la propriété étrangère et des infrastructures de télécommunications essentielles. L'escalade des mesures protectionnistes, la modification des cadres commerciaux bilatéraux et l'intensification de la surveillance réglementaire à l'égard des entités étrangères exerçant leurs activités aux États-Unis pourraient limiter notre souplesse opérationnelle, accroître le fardeau lié à la conformité à la réglementation et avoir une incidence sur le déploiement de nos capitaux. De plus, ces activités exposent la Société au risque de change, puisque la plupart d'entre elles sont libellées en dollars américains. Ces facteurs pourraient nuire grandement aux résultats d'exploitation et financiers de la Société.

Gestion des talents et planification de la relève

La réussite de la Société est essentiellement tributaire de sa capacité d'attirer de nouveaux talents et de fidéliser les talents existants tout en favorisant le rendement continu de ses employés et de ses cadres. Le rythme soutenu des avancées technologiques et du passage au numérique dans le secteur et en milieu de travail a engendré un marché hautement concurrentiel pour les employés dotés de compétences numériques, particulièrement dans les domaines spécialisés tels que l'ingénierie des données, l'infrastructure infonuagique et l'intelligence artificielle. De plus, bon nombre des employés et hauts dirigeants de la Société ont une expertise unique dans leur domaine, ce qui rend difficile le remplacement de leurs services. En outre, le départ de personnel technique de niveau hiérarchique supérieur pourrait créer des risques

opérationnels liés à la perte de connaissances tacites au sein de l'organisation, ce qui pourrait retarder l'évolution des réseaux et augmenter la dette technique. En outre, la transformation numérique rapide exige que les spécialistes techniques s'adaptent continuellement à des capacités interfonctionnelles plus vastes, tandis que l'intensification de la concurrence pour les talents en ingénierie de l'IA de pointe vient accroître l'exposition au risque lié à la rotation de personnel parmi les principales équipes opérationnelles. Les réorganisations, les réductions de coûts et les réductions de personnel pourraient également avoir une incidence sur le moral et l'engagement des employés. Pour ces raisons, la Société se concentre sur la création d'une expérience et d'une culture stimulantes pour les employés en continuant de mettre l'accent sur les talents et sur les programmes de rémunération globale. Ces programmes comprennent une analyse comparative annuelle de la rémunération des dirigeants par rapport au marché afin d'assurer la compétitivité de la Société, l'élargissement des occasions de progression professionnelle continue, ainsi que des investissements numériques conçus pour favoriser le perfectionnement des compétences des employés. L'incapacité d'acquérir, de requalifier, de former et de fidéliser des talents clés nécessaires à la réalisation de notre plan stratégique et à l'atteinte des objectifs de croissance pourrait entraîner une incidence défavorable significative sur la croissance, les activités et la rentabilité de la Société.

Relations de travail

Certains des employés de la Société sont visés par des conventions collectives et celles-ci sont renouvelées à l'occasion dans le cours normal des activités. À ce jour, la Société a réussi à négocier avec les syndicats des conventions collectives convenables sans avoir subi d'interruptions de travail importantes. Bien que les relations de travail de la Société aient été convenables dans le passé, la Société ne peut prédire l'issue de toute négociation actuelle ou future se rapportant à un conflit de travail, à la représentation syndicale ou au renouvellement des conventions collectives, ni ne peut être en mesure d'éviter des arrêts de travail futurs, des grèves ou d'autres formes de moyens de pression antérieurs au dénouement de toute négociation actuelle ou future. L'incapacité à gérer efficacement la prolongation d'un arrêt de travail, d'une grève ou d'autres formes de moyens de pression pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, les opérations et la réputation de la Société. Même si la Société n'a pas subi de grève ou d'autres moyens de pression au cours des dernières années, l'issue de toute négociation pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités et ses résultats d'exploitation. De plus, la Société a une capacité limitée à procéder à des ajustements à court terme afin de contrôler les coûts au titre de la rémunération et des avantages sociaux en raison des dispositions des conventions collectives auxquelles elle est partie.

11.3 Questions réglementaires

Risques liés à la réglementation – Secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis

Les activités des secteurs des télécommunications de la Société sont assujetties à des lois, à des règlements et à des politiques d'importance de compétence fédérale, provinciale, étatique et locale qui sont en constante évolution. Au Canada, nous sommes essentiellement réglementés en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, de la *Loi sur les télécommunications* et de la *Loi sur la radiocommunication* ainsi que de leurs règlements afférents, tandis qu'aux États-Unis, nous sommes principalement réglementés par la Communications Act of 1934. De plus, nos activités au Canada et aux États-Unis sont assujetties à d'autres lois régissant les droits d'auteur et la propriété intellectuelle, la protection des données, la confidentialité des renseignements personnels, les pourriels, le commerce en ligne, le marketing direct et la publicité numérique, qui s'imposent de plus en plus depuis les dernières années. Les lois et règlements, nouveaux et modifiés, ainsi que les examens périodiques des redevances liées aux droits d'auteur à payer relativement à l'utilisation que fait la Société de contenu protégé pourraient avoir des incidences négatives sur les finances, les activités et la compétitivité de la Société, sa condition financière, ses occasions d'affaires et ses résultats d'exploitation en faisant augmenter ses coûts, en réduisant ses produits ou en imposant des restrictions additionnelles à l'égard de ses activités.

L'issue de plusieurs récents examens législatifs et instances réglementaires du CRTC au Canada et de la FCC aux États-Unis ou audiences judiciaires toujours en cours pourrait nuire grandement aux activités et aux résultats d'exploitation de la Société. Les paragraphes qui suivent décrivent, du point de vue de la Société, certains des faits nouveaux liés à ces questions législatives, réglementaires et judiciaires au Canada et aux États-Unis.

Canada

Cadre de réglementation entourant les services d'accès haute vitesse de gros

Le 20 avril 2026, le Cabinet fédéral a publié un décret refusant de modifier la décision de télécom CRTC 2025-154 (« DT 2025-154 ») en réponse à une requête déposée par Cogeco Communications, de concert avec Eastlink et SaskTel, demandant d'interdire à Bell, à Rogers Communications Inc. (« Rogers ») et à Telus d'utiliser les services AHV de gros. Cogeco Communications et Eastlink ont été par la suite autorisées à faire appel de la décision DT 2025-154 devant la Cour d'appel fédérale. L'appel a été entendu en octobre 2026 et aucune décision n'a encore été rendue.

Le 24 avril 2026, le CRTC a fixé les tarifs définitifs que les concurrents doivent payer pour l'accès de gros groupé aux réseaux FTTP de Bell, Telus et SaskTel. Les entreprises de câblodistribution, comme Cogeco Communications, n'ont pas l'obligation de fournir un accès groupé à leurs installations FTTP. Cependant, elles doivent fournir un accès à leurs installations hybrides de fibre et de câble coaxial. Les tarifs de gros pour l'accès global à ces installations sont provisoires depuis mars 2023, et le CRTC n'a pas encore rendu de décision établissant les tarifs définitifs. En octobre 2026, Cogeco Communications et d'autres entreprises de câblodistribution ont déposé de nouvelles études de coûts afin d'établir leurs tarifs pour les services AHV de gros groupés, donnant ainsi suite à une directive en ce sens émise par le CRTC en juin 2026 étant donné que l'information sur les coûts présentée dans les études déposées en 2023 et en 2024 (qui faisaient l'objet d'un examen par le CRTC) pouvait ne plus être à jour.

L'utilisation des services AHV de gros par les plus importantes entreprises de télécommunications nationales, ainsi que l'application éventuelle, et possiblement rétroactive, de tarifs définitifs pour les services AHV de gros groupés qui sont excessivement bas ou inférieurs aux coûts de la Société, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités et la performance financière de la Société, notamment en raison de l'intensification de la concurrence en matière d'offres groupées et d'autres services rendus possibles par des mesures réglementaires.

Consultation du CRTC sur les dynamiques du marché de la radiodiffusion

En juin 2025, le CRTC a entamé une audience publique dans le cadre de son Avis de consultation CRTC 2025-2, la voie à suivre – travailler à l'établissement d'un système canadien de radiodiffusion durable. Cette instance examine les dynamiques du marché entre les entreprises de programmation, les EDR et les services en ligne pour assurer la pérennité et la croissance du système canadien de radiodiffusion. Elle examine également l'efficacité des outils réglementaires existants, y compris le Code sur la vente en gros et les processus de règlement des différends du CRTC, qui sont utilisés par les EDR (y compris Cogeco Communications) et les entreprises de programmation dans les négociations pour la fourniture et la distribution de services de programmation. L'affaiblissement ou la suppression des mesures de protection réglementaires existantes du CRTC visant à limiter le pouvoir des entités verticalement intégrées dans les négociations sur le contenu pourrait nuire à la capacité de la Société d'obtenir des ententes de distribution satisfaisantes avec les fournisseurs de services de programmation canadiens ou d'obtenir un accès raisonnable à du contenu et entraîner une incidence défavorable sur sa croissance, ses activités et sa rentabilité.

Le 21 mai 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2026-95 et la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2026-96, qui représentent la première décision importante parmi plusieurs attendues dans la foulée de la consultation sur les dynamiques du marché et d'une autre consultation sur l'appui à la création et à la distribution de programmation canadienne, respectivement. Ces politiques visent à améliorer le financement et la découvrabilité du contenu canadien. Pour les EDR, la conséquence la plus importante de ces décisions est l'établissement du « Fonds pour les services d'importance exceptionnelle » pour appuyer les nouvelles, la programmation autochtone et le contenu en langue de situation minoritaire. Ce fonds est conçu pour remplacer le modèle actuel, en vertu duquel les services d'importance exceptionnelle dépendent largement des tarifs de gros liés à la base d'abonnés des EDR, par un fonds dédié auquel doivent contribuer les EDR et les entreprises en ligne, y compris les services de diffusion en continu en ligne étrangers. Cependant, le ministre du Patrimoine canadien a par la suite demandé au CRTC de réviser cette décision en raison de préoccupations liées à l'augmentation éventuelle des prix pour les consommateurs. Il entend émettre de nouvelles instructions en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, qui n'ont toutefois pas encore été publiées.

Redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés

Au Canada, les EDR ont le droit de retransmettre une programmation par des signaux de télévision en direct éloignés dans le cadre d'un système d'octroi de licences obligatoire établi conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*. En vertu de ce système, les EDR paient des redevances pour la diffusion d'œuvres audio et audiovisuelles qui sont fixées par la Commission du droit d'auteur du Canada. Le 22 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision en réponse à deux demandes de révision judiciaire déposées par six EDR, y compris Cogeco Communications, et par neuf sociétés de gestion visant à contester la décision de la Commission du droit d'auteur établissant le montant des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada pour la période entre 2014 et 2018. La Cour d'appel fédérale a relevé des erreurs dans la décision initiale de la Commission du droit d'auteur sur les taux et lui a ordonné d'y remédier. Le 12 janvier 2024, la Commission du droit d'auteur a rendu sa nouvelle décision sur les taux de redevance pour la période entre 2014 et 2018, ce qui a donné lieu à une réduction rétroactive de ces taux pour les années 2015-2018. Le 9 février 2024, les sociétés de gestion des droits d'auteur ont déposé une demande de révision judiciaire de la nouvelle décision de la Commission du droit d'auteur. Le 8 mai 2025, la Cour d'appel fédérale a accueilli l'appel interjeté par les sociétés de gestion des droits d'auteur. Le 6 août 2025, six EDR (y compris Cogeco Communications) ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la Cour d'appel fédérale devant la Cour suprême du Canada. Le 7 mai 2026, la Cour suprême a rejeté la demande d'autorisation d'appel et, par conséquent, Cogeco Communications a été assujettie à des taux de redevance plus élevés pour la période de 2014-2018, de façon rétroactive.

La Commission du droit d'auteur a lancé de nouvelles procédures pour établir les taux pour la période tarifaire subséquente (2019-2028). Toute décision de la Commission du droit d'auteur qui se rangerait aux propositions de tarifs des sociétés de gestion des droits d'auteur pour cette période pourrait faire en sorte que Cogeco Communications soit assujettie à des taux de redevance plus élevés, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Projet de loi C-8 :* Loi concernant la cybersécurité, *modifiant la* Loi sur les télécommunications *et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois

Le 15 juin 2026, le projet de loi C-8 a reçu la sanction royale. Les dispositions législatives établissent un cadre législatif visant à améliorer la résilience et la sécurité de l'infrastructure numérique du Canada et elles confèrent au gouvernement fédéral un pouvoir général et discrétionnaire de délivrer des ordres classifiés et qui obligerait le retrait du matériel et des services provenant de fournisseurs désignés à risque élevé. Parce qu'elle interdit explicitement une indemnisation à l'égard des pertes liées à la conformité et qu'elle impose des sanctions administratives pécuniaires sévères, en plus d'étendre la responsabilité aux dirigeants et aux administrateurs, la loi pourrait donner lieu à des contraintes financières et de gouvernance importantes pour la Société. Plusieurs obligations spécifiques seront définies dans le cadre de processus réglementaires futurs.

Spectre

Le 31 mars 2023, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a annoncé un moratoire sur les transferts de licences de spectre à impact élevé dans les bandes mobiles commerciales. En vertu de ce moratoire, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») n'approuvera aucune transaction visant le transfert de 10 % et plus du total du spectre détenu par n'importe quelle entreprise détenant plus de 100 millions de MHz par population (MHz/pop) de spectre mobile commercial. Le portefeuille de spectre de la Société est assujetti à ce moratoire. Le ministre a également ordonné à ISDE de procéder à un examen exhaustif du cadre de transfert de spectre au Canada. Le moratoire prendra fin une fois qu'un cadre de transfert de spectre révisé entrera en vigueur, même si ISDE n'a pas encore amorcé l'examen. Selon sa durée, ce moratoire pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, l'adoption par ISDE de règles plus restrictives concernant le transfert de spectre qui compromettraient la capacité de la Société à conclure des transactions sur le marché secondaire pourrait également avoir des répercussions défavorables significatives sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Projet de loi C-22, Loi concernant l'accès légal

Le 12 mars 2026, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-22, *Loi concernant l'accès légal*, qui revoit les dispositions sur l'accès légal du projet de loi C-2, *Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière*, déposé en juin 2025. Le projet de loi C-22 élargit la portée des dispositions du Code criminel relatives à l'accès légal afin de donner aux organismes d'application de la loi le pouvoir d'obtenir, sans mandat, des renseignements préliminaires auprès des fournisseurs de services Internet. Bien que le projet de loi C-22 limite les nouveaux pouvoirs d'application de la loi proposés dans le projet de loi C-2 aux fournisseurs de services de télécommunications et limite les ordres de confirmer la fourniture de services, il impose néanmoins des délais de réponse serrés et des obligations générales de prêter assistance au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, ce qui pourrait nécessiter un équipement de surveillance coûteux. Le projet de loi C-22 introduit également un nouveau pouvoir permettant d'adopter des règlements sur la conservation des métadonnées, qui pourraient obliger les fournisseurs de services de télécommunications à conserver les métadonnées pendant une période d'au plus un an. L'adoption du projet de loi C-22 dans sa forme actuelle pourrait augmenter nos coûts et avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Protection de la vie privée et IA

Projet de loi C-36, Loi visant à protéger la vie privée et les données des consommateurs

Le 15 juin 2026, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-36 relatif à la *Loi visant à protéger la vie privée et les données des consommateurs*, qui vise à remplacer la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) et à moderniser le cadre de protection de la vie privée du secteur privé au pays. Ce projet de loi, qui fait suite à plusieurs tentatives de modernisation du cadre de protection des renseignements personnels dans le secteur privé au pays, introduit de nouvelles exigences concernant le consentement des consommateurs, la conservation des données, les programmes de protection des renseignements personnels et la transparence dans l'utilisation de l'intelligence artificielle et des systèmes de décision automatisés. De plus, le projet de loi C-36 accorde de vastes pouvoirs d'application à une nouvelle Commission canadienne de la sécurité numérique et de la protection des données, y compris l'autorisation d'imposer des sanctions administratives pécuniaires en cas de non-conformité, qui pourraient atteindre le montant le plus élevé entre 25 millions $ et un montant égal à 5 % des recettes globales brutes. Le projet de loi C-36 introduit également un droit privé d'action, ce qui pourrait accroître le risque de litiges. Bien que le calendrier de mise en œuvre ne soit pas encore fixé, l'adoption de ces exigences pourrait entraîner une hausse des coûts et de notre fardeau opérationnel.

Protection des consommateurs

Interdiction de certains frais par le CRTC

Le 12 mars 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2026-43, *Interdiction des frais qui constituent un obstacle au changement de forfaits de services de téléphonie mobile et de services Internet*. Cette décision met en œuvre les modifications de 2024 à la *Loi sur les télécommunications* en interdisant certains frais liés à l'activation, au changement de fournisseur de services ou à la modification des accords de service. Plus précisément, le CRTC a déterminé qu'il était interdit d'imposer des frais pour la mise en service ou la modification d'un forfait de services de télécommunications, sauf des frais raisonnables liés à une installation physique pour un service de télécommunication chez le client ou des frais liés à des services optionnels ajoutés à la demande du client. La décision interdit en outre aux fournisseurs de services sans fil de facturer des frais de résiliation anticipée si aucun appareil subventionné n'est fourni dans le cadre du contrat. Ces changements sont entrés en vigueur le 12 juin 2026 et ont été pris en compte dans les modifications du Code sur les services Internet et du Code sur les services sans fil.

Améliorer les avis aux clients

Le 13 avril 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom 2026-67 CRTC, *Améliorer les avis aux clients*. Cette décision met en œuvre les modifications apportées en 2024 à la *Loi sur les télécommunications* en imposant de nouvelles exigences en matière d'avis aux fournisseurs de services sans fil et Internet, avec prise d'effet le 13 avril 2027. Plus précisément, les avis de 90 jours avant l'échéance des contrats à durée déterminée doivent comprendre un hyperlien vers la liste des forfaits disponibles (y compris les forfaits de type « apportez votre propre appareil » et les options de financement d'appareils), des renseignements sur les forfaits de location d'appareils et des instructions sur l'accès aux mécanismes de libre-service. En outre, les entreprises de télécommunications sont tenues d'aviser les clients 90 jours avant l'expiration des rabais ou des promotions assortis d'une durée limitée de plus de trois mois et d'aviser les clients des services sans fil lorsque l'utilisation des services de données en itinérance internationale atteint 50 $. Les fournisseurs de services doivent également conserver des copies de tous ces avis aux fins de conformité.

Mécanismes de libre-service

Le 24 avril 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom 2026-78 CRTC, *Améliorer les mécanismes de libre-service*. Cette décision exige que les fournisseurs de services sans fil et Internet fassent en sorte que les clients puissent modifier ou annuler leurs forfaits de services au moyen de canaux libre-service, comme une application, un portail en ligne ou un courriel, sans avoir à interagir en direct avec un représentant. Avec prise d'effet le 26 avril 2027, les fournisseurs doivent mettre en œuvre ces mécanismes sans frais pour le client et fournir immédiatement une confirmation sur la plateforme à la suite d'une modification, en plus d'un avis par courriel généré par le système. Ces exigences sont complétées par de récentes modifications législatives à la *Loi sur la protection du consommateur du Québec*, qui exigent que les marchands qui concluent des contrats de service à exécution successive en ligne mettent à la disposition des consommateurs un bouton en ligne facilement identifiable leur permettant de se désabonner des services en ligne.

Nouvelles exigences en matière de marketing avant la vente

Le 10 septembre 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2026-238, *Rendre le magasinage de services Internet plus simple pour les consommateurs*, qui met en œuvre les modifications apportées en 2024 à la *Loi sur les télécommunications*. Avec prise d'effet le 10 mars 2027, les fournisseurs de services Internet devront présenter les vitesses et les plages de latence « habituelles » plutôt que les vitesses et les plages de latence « maximales théoriques » au moyen de méthodes approuvées, présenter clairement l'intégralité des tarifs et des frais liés à l'équipement à payer à l'échéance des prix promotionnels, intégrer l'information sur la performance dans les contrats conclus avec les clients, veiller à ce que les documents soient accessibles en ligne de façon permanente et publier des fichiers d'offres structurés dans un format lisible par machine afin de faciliter la création d'outils de comparaison par des tiers.

Harmonisation des codes de protection des consommateurs

Le 12 juin 2026, le CRTC a publié l'Avis de consultation de radiodiffusion et de télécom 2026-134, intitulé *Harmoniser les codes de protection des consommateurs*, qui propose de consolider le Code sur les services sans fil, le Code des fournisseurs de services de télévision, le Code sur les services Internet et le Code sur les politiques de débranchement et de dépôt en un seul code de protection des consommateurs. Cette initiative vise à simplifier les protections existantes, à améliorer la clarté pour les consommateurs et à réduire le fardeau administratif de conformité pour les fournisseurs et le Commissaire des plaintes relatives aux services de télécom-télévision. La Société participe à cette consultation, qui comprendra une audience publique débutant le 30 novembre 2026.

Consultation du CRTC pour mieux faire connaître la Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision

Le 17 octobre 2025, le CRTC a publié l'Avis de consultation de radiodiffusion et de télécommunication 2025-274, *Appel aux observations – Mieux faire connaître les services de la Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision inc.* Dans cette instance, le CRTC exprime l'avis préliminaire que ses codes de protection des consommateurs (le Code sur les services Internet, le Code sur les services sans fil et le Code des fournisseurs de services de télévision) devraient être modifiés pour exiger que les fournisseurs de services de communication informent les clients au sujet de la Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision plus tôt qu'ils ne le font actuellement, et ce, dès que le fournisseur de services propose une solution à un client ayant présenté une plainte qui n'a pas encore été résolue. L'imposition par le CRTC, à l'issue de cette instance, de nouvelles exigences contraignantes en matière de service à la clientèle qui sont incompatibles avec nos pratiques actuelles et nécessitent des changements importants à nos systèmes de soutien aux activités pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la croissance, les activités et la rentabilité de la Société.

Exigences relatives aux pannes de réseau

Le 4 septembre 2025, le CRTC a publié la décision de télécom CRTC 2025-225 (« DT 2025-225 »), qui établit un régime rendant obligatoire la production de rapports sur les pannes de réseau majeures qui s'applique à tous les fournisseurs de services de télécommunications canadiens. Ce nouveau régime, en vigueur depuis le 4 novembre 2025, est venu remplacer les exigences provisoires adoptées en mars 2023 par des seuils moins élevés dans le but de couvrir un plus grand nombre de pannes de réseau. En octobre 2025, Cogeco Communications, de concert avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications, a soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la DT 2025-225. Entre autres choses, cette demande invitait le CRTC à proroger la date limite de mise en œuvre prévue en novembre 2025, à adopter un seuil plus élevé pour les déclarations de pannes de service et à permettre que toutes les pannes puissent être déclarées de manière confidentielle. Le 31 octobre 2025, le CRTC a suspendu la date limite de mise en œuvre du 4 novembre 2025 afin d'examiner notre demande visant à rehausser le seuil pour les déclarations. De plus, le CRTC a lancé simultanément deux nouvelles consultations : l'une axée sur les mesures de protection des consommateurs à l'intention des clients touchés par les pannes et l'autre sur un nouveau cadre réglementaire visant à améliorer la résilience du réseau au Canada. L'imposition par le CRTC, à l'issue de ces procédures, de nouvelles exigences contraignantes pourrait faire augmenter nos coûts, avoir une incidence sur la façon dont nous concevons et gérons nos réseaux, et se répercuter défavorablement sur nos activités.

États-Unis

Franchises de câblodistribution et infrastructures redondantes

La Société exploite ses réseaux de câblodistribution en vertu de franchises non exclusives, de permis et d'autorisations similaires accordés par des autorités gouvernementales étatiques ou locales. Bon nombre de ces franchises comprennent des exigences exhaustives en matière d'installations, de services et de paiement de frais aux autorités responsables des franchises. Il est possible qu'une ou plusieurs autorités responsables des franchises de la Société accordent une franchise à un autre câblodistributeur selon des modalités plus favorables que celles exigées par la franchise de la Société. Dans certains cas, des municipalités locales peuvent légalement livrer une concurrence à la Société. Certaines propositions et initiatives législatives fédérales et étatiques ont cherché à donner aux municipalités, aux services publics et à d'autres entités la capacité de construire et de mettre en service des installations à large bande qui pourraient faire concurrence à la Société, notamment au moyen de subventions gouvernementales. De plus, certaines sociétés de téléphonie et certains fournisseurs de services à large bande concurrents ont obtenu ou cherchent à obtenir l'autorisation d'exercer leurs activités dans des communautés au moyen d'autres ententes de servitude, qui sont moins onéreuses que les contrats de franchises de câblodistribution. Par conséquent, d'autres fournisseurs de services peuvent faire leur entrée sur les marchés de la Société et construire des réseaux, y compris au moyen de subventions gouvernementales, pour offrir des services qui sont en concurrence avec la Société.

Spectre

Le 3 juillet 2025, le Congrès des États-Unis a adopté un projet de loi de réconciliation budgétaire intitulé « One Big Beautiful Bill », qui a été promulgué par le président Trump le 4 juillet 2025. Cette loi rétablit l'autorité de la FCC en matière d'enchères de spectre et exige l'identification et la mise aux enchères de 800 MHz de spectre exclusivement destiné à l'utilisation commerciale sous licence. En s'appuyant sur cette autorité, la FCC a adopté, en juillet 2026, un plan visant la mise aux enchères de 160 MHz de spectre dans la bande C supérieure (de 3,98 à 4,14 GHz) en juillet 2027 pour les services 5G. Un spectre commercial additionnel pourrait avoir une incidence sur la dynamique du marché et accroître la capacité des fournisseurs de services mobiles et de services fixes sans fil à rivaliser avec nos services. De plus, la réattribution par la FCC du spectre sans licence qui prend actuellement en charge le Wi-Fi pourrait perturber nos services.

Réglementation d'Internet

À l'heure actuelle, les fournisseurs de services Internet doivent divulguer publiquement des renseignements détaillés sur leurs offres de services et leurs pratiques de gestion du trafic sur Internet, mais ils ne sont pas autrement assujettis aux lois sur la neutralité de l'Internet ou à la réglementation des tarifs. Depuis avril 2024, les fournisseurs de services à large bande doivent afficher, au point de vente, des étiquettes qui fournissent certains renseignements sur les prix des services à large bande, les prix de lancement, les limites de données, les vitesses des services à large bande et la latence. Le 25 avril 2024, la FCC a voté en faveur de la reclassification des services Internet à large bande en tant que services de télécommunications en vertu du titre II de la Communications Act of 1934. Un groupe de fournisseurs de services Internet a contesté les règles auprès de la Cour d'appel pour le sixième circuit et, en janvier 2025, le tribunal a invalidé la reclassification et les règles contenues dans l'ordonnance de la FCC et a statué que la FCC n'a pas le pouvoir d'imposer des règles de « neutralité de l'Internet » ou d'assujettir les services à large bande aux règles applicables aux services publics, telles que la réglementation des tarifs.

Les États où Breezeline exerce des activités ont adopté par le passé des règlements sur les services à large bande et pourraient le refaire à l'avenir, notamment en ce qui a trait à la neutralité de l'Internet et à l'abordabilité des services à large bande. En janvier 2025, l'État de New York a commencé à appliquer la loi intitulée Affordable Broadband Act, qui exige des fournisseurs de services qu'ils offrent aux ménages à faible revenu des services à large bande pour un montant maximal de 20 $ US par mois. En mai 2025, l'État du Connecticut a adopté une loi sur l'abordabilité des services à large bande qui exige que les organismes publics concluant des contrats d'achat de services à large bande privilégient les fournisseurs qui offrent des services à large bande abordables aux ménages admissibles. La prolifération de la réglementation sur les services à large bande au niveau étatique pourrait créer un système disparate, et potentiellement incohérent, de réglementations fédérale et étatiques. L'adoption de toute nouvelle réglementation sur l'abordabilité des services à large bande pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités de la Société.

Règle « Cliquez pour annuler » de la FTC

Le 16 octobre 2024, la Federal Trade Commission (« FTC ») a adopté des règles qui obligeront les vendeurs offrant des biens et des services assortis d'un abonnement par défaut, notamment les fournisseurs de services Internet, sans fil et vidéo, à rendre le désabonnement aussi simple que l'inscription. Le 9 mai 2025, la FTC a accepté de reporter de 60 jours la date limite de conformité aux règles, qui était fixée au 14 mai 2025, car elle estime que la période de report initiale ne tenait pas suffisamment compte de la complexité d'une telle conformité. Ces règles ont été contestées devant la Cour fédérale par diverses associations industrielles et entreprises. Le 8 juillet 2025, la Cour d'appel pour le huitième circuit a invalidé ces règles, déclarant que la FTC n'avait pas effectué l'analyse préliminaire requise des coûts et avantages de ces règles. Le 11 mars 2026, la FTC a publié un avis préalable d'ébauche de règle afin de recueillir des commentaires sur le renforcement de la réglementation existante en matière de commercialisation par abonnement par défaut et de publier à nouveau ces règles. L'application de ces règles pourrait rendre plus facile et plus rapide pour les consommateurs de résilier leurs services d'abonnement.

Projet d'ordonnance de la FCC sur le rapatriement des centres d'appels

Le 26 mars 2026, la FCC a adopté un avis d'ébauche de règle proposant un nouveau cadre réglementaire pour les centres d'appels étrangers utilisés par les fournisseurs de services réglementés par la FCC. L'avis propose diverses exigences, notamment : l'établissement de normes de compétence en anglais pour les représentants des services à la clientèle situés à l'extérieur des États-Unis; l'imposition d'un pourcentage d'appels maximal que les fournisseurs de services peuvent effectuer ou recevoir à partir de centres d'appels à l'étranger; l'obligation pour les fournisseurs de services d'informer les clients si les appels sont traités à l'extérieur des États-Unis; l'instauration d'un droit pour les consommateurs de faire transférer les appels d'un centre d'appels à l'étranger à un centre d'appels aux États-Unis; et l'interdiction d'utiliser un centre d'appels à l'étranger pour le traitement de certaines opérations, comme des échanges nécessitant la consultation ou la transmission de renseignements confidentiels sur les clients. L'adoption de nouvelles règles limitant notre capacité à maintenir des fonctions de service à la clientèle à l'étranger pourrait faire augmenter nos coûts et avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Interdiction par la FCC des routeurs fabriqués à l'étranger

Le 23 mars 2026, la FCC a ajouté tous les routeurs de fabrication étrangère destinés au public à sa liste des risques inacceptables pour la sécurité nationale. Cette mesure, fondée sur une résolution officielle sur la sécurité nationale, reflète les préoccupations à l'égard de l'exploitation des vulnérabilités des routeurs déployés à grande échelle pour des attaques concertées ciblant les infrastructures et les consommateurs américains. Les articles figurant sur la liste ne peuvent être autorisés par la FCC, de sorte que les nouveaux routeurs produits à l'étranger ne peuvent être commercialisés ou vendus aux États-Unis sans une exemption conditionnelle du Département de la Défense ou du Département de la Sécurité intérieure. Les modèles autorisés à l'heure actuelle sont exemptés jusqu'en 2029. Cette nouvelle interdiction pourrait accroître le coût ou réduire la disponibilité de l'équipement chez l'abonné, en fonction de la manière dont seront mis en œuvre le règlement et les exemptions.

Politiques et décisions de la FCC sur les satellites

Certaines politiques réglementaires et décisions clés de la FCC ont grandement renforcé le contexte concurrentiel des réseaux à large bande par satellite en orbite basse et des services de communication de dispositif à dispositif. Le 30 avril 2026, la FCC a modifié les règles relatives au partage de spectre dans les bandes Ku et Ka dans le but de favoriser la flexibilité opérationnelle. Cette décision a pour effet de permettre aux exploitants de réseaux à large bande par satellite en orbite basse d'accéder plus librement aux bandes du spectre en retirant les limites de puissance et les priorités géostationnaires qui étaient auparavant en vigueur. Cette initiative a été suivie par l'introduction en juillet 2026 d'un processus simplifié pour les demandes visant le spectre satellitaire afin d'accélérer le déploiement des satellites commerciaux et par l'approbation en octobre 2026 du déploiement de 15 000 satellites de prochaine génération de SpaceX pour les services de communication de dispositif à dispositif. Ces mesures combinées renforcent la capacité des services par satellites en orbite basse et des services de communication de dispositif à dispositif et rendent ces technologies plus efficaces dans la prestation de services à large bande et sans-fil.

Raccordement aux poteaux

En vertu de la Communications Act de 1934, les entreprises de services publics appartenant au secteur privé sont tenues d'accorder aux réseaux de câblodistribution l'accès à leurs poteaux et à leurs conduits. Cet accès doit être offert à des conditions raisonnables et non discriminatoires, et les tarifs pour cet accès font l'objet d'une surveillance fédérale ou étatique. Dans trois des États où nous exerçons nos activités, la réglementation fédérale établit des tarifs de location fondés sur les coûts pour les services de câblodistribution ou de télécommunications, y compris les services groupés avec le service Internet. Ces règlements peuvent également imposer des délais pour le traitement des demandes d'accès aux poteaux et limiter les coûts des travaux préparatoires que les propriétaires de poteaux peuvent facturer pour accueillir de nouveaux raccordements. Dans les dix autres États où nous exerçons nos activités, l'approche de la FCC n'a pas d'incidence directe sur les tarifs, bien que plusieurs de ces États aient adopté des règles similaires à l'égard des raccordements aux poteaux. Les règles fédérales relatives aux raccordements aux poteaux ne s'appliquent pas aux poteaux appartenant à des administrations municipales ou à des coopératives d'électricité, bien que les États conservent le pouvoir de réglementer leur usage. Le 25 juillet 2025, la FCC a adopté de nouvelles règles à l'égard des raccordements aux poteaux qui codifient les nouveaux échéanciers d'accès pour les demandes de raccordement d'envergure, qui visent à simplifier le déploiement des services à large bande. La FCC a également publié un avis d'ébauche de règle visant à obtenir des commentaires sur les façons d'améliorer les demandes de raccordement aux poteaux et les processus de travaux préparatoires, notamment en limitant la capacité des entreprises de services publics de percevoir d'avance la totalité des paiements pour les travaux préparatoires et en imposant un plafond pour les ajustements de coûts à l'égard de ces travaux, en limitant les délais dont disposent les entreprises de services publics pour embaucher des entrepreneurs approuvés et en s'attaquant aux frais et aux travaux techniques requis par les entreprises de services publics avant même l'étape des travaux préparatoires, soit des facteurs qui entravent le déploiement de la large bande. Nous rencontrons souvent des difficultés pour obtenir l'accès aux poteaux, nous sommes souvent exposés à des coûts élevés pour les travaux préparatoires et les demandes, voire à de longs délais de traitement pour l'approbation de nos demandes de permis. Ces défis représentent un fardeau financier et retardent inutilement nos activités de déploiement des services à large bande.

Droits de propriété intellectuelle

La Société s'appuie sur des lois et des licences en matière de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce et de secrets commerciaux, ainsi que sur d'autres ententes conclues avec ses fournisseurs et d'autres tiers pour utiliser certaines technologies et fournir les produits et services utilisés dans le cadre de ses activités. Les droits de propriété intellectuelle de la Société, ou les droits de ses fournisseurs, pourraient être contestés ou invalidés. Par conséquent, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir ou de conserver des licences de ces fournisseurs à des conditions raisonnables, si tant est qu'elle réussisse à les obtenir ou à les conserver. De plus, en cas de réclamation en matière de violation de la propriété intellectuelle, la Société pourrait devoir dépenser d'importantes sommes et investir beaucoup de temps pour se défendre et être obligée d'assumer une obligation monétaire importante ou se voir interdire toute utilisation ultérieure de cette technologie. La Société pourrait aussi être tenue de conclure des contrats de redevances ou de licences à des conditions défavorables ou engager des coûts importants pour modifier ses offres de produits.

Protection de la vie privée et des données

La Société est assujettie à de nombreuses lois sur la protection de la vie privée et des données aux niveaux fédéral et étatique, et ces lois évoluent constamment. La Société recueille certaines informations sur ses clients et sur leur utilisation des services de la Société. La collecte par la Société de renseignements personnels est assujettie à diverses exigences fédérales et étatiques en matière de protection de la vie privée, y compris celles imposées spécifiquement aux câblodistributeurs en vertu de l'article 631 de la *Communications Act of 1934*. Le non-respect des lois et des exigences en matière de protection de la vie privée pourrait exposer la Société à des sanctions pécuniaires importantes. De plus, l'adoption accélérée de lois générales sur la protection de la vie privée par des États impose un fardeau de conformité supplémentaire sur nos activités, et elle pourrait entraîner des coûts additionnels liés à la conformité ou à des litiges.

Protection des consommateurs

La Société est assujettie à diverses lois fédérales et étatiques en matière de protection des consommateurs qui régissent nos activités commerciales. Le non-respect des exigences de ces lois pourrait exposer la Société à des sanctions pécuniaires importantes. De plus, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements sur la protection des consommateurs aux niveaux étatique ou fédéral qui accroîtraient la réglementation de nos activités pourrait entraîner des coûts additionnels relativement à la conformité ou aux litiges.

11.4 Risques liés à la technologie

Réseau, infrastructures et systèmes de TI

La Société entretient, modernise ou remplace constamment son réseau, son infrastructure et ses systèmes de TI en vue d'optimiser la performance et la fiabilité de ses réseaux et systèmes, d'accroître la vitesse de son service Internet et d'améliorer ses services et d'en offrir de nouveaux pour répondre aux besoins et aux attentes de ses clients. Le fait que la Société ne soit pas en mesure d'y arriver en raison de contraintes financières ou autres pourrait nuire de façon importante à sa capacité de livrer concurrence et avoir une incidence défavorable sur ses activités et sa performance financière.

Panne de réseau

La Société gère les risques de panne de réseau au moyen d'un programme de planification de la continuité des activités ainsi qu'au moyen d'un programme de reprise après sinistre et d'autres procédures connexes. Des évaluations du risque opérationnel sont également effectuées annuellement afin d'analyser, à tout le moins, les événements prévus et imprévus (y compris les incidents météorologiques) et d'assurer la durabilité de tous les processus d'affaires essentiels. Les stocks stratégiques de pièces d'appareils électroniques critiques et le soutien avancé de nos fournisseurs cruciaux contribuent à atténuer les temps d'arrêt et les risques. Une défaillance des infrastructures de la Société, y compris des dommages physiques découlant d'actes de vandalisme ou de sabotage ou du vol d'actifs réseau, pourrait empêcher celle-ci d'offrir certains de ses services dans une partie de son réseau jusqu'à ce qu'elle ait mis en place des solutions de rechange ou corrigé la défaillance. Une telle défaillance pourrait causer une grande insatisfaction chez les clients et entraîner une perte de produits, selon la gravité de la panne. La Société assure elle-même ses infrastructures extérieures, puisque les coûts des primes d'assurance sont antiéconomiques par rapport au risque de défaillance. Il est probable que les dommages causés au réseau par un incident donné seraient localisés et que, par conséquent, les interruptions de service et les pertes financières qui en découleraient seraient également limitées.

Dépendance envers les systèmes technologiques

Les activités quotidiennes de la Société dépendent largement de systèmes et logiciels de technologies de l'information, y compris ceux fournis par certains fournisseurs tiers et services infonuagiques. Ces systèmes et logiciels comprennent les systèmes et réseaux informatiques d'autres opérateurs de services sans fil et fournisseurs avec lesquels nous avons établi un partenariat pour fournir des services d'ERMV au Canada et aux États-Unis. Les activités de la Société dépendent de ses systèmes de traitement de la paie, de facturation des clients, de prestation de services, de surveillance des réseaux, de finances, de comptabilité et d'autres systèmes de traitement de données. La Société compte sur ces systèmes pour traiter quotidiennement un grand nombre de transactions. L'incapacité à maintenir et à améliorer les systèmes de technologies de l'information ou à mettre en œuvre de nouveaux systèmes pour répondre à la croissance des abonnés ou pour appuyer de nouveaux produits et services pourrait avoir une incidence défavorable marquée sur la capacité de la Société à attirer de nouveaux abonnés, à retenir les abonnés actuels, à détecter les événements ayant une incidence sur les services et à les remédier, à produire des factures précises en temps opportun, à générer une croissance des produits et à gérer les charges d'exploitation, ou à respecter les exigences réglementaires, et pourrait nuire grandement à la marque et à la réputation de la Société ainsi qu'à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Cybermenaces

Les menaces à la cybersécurité sont de plus en plus fréquentes et complexes depuis quelques années, et se trouvent accentuées de façon croissante par l'évolution rapide et la prolifération des technologies d'IA, notamment l'IA générative et les modèles d'IA avancés autonomes. Des acteurs malveillants, comme des membres du crime organisé et des groupes soutenus par des États, tirent parti de ces technologies pour automatiser et intensifier leurs attaques, les rendant de plus en plus sophistiquées et difficiles à détecter. En outre, l'émergence récente de modèles d'IA hautement performants qui peuvent découvrir et exploiter de manière indépendante les vulnérabilités du jour zéro au sein de logiciels critiques vient accroître considérablement l'éventail des menaces. L'environnement des menaces accentuées par l'IA comprend également les campagnes d'ingénierie sociale et d'hameçonnage hautement personnalisées, l'utilisation d'hypertrucages audio et vidéo, l'infiltration de requêtes et l'automatisation de la détection des vulnérabilités des réseaux. La Société maintient un programme de sécurité à plusieurs niveaux à l'échelle de l'entreprise qui met en œuvre une gamme complète de mesures

pour se protéger contre de telles menaces. La Société continue d'améliorer sa résilience en matière de cybersécurité, l'ensemble de la gouvernance en matière de sécurité de l'information et la sensibilisation de ses employés à la sécurité par l'entremise de formations continues et du déploiement d'efforts en vue d'améliorer la sécurité de ses systèmes de TI, les contrôles de ses systèmes de TI et ses processus d'affaires. La cybersécurité est également une composante obligatoire du processus de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cette intégration couvre l'ensemble du cycle de vie des fournisseurs, depuis la vérification initiale jusqu'à la surveillance continue, et constitue un contrôle crucial pour protéger les systèmes et les données de l'entreprise contre les menaces provenant d'écosystème tiers.

Au cours de l'exercice 2026, la Société, à sa connaissance, n'a fait l'objet d'aucune atteinte grave à la cybersécurité. Ce résultat est attribuable à l'efficacité des protocoles proactifs de gestion des menaces de la Société, notamment l'atténuation rapide de plusieurs vulnérabilités du jour zéro. La mise en œuvre de mécanismes de pointe en matière de renseignement sur les menaces a permis le déploiement immédiat de contre-mesures pour corriger les défaillances critiques lorsqu'il n'y avait pas de correctifs officiels. Rien ne garantit que les cyberattaques futures n'auront pas d'incidence défavorable sur la continuité opérationnelle et la sécurité des données, et qu'elles n'entraîneront pas de dommages réputationnels, des obligations juridiques importantes ou des pertes financières à mesure que l'environnement des menaces à la cybersécurité continue d'évoluer en sophistication et en rapidité parallèlement à l'accélération de l'innovation numérique et des capacités d'IA.

Protection de la vie privée et des données

Les données de la Société font partie de ses actifs les plus précieux et sont donc protégées en fonction de leur sensibilité et de leur caractère critique, en tenant compte, entre autres, des risques et des exigences juridiques, des normes de gouvernance et des meilleures pratiques communes, qui sont exhaustives et en constante évolution. Dans le cours normal des activités de la Société, elle recueille, utilise et gère diverses données, y compris des renseignements personnels.

Afin de gérer proactivement les risques liés à la protection de la vie privée, la Société a lancé un programme d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, qui représente un élément fondamental de notre engagement à assurer une gestion responsable et la conformité des données. Ce programme est un processus proactif et systématique pour l'évaluation de nouveaux projets, systèmes ou initiatives afin d'identifier et d'atténuer les risques liés à la protection de la vie privée. En outre, la Société a adopté des mesures d'usage en matière de sécurité qui sont conçues pour protéger les renseignements contre toute divulgation ou tout accès non autorisé, ce qui comprend des processus d'amélioration continue pour l'examen et la surveillance des accès appropriés et autorisés ainsi que la production de rapports rendant compte de cette surveillance. En ce qui concerne plus spécifiquement les renseignements personnels, la Société ne divulgue pas ces renseignements sans le consentement du particulier visé, sauf si la loi l'exige ou l'autorise autrement, ou conformément à la politique de confidentialité de chaque filiale. La Société s'efforce de faire preuve de transparence en ce qui a trait à la façon dont elle traite les renseignements personnels et de donner accès à ces renseignements aux personnes à qui ils appartiennent. Une formation sur la sécurité et la protection des renseignements personnels est offerte régulièrement. De plus, chaque année, les employés doivent passer en revue le code d'éthique et la politique d'utilisation acceptable de la Société, et s'engager à s'y conformer.

Malgré ces mesures, les risques liés aux incidents de sécurité continuent d'évoluer au même rythme que se complexifient les méthodes employées par les auteurs de menaces. Tout défaut de fonctionnement des systèmes, toute atteinte à la sécurité de la Société entraînant un accès non autorisé aux données, ou la perte, l'utilisation ou la divulgation de ces données, y compris les renseignements personnels, ou tout manquement aux règles et aux règlements en matière de protection des données et de respect de la vie privée pourrait entraîner la perte de clients, entacher la réputation de la Société et nuire à la valeur de sa marque, ou occasionner des litiges et des enquêtes réglementaires, et exposer la Société au paiement de dommages-intérêts et de pénalités.

En plus de ces risques opérationnels, les lois et règlements existants et proposés, y compris les changements dans l'interprétation de ces lois et règlements par les tribunaux canadiens et américains, pourraient restreindre la collecte, l'utilisation, le stockage, l'accès, la présentation et le transfert de certains types de renseignements par la Société, ou imposer des exigences relatives à ces processus.

Intelligence artificielle

La Société reconnaît que l'IA recèle un fort potentiel de transformation au chapitre de la prestation d'un service à la clientèle supérieur, l'amélioration de l'efficience opérationnelle et la création de valeur durable pour ses parties prenantes. En tirant parti de l'IA au sein de ses activités d'exploitation et de ses points de contact avec les clients, notamment en ayant recours à des outils virtuels de service à la clientèle et à l'analytique interne, la Société commence à simplifier ses processus, à optimiser l'affectation des ressources et à mieux comprendre les tendances du marché, dans le but principal d'offrir une expérience client supérieure et harmonieuse favorisant la croissance à long terme et la compétitivité. L'adoption de technologies émergentes, comme l'IA générative, présente toutefois des risques stratégiques, opérationnels et financiers complexes qui nécessitent une surveillance rigoureuse de la part d'une entreprise. Ces risques incluent notamment les préoccupations relatives à la vie privée

et à l'éthique, les biais algorithmiques, la possibilité d'obtenir des données inattendues ou inexactes (hallucinations), l'exfiltration de données, la divulgation non autorisée ou l'utilisation abusive de renseignements confidentiels, exclusifs ou personnels par l'intermédiaire d'outils internes et de solutions d'IA offertes par des tiers, ainsi que les conséquences inattendues potentielles dans les processus décisionnels. De plus, comme les infrastructures d'IA exclusives demeurent onéreuses, la Société s'appuie principalement sur des fournisseurs de services d'IA tiers et sur des modèles fondamentaux. Cela crée des liens de dépendance envers des tiers qui exposent nos activités à des interruptions de service, à une volatilité rapide des prix liée à la dynamique de consommation des jetons et à des restrictions ou des blocages potentiels d'accès découlant de mesures réglementaires ou gouvernementales étrangères. La Société a créé un comité de gouvernance de l'IA chargé de superviser ses efforts d'adoption de l'IA et d'en assurer une utilisation responsable. À ce jour, la Société n'a connu aucun incident important d'ordre juridique, réglementaire ou opérationnel lié à son utilisation de l'IA. Comme l'IA est complexe et novatrice, des incidents qui donnent lieu à des mesures juridiques ou réglementaires pourraient survenir et pourraient entacher la réputation de la Société ou autrement nuire à ses activités. En outre, les technologies d'IA peuvent permettre à nos concurrents existants et nouveaux de tirer parti d'avantages concurrentiels par rapport à nos activités. S'ils adoptent l'utilisation de l'IA plus rapidement ou plus efficacement que nous, notre capacité à livrer une concurrence pourrait être compromise, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation.

11.5 Risques financiers

Notre exposition au risque de crédit, au risque de liquidité, au risque de taux d'intérêt, au risque de change et au risque de marché est décrite à la sous-rubrique 8.5 « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion et à la note 24 des états financiers consolidés.

Endettement, accès aux capitaux et liquidités

La Société compte sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et son accès aux marchés financiers pour maintenir une situation de trésorerie adéquate, pour financer son programme de dépenses d'investissement (y compris les expansions de son réseau), pour mettre en œuvre des initiatives en matière d'innovation, procéder à des acquisitions d'entreprises, pour rembourser du capital à ses actionnaires ainsi que pour refinancer sa dette.

Les marchés financiers sont volatils, et l'accès de la Société au capital selon des modalités raisonnables, si elle est en mesure d'y accéder, dépend des conditions du marché ainsi que du profil de crédit et du niveau d'endettement de la Société. Ces modalités pourraient entraîner une hausse des coûts de financement ainsi qu'une détérioration de la situation financière et des liquidités.

L'endettement de la Société rend celle-ci vulnérable au risque lié au refinancement, à l'inflation, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux conditions économiques et sectorielles générales défavorables. La pression exercée sur les flux de trésorerie qui en découle peut avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société à financer ses dépenses d'investissement et son fonds de roulement ainsi qu'à réagir à l'évolution des circonstances et, ultimement, la placer dans une situation désavantageuse sur le plan concurrentiel. La Société gère l'endettement de ses activités de télécommunications au moyen de deux structures d'emprunt distinctes. La structure d'emprunt américaine présente un niveau d'endettement relativement plus élevé que la structure canadienne et, par conséquent, elle est plus exposée aux risques susmentionnés.

Les instruments d'emprunt de la Société contiennent des clauses restrictives qui limitent, entre autres, la capacité de celle-ci à contracter des dettes additionnelles ou à émettre certains titres de capitaux propres privilégiés, à conclure des transactions avec des sociétés liées, à céder des actifs, à effectuer certains investissements, à créer des privilèges, à verser des distributions et à conclure certaines transactions de regroupement, de consolidation et de fusion. Tout manquement de la part de la Société à ses obligations contractuelles ou tout défaut de sa part de payer la somme due aux termes des conventions d'emprunt pourrait entraîner la déchéance du terme de la dette. Si la Société contracte des dettes additionnelles ou refinance ses dettes existantes, elle pourrait être assujettie à d'autres clauses restrictives qui pourraient s'avérer plus contraignantes.

La participation de 21 % de La Caisse dans une filiale américaine est assujettie à des droits d'achat par la Société et à des droits de sortie par La Caisse relativement à des tranches de sa participation au fil du temps, ce qui pourrait avoir à terme une incidence sur la situation financière et les liquidités de la Société.

Devises et taux d'intérêt

Les résultats financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, et une tranche importante de ses produits, de ses charges d'exploitation et de ses dépenses d'investissement est libellée en dollars américains. De plus, une partie de la dette de la Société est libellée en dollars américains. Aux fins de la communication de l'information financière, toute variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours d'une période donnée de présentation de l'information financière donne lieu à une variation des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société. Les produits, le BAIIA ajusté et la dette de la Société peuvent varier de façon importante en raison des fluctuations des taux de change.

La volatilité des taux d'intérêt peut également influer sur les charges d'intérêts liées aux instruments à taux d'intérêt variable et augmenter le coût du refinancement de la dette arrivant à échéance, ce qui peut avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Société. Pour atténuer ce risque, la Société conclut des contrats visant à couvrir partiellement son exposition à cette volatilité des taux d'intérêt.

Notations

Les notations attribuées par des agences de notation peuvent avoir une incidence sur la disponibilité de la dette de la Société, et sur les modalités d'obtention de celle-ci. Plusieurs facteurs pourraient donner lieu à l'abaissement des notations, notamment, sans s'y limiter, une détérioration de la performance financière, l'incapacité à naviguer efficacement dans le contexte concurrentiel actuel ou l'incapacité à satisfaire ou à maintenir certaines mesures de crédit clés, y compris le levier financier, conformément aux critères des agences de notation. Un abaissement pourrait entraîner une hausse significative de son coût du capital et réduire l'accès à des capitaux.

Dividende

La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

Régimes de retraite à prestations définies

Les régimes de retraite à prestations définies de la Société sont sensibles à la volatilité découlant de la conjoncture économique mondiale, des changements réglementaires et des exigences en matière de présentation de l'information financière. Ces facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les obligations liées aux régimes de retraite ainsi que sur le rendement des actifs et nécessiter une hausse des cotisations à nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. L'incapacité à reconnaître et à gérer le risque économique et les modifications des règles en matière de régimes de retraite, ou à s'assurer qu'une gouvernance efficace est en place pour la gestion des actifs et la capitalisation des régimes de retraite et des obligations au titre des prestations, pourrait avoir une incidence défavorable sur les liquidités et la performance financière de la Société.

Les exigences de financement des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de la Société dépendent de nombreux facteurs, notamment l'évaluation des actifs des régimes et des obligations au titre des prestations, les taux d'intérêt à long terme, l'inflation, les caractéristiques démographiques des participants au régime, y compris la longévité, et la réglementation applicable. Toute fluctuation dans ces domaines, y compris en raison d'événements géopolitiques, pourrait se traduire par un écart entre les cotisations et les estimations actuelles et avoir une incidence défavorable sur les liquidités et la performance financière. Rien ne garantit que les actifs des régimes atteindront leur taux de rendement présumé, puisqu'une part importante est investie dans des actions et des titres d'emprunt, ce qui rend le rendement fortement tributaire des marchés financiers. Les conditions du marché ont également une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations en matière de solvabilité, ce qui peut également avoir une incidence sur les besoins en trésorerie.

Modifications apportées aux lois fiscales et questions fiscales

Les activités de la Société sont assujetties à diverses lois et réglementations fiscales internationales qui sont soumises à des changements fréquents et à des interprétations évolutives. Même si la direction est d'avis que la Société a constitué des provisions adéquates aux fins de l'impôt en fonction des renseignements à sa disposition, le calcul de l'impôt exige une importante part de jugement dans l'interprétation des lois et des règles. Nos déclarations de revenus font l'objet d'audits qui pourraient donner lieu à une modification significative du montant des actifs et passifs d'impôt exigible et des actifs et passifs d'impôt différé ainsi que des charges d'impôt différé et exigible, et pourraient, dans certaines circonstances, entraîner une évaluation des intérêts et des pénalités.

Des modifications aux politiques fiscales du Canada ou des autres territoires où la Société exerce ses activités pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa structure financière actuelle et sur ses coûts et passifs d'impôts futurs.

Impôts canadiens

Le ministère des Finances a indiqué qu'il travaille toujours à l'élaboration de la deuxième partie de la loi publiée en 2022 portant sur le projet de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'« OCDE ») concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices relativement aux opérations hybrides. La Société continuera de surveiller la publication et l'avancement de ces projets de règles afin d'en évaluer l'incidence potentielle.

Impôts américains

L'adoption de la loi One Big Beautiful Bill Act a entraîné la modification des règles fiscales américaines limitant la déductibilité des charges d'intérêts à 30 % du BAII (tel que calculé à des fins fiscales) afin de rétablir le seuil à 30 % du BAIIA (tel que calculé à des fins fiscales). Des modifications visant à rétablir l'amortissement fiscal accéléré aux États-Unis ont également été adoptées pour les dépenses d'investissement dans des actifs acquis et mis en service après le 19 janvier 2025. Les règles fiscales en vigueur ne devraient pas avoir d'incidence défavorable importante, mais elles continueront de faire l'objet d'un suivi au cours des exercices à venir et seront prises en compte pour les investissements futurs nécessitant un financement aux États-Unis.

Accès aux programmes de financement gouvernementaux

La Société participe à des programmes gouvernementaux au Canada et aux États-Unis visant à fournir des services Internet haute vitesse dans les régions mal desservies ou non desservies. Nous avons reçu un financement pour des projets d'expansion des réseaux à large bande en Ontario, au Québec et en Virginie. Ces projets d'investissement dans l'infrastructure numérique peuvent généralement être assujettis à certaines obligations de performance et certaines pénalités en cas de livraison tardive, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les liquidités de la Société.

11.6 Risques liés aux catastrophes dans le cadre de nos activités

Dans l'éventualité d'un désastre naturel, d'actes terroristes ou d'un autre type de catastrophe, qu'elle soit naturelle ou causée par l'homme, la capacité de la Société à protéger son réseau, son infrastructure, y compris les données sur les clients, et à poursuivre les activités pourrait être gravement hypothéquée. Même si la Société a mis en place des plans et des stratégies de continuité des activités et de reprise après sinistre, elle pourrait ne pas réussir à atténuer les effets d'une catastrophe naturelle, d'un acte terroriste ou d'un autre type de catastrophe, ce qui pourrait nuire grandement à ses activités, à ses occasions, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation. De plus, la Société dispose d'une couverture d'assurance limitée contre les pertes découlant des désastres naturels qui pourraient toucher ses réseaux d'infrastructures extérieures.

Changements climatiques

La fréquence et la gravité croissantes des phénomènes météorologiques liés aux changements climatiques présentent des risques opérationnels et financiers pour la Société. Les risques physiques comprennent les dommages potentiels aux installations et au matériel découlant d'événements météorologiques extrêmes, ainsi que les variations chroniques des régimes climatiques, comme les canicules, les inondations ou les feux de forêt, qui peuvent tous entraîner une hausse des coûts d'exploitation et des dépenses d'investissement. Pour faire face à ces risques, la Société met l'accent sur l'adaptation opérationnelle aux changements climatiques en mettant en œuvre des stratégies de continuité des affaires et de reprise après sinistre conçues pour atténuer les risques climatiques. Toutefois, comme l'ampleur des catastrophes naturelles et le moment où elles surviennent demeurent imprévisibles, ces mesures d'adaptation pourraient ne pas suffire à protéger entièrement les activités de la Société, ce qui pourrait nuire grandement à ses activités, à ses occasions, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

De plus, bien que l'atténuation des répercussions des changements climatiques exige une collaboration collective plus large, la Société appuie des mesures mondiales. Afin de faire progresser sa stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre (« GES »), la Société a établi des cibles à court terme (2030 et 2035) et des cibles de carboneutralité à long terme (2050) validées par l'initiative Science Based Targets (« SBTi »), et ses progrès font l'objet d'un suivi régulier. Une description détaillée de ces activités d'atténuation des risques environnementaux est présentée dans notre Rapport de développement durable disponible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com, sous « Développement durable – Pratiques de développement durable ».

11.7 Surveillance accrue en matière de durabilité

À l'échelle mondiale, les entreprises font face à une surveillance accrue de leurs informations sur la durabilité de la part de divers organismes de réglementation, notamment les autorités en valeurs mobilières et les autorités antitrust, les gouvernements ainsi que d'autres parties prenantes. La Société a pris plusieurs engagements en matière de durabilité, notamment des objectifs de réduction des émissions de GES à court et à long terme. La réalisation de ces objectifs comporte des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société. Si la Société est incapable d'atteindre ses cibles ou si elle choisit d'abandonner certaines cibles pour se concentrer sur d'autres priorités, elle sera exposée à des risques liés à la réputation.

De plus, le Canada a adopté des lois qui traitent des concepts d'écoblanchiment et de socioblanchiment, notamment des modifications à la *Loi sur la concurrence*. Les dispositions de ces lois exigent que les sociétés soient en mesure d'étayer les déclarations en matière de durabilité en suivant des méthodes reconnues à l'échelle internationale, ce qui expose la Société à des poursuites judiciaires. Il est donc primordial que la Société soit en mesure de donner une représentation fidèle de sa performance au chapitre de la durabilité en ayant recours à des méthodes robustes, à une collecte de données rigoureuses et à des contrôles appropriés. D'autres règlements à venir sur la divulgation des renseignements relatifs à la durabilité, comme la prochaine phase du Registre fédéral sur les plastiques et les nouvelles obligations potentielles en matière de travail forcé en vertu du projet de loi C-35, *Loi sur l'interdiction d'importer des marchandises produites par recours au travail forcé*, pourraient venir imposer des contraintes supplémentaires.

L'évolution rapide du contexte réglementaire de la présentation d'informations en matière de durabilité, jumelée aux changements apportés aux cadres de présentation de l'information volontaire, vient augmenter les risques liés à la conformité, car les sociétés seront tenues de fournir des informations supplémentaires à ce sujet ou adapter celles qui existent déjà. Compte tenu de l'évolution constante du contexte entourant les informations à fournir en matière de durabilité, la Société surveillera de près les faits nouveaux et gérera rigoureusement ses engagements et les informations qu'elle fournit afin de réduire les risques liés à la réputation et à la conformité, ainsi que les risques juridiques.

11.8 Fraude et comportement éthique

En tant que société ouverte dotée d'un large éventail de services recherchés, d'un effectif important et d'actifs de valeur, nous sommes exposés à un risque accru de fraude, ce qui comprend des menaces internes et externes telles que la corruption, les délits d'initiés, l'accès non autorisé par des employés ou de tiers entrepreneurs, le détournement des actifs des sociétés ainsi que la manipulation délibérée de l'information financière. Le contexte économique mondial actuel et l'évolution rapide des technologies d'intelligence artificielle pourraient amplifier ces risques, entraînant éventuellement une augmentation des activités frauduleuses comme l'ingénierie sociale automatisée, l'usurpation d'identité par hypertrucage et la fraude par identité synthétique, qui pourraient mener à des pertes financières importantes et nuire à la réputation de notre marque. Notre secteur est particulièrement vulnérable à des types précis de fraude. Par exemple, des personnes non autorisées ou des initiés compromis peuvent obtenir le contrôle du compte d'un client pour accéder à des produits et services par le biais de stratagèmes comme l'hameçonnage ou l'ingénierie sociale. Nous sommes également exposés à des risques liés à la fraude par abonnement, qui se produit lorsque des particuliers acquièrent des services ou du matériel sous une identité volée ou fausse, ou sous leur propre identité, sans avoir l'intention de payer pour ces services ou ce matériel. De plus, nos activités sont vulnérables aux fraudes liées à l'utilisation du réseau ou aux incidents physiques comme le vol de cuivre de notre infrastructure de réseau.

Dans ce contexte, le maintien de pratiques éthiques supérieures dans l'ensemble de la Société est essentiel pour assurer la croissance de la Société. Le comité directeur de l'éthique de la Société, composé de représentants des Ressources humaines, des Affaires juridiques, des Finances et de l'Audit interne, assure une surveillance par la haute direction de l'ensemble de son programme d'éthique, y compris l'examen de son code d'éthique et des politiques connexes. En plus d'avoir un code d'éthique complet, la Société a mis en place une ligne d'éthique, à la fois anonyme et confidentielle, qui permet aux employés, aux fournisseurs et à quiconque de signaler toute fraude ou violation perçue ou réelle du code d'éthique de la Société. Les employés sont également encouragés à utiliser ce service pour demander conseil sur les comportements éthiques et légaux à adopter. Afin d'accroître la sensibilisation du personnel à l'éthique, une formation officielle en ligne sur le code d'éthique est obligatoire pour tous les nouveaux employés et membres du conseil d'administration, et doit être suivie chaque année par la suite. De plus, au moment de leur embauche et chaque année par la suite, les employés doivent lire le code d'éthique et confirmer qu'ils en ont pris connaissance. Malgré ces efforts, la Société pourrait subir des activités frauduleuses et des manquements à l'éthique susceptibles non seulement de compromettre sa réputation, mais également d'entraîner des charges extraordinaires en raison de pénalités ou d'amendes.

11.9 Propriété

Gestion Audem inc., une société sous le contrôle de M. Louis Audet, exerce un contrôle sur la Société au moyen de la détention d'actions à droits de vote multiples de Cogeco. La Société et Cogeco inc. sont des émetteurs assujettis au Canada dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto. Conformément à la convention sur les conflits conclue entre la Société et Cogeco inc., toutes les entreprises de câblodistribution doivent être détenues ou contrôlées par la Société. Cogeco inc. est par ailleurs libre de détenir et d'exploiter toute autre entreprise ou d'investir de la façon qu'elle juge appropriée.

Il est possible que surviennent des situations dans lesquelles les intérêts respectifs de Gestion Audem inc. et des actionnaires ou autres parties prenantes de Cogeco inc. ou des actionnaires et autres parties prenantes de la Société diffèrent, auquel cas les intérêts de ces actionnaires ou parties prenantes pourraient être touchés de façon défavorable par de telles situations.

11.10 Litiges

La Société est impliquée dans divers litiges survenant dans le cours de ses activités. L'issue de ces réclamations et litiges est incertaine, et l'incapacité de mettre en œuvre des mesures visant à réduire au minimum les litiges et leur incidence pourrait nuire à la réputation, aux résultats d'exploitation, à la liquidité ou à la situation financière de la Société. De temps à autre, la Société doit faire face à des recours collectifs et à des procédures. Les litiges impliquant la Société peuvent, individuellement ou collectivement, avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. Se reporter à la rubrique « Obligations contractuelles, éventualités et garanties » pour obtenir plus de renseignements sur les litiges actuels de la Société.

11.11 Santé et sécurité

Les urgences en matière de santé publique, ainsi que les risques opérationnels touchant la santé et la sécurité des travailleurs, peuvent constituer un risque pour les activités de la Société. Les menaces potentielles posées par de tels événements peuvent inclure des changements liés à la demande à l'égard des services de la Société, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des préoccupations relatives à la santé et à la sécurité des employés et des clients, soit des facteurs qui ont une incidence négative sur la situation financière de la Société et sur sa capacité à fournir ses services et à respecter ses obligations. Afin d'atténuer les risques opérationnels liés à la santé et à la sécurité et de prévenir les blessures, la Société maintient un programme complet de gestion de la santé et de la sécurité qui comprend des protocoles de sécurité rigoureux, une formation continue des employés et des ressources en matière de santé mentale et de mieux-être conçues pour protéger les équipes composant sa main-d'œuvre. Une incapacité de notre part à prévenir les accidents du travail ou à nous conformer à l'évolution des règlements en matière de santé et de sécurité au travail pour l'ensemble de nos zones de couverture au Canada et aux États-Unis pourrait entraîner des perturbations opérationnelles, une hausse des coûts liés à l'invalidité, des pénalités réglementaires ou des dommages réputationnels.

12. Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les Normes IFRS de comptabilité. Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères indiqués dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013) du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception et l'efficacité générales des CPCI et du CIIF de la Société au 31 août 2026 et ont conclu que ces derniers étaient efficaces.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 août 2026.

13. Méthodes comptables

13.1 Méthodes et estimations comptables critiques

La préparation des états financiers consolidés selon les Normes IFRS de comptabilité requiert que la direction adopte des méthodes comptables et fasse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs, des actifs et des passifs éventuels ainsi que des produits et des charges au cours de l'exercice. Un sommaire des méthodes, estimations, hypothèses et jugements comptables significatifs de la Société est présenté à la note 3 des états financiers consolidés. Les méthodes comptables suivantes ont été déterminées comme critiques pour les activités de Cogeco Communications.

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie reçue ou à recevoir d'un client, déduction faite des retours, des activités de promotion et des escomptes. La Société comptabilise les produits provenant de la vente de produits ou de la prestation de services lorsque le contrôle est transféré au client.

Les principales sources des produits de la Société sont comptabilisées de la façon suivante :

Résidentiels	• les produits provenant des abonnements mensuels (déduction faite des escomptes, des rabais, des remboursements et des crédits) aux services Internet, sans fil, de vidéo et de téléphonie filaire ainsi que de la location de matériel sont comptabilisés sur une base mensuelle, à mesure que les services sont fournis; • les produits tirés des services de transmission de données, d'interurbains et d'autres services payables à l'utilisation sont comptabilisés sur une base mensuelle, à mesure que les services sont fournis.
Commerciaux	• les produits provenant des abonnements mensuels (déduction faite des escomptes, des rabais, des remboursements et des crédits) aux services Internet, de vidéo et de téléphonie filaire ainsi que de la location de matériel sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée de l'entente contractuelle.
Autres	• essentiellement les produits en provenance des fournisseurs Internet fondés sur les services de gros, les recettes publicitaires et les produits tirés de la revente de services de diffusion télévisuelle en continu sur Internet comptabilisés au net, qui sont tous comptabilisés au moment où les services sont fournis.

Regroupements d'entreprises

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cas d'un regroupement d'entreprises est estimée selon les renseignements disponibles à la date d'acquisition et nécessite une part de jugement considérable pour déterminer la juste valeur attribuée aux actifs identifiables acquis et aux passifs repris à l'acquisition. En outre, la détermination de la juste valeur implique l'utilisation d'analyses de flux de trésorerie actualisés, et de la croissance future estimative des produits et des marges. Les hypothèses clés comprennent les taux d'actualisation et les taux de croissance des produits propres aux actifs acquis et aux passifs repris.

Inscription à l'actif des immobilisations corporelles

Lors de l'acquisition ou de la construction de nouveaux actifs, les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la construction de l'actif, y compris le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe, sont inscrites à l'actif jusqu'au moment où les actifs se trouvent dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par la direction.

Le coût de remplacement d'une partie d'une immobilisation corporelle est ajouté à la valeur comptable de l'immobilisation corporelle ou comptabilisé séparément, si applicable, seulement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront à l'entité et que le coût de cet élément peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Tous les autres coûts réguliers d'entretien sont comptabilisés en résultat net dans la période pendant laquelle ils ont été engagés.

Éventualités

Un degré élevé de jugement est nécessaire pour établir des estimations quant aux éventualités liées à des réclamations, à des décisions réglementaires et à des procédures judiciaires, ainsi que pour déterminer si une perte est probable (auquel cas une provision serait comptabilisée) et pour estimer les sorties de ressources économiques. De telles éventualités sont estimées en fonction de l'information dont dispose la Société.

Évaluation des actifs à long terme

L'évaluation des actifs à long terme exige une importante part de jugement pour déterminer l'existence d'indicateurs de dépréciation et pour identifier l'actif, le groupe d'actifs, l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou les groupes d'UGT appropriés. De plus, la Société a recours à des estimations et à des jugements importants, notamment pour déterminer le taux d'actualisation approprié aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable et pour formuler des hypothèses concernant les prévisions de flux de trésorerie, les conditions du marché et les taux de croissance finaux sur la durée de vie à long terme des actifs ou des UGT. Toute modification importante des conditions du marché pourrait se traduire par une incapacité à recouvrer les valeurs comptables des actifs financiers à long terme.

Impôts différés

Les lois fiscales étant complexes, elles peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part de la Société et des diverses autorités fiscales. Les impôts exigibles et les impôts différés représentent l'interprétation que fait la Société des lois fiscales et son estimation des conséquences fiscales actuelles et futures des transactions et des événements survenus au cours de l'exercice. Les actifs et les passifs d'impôts différés nécessitent de recourir à des estimations et jugements importants, notamment d'interpréter les règles et règlements fiscaux, d'estimer la nature et le moment des différences permanentes et temporaires futures, le moment attendu des résorptions de ces différences temporaires et les taux d'imposition futurs qui s'appliqueront à ces différences, ainsi que de déterminer si la Société peut recouvrer un actif d'impôts différés en se fondant sur l'évaluation par la direction des lois fiscales existantes, sur l'estimation de la rentabilité future et sur les stratégies de planification fiscale.

13.2 Développements en matière de méthodes comptables

Futures modifications de normes comptables

La nouvelle norme comptable et les modifications suivantes apportées aux normes de comptabilité ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés de la Société.

Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers – Modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*	En mai 2024, l'IASB a publié le document Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui a modifié IFRS 9 et IFRS 7 afin d'apporter des précisions sur les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et afin d'introduire un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société estime que ces modifications ne devraient pas avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.
IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*	En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. IFRS 18 introduit trois nouveaux types de prescriptions visant à améliorer la présentation des informations fournies par les entreprises en matière de performance financière afin que les investisseurs disposent d'une meilleure base d'analyse et de comparaison des entreprises : • amélioration de la comparabilité de l'état du résultat net en introduisant trois catégories distinctes de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et en imposant à toutes les entreprises de présenter deux nouveaux sous-totaux, soit le résultat d'exploitation et le résultat net avant financement et impôts sur le résultat; • amélioration de la transparence des indicateurs de performance définis par la direction en exigeant des entreprises de fournir des explications sur ces indicateurs qui leur sont propres et qui sont liés à l'état du résultat net; et • indications plus pertinentes sur la manière dont les entreprises regroupent les informations dans les états financiers et sur la question de savoir si les informations sont à fournir dans les états financiers de base ou si elles doivent être ventilées dans les notes annexes. L'IASB a également apporté des modifications corrélatives à d'autres normes de comptabilité, notamment IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, IAS 33 *Résultat par action* et IAS 34 *Information financière intermédiaire*.

IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces normes de comptabilité nouvelles et modifiées sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir. À la suite d'une évaluation de haut niveau, la Société s'attend actuellement à ce que les incidences les plus importantes sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir soient les suivantes :

- **États consolidés du résultat net :** Même s'il n'y aura aucune incidence sur le résultat net présenté par la Société pour la période ou pour l'exercice, la présentation des états consolidés du résultat net de la Société sera modifiée, notamment par la présentation des deux sous-totaux nouvellement définis et par le classement des produits et des charges dans les catégories définies par IFRS 18. Certains postes pourraient également être modifiés en raison de l'application de la nouvelle notion de « résumé structuré et utile » et des principes de regroupement et de ventilation améliorés.

- **Tableaux consolidés des flux de trésorerie :** Le sous-total du résultat d'exploitation sera le nouveau point de départ et remplacera à ce titre le résultat net pour la période ou l'exercice, tandis que les intérêts payés seront présentés sous les flux de trésorerie liés aux activités de financement au lieu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

- **Notes annexes :** Certaines mesures financières et informations connexes, qui sont actuellement présentées à titre de « mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » dans le rapport de gestion de la Société, devraient être considérées comme des « mesures de la performance définies par la direction » en vertu d'IFRS 18 (p. ex., le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société). Par conséquent, les informations à fournir relativement à ces mesures de la performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés.

14. Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et les autres mesures financières qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de Cogeco Communications et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de ses unités d'affaires.

Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant pour le trimestre et l'exercice clos le 31 août 2026 sont converties selon le taux de change moyen des périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit de 1,3722 $ CA pour 1 $ US et de 1,3962 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les Normes IFRS de comptabilité et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Un rapprochement entre ces mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et les mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, ou des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure ce rapprochement, sont présentés ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence de la dépréciation des actifs, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), ainsi que la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, déduction faite, pour ces éléments, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société Ajouter : – dépréciation des actifs, le cas échéant; – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits); – perte (profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, le cas échéant; – incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés; et – participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés.	Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société
Charges financières ajustées	Les charges financières ajustées sont une mesure utilisée par la direction pour évaluer la capacité de la Société à rembourser sa dette.	Charges financières Déduire : – perte (profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, le cas échéant.	Charges financières
Données présentées sur la base d'un taux de change constant et incidence du taux de change	La Société présente certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant comprennent certaines mesures financières historiques, notamment les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement nettes et les flux de trésorerie disponibles.	Les mesures financières historiques présentées sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'incidence du taux de change représente la quantification de cette incidence.	Produits, charges d'exploitation, BAIIA ajusté et dépenses d'investissement nettes. En ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles, se reporter à la définition ci-dessous pour connaître la mesure financière la plus comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité.
Produits internes selon un taux de change constant et BAIIA ajusté selon un taux de change constant	La direction utilise les produits internes selon un taux de change constant et le BAIIA ajusté selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Produits selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions. BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions.	Produits et BAIIA ajusté

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont utilisés par la direction pour mesurer la capacité de la Société à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent ces mesures pour évaluer les activités de la Société et ses actifs sous-jacents, ainsi que pour évaluer la santé et la performance financières de la Société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a mis à jour son calcul des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, pour inclure le produit de cessions d'immobilisations corporelles, qui comprend le produit de transactions de cession-bail, afin de mieux harmoniser les sources et affectations des flux de trésorerie relativement aux dépenses d'investissement. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.	Flux de trésorerie disponibles : – BAIIA ajusté Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – perte (profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette; – paiement fondé sur des actions; – produit des cessions d'immobilisations corporelles, y compris des transactions de cession-bail; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, y compris les transactions de cession-bail; et – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations. Déduire : – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits); – charges financières; – impôts exigibles; – dépenses d'investissement nettes; et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
	La Société présente également les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, car ils permettent d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les flux de trésorerie disponibles de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau : – flux de trésorerie disponibles Ajouter : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer les dépenses d'investissement totales de la Société, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes avec les dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes. Cette mesure sert également au calcul de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes Déduire : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	Acquisitions d'immobilisations corporelles
Liquidités disponibles	La direction utilise les liquidités disponibles pour évaluer la capacité de Cogeco Communications à respecter ses obligations financières et à s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins de capitaux, y compris pour assurer le développement de l'entreprise au moyen d'acquisitions et d'autres occasions de croissance. Les liquidités disponibles sont présentées sur une base consolidée, y compris les liquidités liées à des structures d'emprunt distinctes pour les secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la santé financière de Cogeco Communications.	Trésorerie et équivalents de trésorerie Déduire : – trésorerie avec restrictions d'utilisation; Ajouter : – montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif.	Trésorerie et équivalents de trésorerie

Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société

	Trimestres clos les 31 août		Exercices clos les 31 août	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**82 871**	77 422	**(1 104 728)**	322 579
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**4 339**	16 032	**13 018**	23 320
Perte de valeur d'actifs	**5 196**	—	**2 229 042**	1 574
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(4 289)**	—	**(7 187)**	—
Incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés	**(1 422)**	(3 938)	**(383 244)**	(8 064)
Incidence de la participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés	**(158)**	(926)	**(387 882)**	(2 266)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**86 537**	88 590	**359 019**	337 143

(1) Inclus dans les charges financières.

Charges financières ajustées

Pour consulter le rapprochement des charges financières ajustées et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter aux sous-rubriques 3.5 « Charges financières » et 9.3 « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre ».

Rapprochement des données présentées sur la base d'un taux de change constant et de l'incidence du taux de change

Données consolidées

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation, du BAIIA ajusté et des dépenses d'investissement nettes consolidés selon un taux de change constant et des mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter aux sous-rubriques 3.1 « Performance consolidée » et 9.3 « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre ».

Le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, selon un taux de change constant, est présenté ci-dessous. Pour consulter le rapprochement de ces mesures financières déterminées et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter au tableau de rapprochement précis figurant dans la sous-rubrique ci-après.

Trimestres clos les 31 août			**2026**	2025	**Variation**	
	Données réelles	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**104 245**	(495)	**103 750**	107 781	**(3,3)**	**(3,7)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**26 831**	(155)	**26 676**	57 818	**(53,6)**	**(53,9)**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**131 076**	(650)	**130 426**	165 599	**(20,8)**	**(21,2)**

Exercices clos les 31 août			**2026**	2025	**Variation**	
	Données réelles	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**554 062**	1 074	**555 136**	517 188	**7,1**	**7,3**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**81 215**	111	**81 326**	108 475	**(25,1)**	**(25,0)**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**635 277**	1 185	**636 462**	625 663	**1,5**	**1,7**

Données sectorielles

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation, du BAIIA ajusté et des dépenses d'investissement nettes sectoriels selon un taux de change constant et des mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique 4 « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » et à la sous-rubrique 9.3 « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre ».

Activités du siège social et éliminations

Trimestres clos les 31 août			**2026**	2025[1]	**Variation**	
	Données réelles	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$	**%**	**%**
Charges d'exploitation	**8 699**	(4)	**8 695**	3 792	**—**	**—**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**5 672**	—	**5 672**	3 451	**64,4**	**64,4**
BAIIA ajusté	**(14 371)**	4	**(14 367)**	(7 243)	**(98,4)**	**(98,4)**

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le poste Activités du siège social et éliminations ne comprend plus les activités sans fil canadiennes, qui sont maintenant incluses dans le secteur des télécommunications au Canada à l'issue de la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 3,8 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Exercices clos les 31 août	2026			2025[1]	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Charges d'exploitation	**28 365**	(2)	**28 363**	22 363	**26,8**	**26,8**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**23 714**	—	**23 714**	18 216	**30,2**	**30,2**
BAIIA ajusté	**(52 079)**	2	**(52 077)**	(40 579)	**(28,3)**	**(28,3)**

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le poste Activités du siège social et éliminations ne comprend plus les activités sans fil canadiennes, qui sont maintenant incluses dans le secteur des télécommunications au Canada à l'issue de la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 10,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau

	Trimestres clos les 31 août		Exercices clos les 31 août	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**354 392**	265 143	**1 021 205**	1 138 009
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**(87 513)**	(1 530)	**47 208**	(6 328)
Impôts sur le résultat payés	**3 020**	5 170	**64 214**	7 151
Impôts exigibles	**(16 362)**	(12 183)	**(31 524)**	(47 584)
Intérêts payés	**72 562**	75 376	**252 732**	268 899
Charges financières	**(57 131)**	(69 633)	**(233 402)**	(273 986)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(4 289)**	—	**(7 187)**	—
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[1]	**2 685**	2 567	**10 644**	8 867
Dépenses d'investissement nettes[2]	**(161 690)**	(154 274)	**(561 284)**	(588 276)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	**2 911**	606	**6 940**	23 338
Remboursement des obligations locatives	**(4 340)**	(3 461)	**(15 484)**	(12 902)
Flux de trésorerie disponibles	**104 245**	107 781	**554 062**	517 188
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**26 831**	57 818	**81 215**	108 475
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**131 076**	165 599	**635 277**	625 663

(1) Inclus dans les charges financières.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Rapprochement des liquidités disponibles

Pour consulter le rapprochement des liquidités disponibles et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la sous-rubrique 8.1 « Structure du capital ».

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau

Pour consulter le rapprochement des dépenses d'investissement nettes ainsi que des dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter aux sous-rubriques 6.2 « Activités d'investissement » et 9.3 « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre ».

Ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les Normes IFRS de comptabilité et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Bénéfice dilué par action ajusté	Le bénéfice dilué par action ajusté est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence de la dépréciation des actifs, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), ainsi que la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, déduction faite, pour les éléments susmentionnés, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice dilué par action ajusté exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Variation selon un taux de change constant	La Société présente les variations de certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre.	La variation selon un taux de change constant, exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, est obtenue en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains au moyen des taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant constituent une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Croissance des produits internes selon un taux de change constant et croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant	La direction utilise la croissance des produits internes selon un taux de change constant et la croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Variation des produits et du BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus), exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, ajustée pour tenir compte de l'incidence des acquisitions. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant constituent une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est utilisée par la direction pour évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société et pour l'aider à prendre certaines décisions, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, afin de maintenir un certain niveau de produits. La Société présente l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur le ratio d'intensité du capital de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne signifie pas que cette incidence est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, divisées par les produits. Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Intensité du capital selon un taux de change constant et intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant	La Société présente certaines mesures financières sur la base d'un taux de change constant, notamment l'intensité du capital selon un taux de change constant et l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre sans que celles-ci ne soient faussées par l'incidence des variations des taux de change.	L'intensité du capital selon un taux de change constant est calculée en divisant les dépenses d'investissement nettes selon un taux de change constant par les produits selon un taux de change constant. L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant est calculée en divisant les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant par les produits selon un taux de change constant. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant, y compris les dépenses d'investissement nettes selon un taux de change constant, les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant et les produits selon un taux de change constant, sont des mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur ces mesures financières, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes	La direction est d'avis que certains investisseurs utilisent le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes pour évaluer la santé et la performance financières de la Société en démontrant la viabilité des paiements de dividendes de la Société.	Dividendes déclarés sur les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote pour l'exercice, divisés par les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau. Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur ces mesures financières, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».

Mesures représentant un total des secteurs

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures représentant un total des secteurs, comme il est présenté à la note 6 des états financiers consolidés. Un rapprochement entre ces mesures financières déterminées et les mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité est présenté ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
BAIIA ajusté	Bénéfice (perte) de la période
Dépenses d'investissement nettes	Acquisitions d'immobilisations corporelles

Rapprochement du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 31 août		Exercices clos les 31 août	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice (perte) de la période	**87 018**	81 690	**(1 473 890)**	341 787
Impôts sur le résultat	**31 537**	17 621	**(270 301)**	87 330
Charges financières	**57 131**	69 633	**233 402**	273 986
Perte de valeur d'actifs	**5 196**	—	**2 229 042**	1 574
Amortissements	**159 606**	173 578	**656 645**	714 648
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**4 339**	16 032	**13 018**	23 320
BAIIA ajusté	**344 827**	358 554	**1 387 916**	1 442 645

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes

Pour consulter le rapprochement des dépenses d'investissement nettes et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter aux sous-rubriques 6.2 « Activités d'investissement » et 9.3 « Résultats d'exploitation et financiers du quatrième trimestre ».

Mesures de gestion du capital

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures de gestion du capital, comme il est présenté à la note 24 C) des états financiers consolidés de la Société.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Endettement net	L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction et, de l'avis de la direction, par certains investisseurs et analystes, pour évaluer le levier financier de la Société. L'endettement net est une composante du « ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté ».	Dette à long terme avant les escomptes et les primes, les coûts de transaction et autres Ajouter : – endettement bancaire Déduire : – trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation, le cas échéant.
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté	Le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté est une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer le levier financier de la Société ainsi que les décisions relatives à sa structure du capital, notamment au sujet de l'émission de nouveaux titres d'emprunt, et afin d'assurer la gestion du risque lié aux échéances des dettes.	Endettement net divisé par le BAIIA ajusté des douze derniers mois.
Endettement à taux fixe	L'endettement à taux fixe est une mesure utilisée par la direction afin d'assurer la surveillance et la gestion de la structure du capital de la Société. La direction est d'avis que cette mesure aide les investisseurs et les analystes à évaluer le levier financier de la Société.	Capital de la dette à long terme à taux fixe divisé par le capital de la dette à long terme.

Mesures financières supplémentaires

Mesures financières déterminées	Calcul
Marge du BAIIA ajusté	BAIIA ajusté divisé par les produits
Intensité du capital	Dépenses d'investissement nettes divisées par les produits
Rendement des capitaux propres	Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société pour l'exercice divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société pour l'exercice



États financiers consolidés

Dans cette section

95 Responsabilité de la direction

96 Rapport de l'auditeur indépendant

100 États consolidés du résultat net

101 États consolidés du résultat global

102 États consolidés des variations des capitaux propres

103 États consolidés de la situation financière

104 Tableaux consolidés des flux de trésorerie

105 Notes annexes

Responsabilité de la direction

Relativement aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de Cogeco Communications inc. (la « Société ») ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont sous la responsabilité de la direction. Les états financiers consolidés incluent des montants établis par la direction selon des estimations qu'elle juge raisonnables et justes. Ces états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes IFRS® de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (les « Normes IFRS de comptabilité ») et ont été approuvés par le conseil d'administration. L'information financière et d'exploitation utilisée dans le reste du rapport annuel se conforme aux renseignements présentés dans les états financiers consolidés.

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de Cogeco Communications inc. et de ses filiales a mis au point et vise à améliorer les systèmes comptables et de gestion en vue de fournir l'assurance raisonnable que l'actif est protégé contre une perte éventuelle ou une utilisation non autorisée et maintient les contrôles comptables internes dans le but de s'assurer qu'on peut se fier aux registres comptables lors de la préparation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration assume sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés contenus dans ce rapport annuel principalement par l'entremise de son comité d'audit. Ce comité passe en revue les états financiers consolidés annuels de la Société et en recommande l'approbation par le conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les auditeurs externes et internes en vue de discuter des résultats de l'audit externe et interne et des sujets touchant l'information financière.

L'auditeur indépendant nommé par les actionnaires, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., comptables professionnels agréés, est chargé d'effectuer l'audit indépendant des états financiers consolidés selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et d'exprimer une opinion sur ces états. L'auditeur indépendant peut s'adresser librement au comité d'audit, que la direction soit présente ou non. Le rapport de l'auditeur indépendant est présenté ci-après.

(signé) Frédéric Perron
Président et chef de la direction

(signé) Patrice Ouimet
Chef de la direction financière

Montréal, le 28 octobre 2026

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de

Cogeco Communications inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Cogeco Communications inc. (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 août 2026 et 2025, et les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 août 2026 et 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 août 2026. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Perte de valeur d'actifs – Unité génératrice de trésorerie du secteur des télécommunications aux États-Unis – Se reporter aux notes 3 et 10 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

L'évaluation par la Société de la dépréciation du goodwill et des actifs à long terme comprend la comparaison de la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») avec sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'UGT est estimée en fonction du plus élevé des montants suivants : sa juste valeur, diminuée des coûts de sortie, et sa valeur d'utilité. La valeur recouvrable de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis est estimée à partir de la juste valeur diminuée des coûts de sortie déterminée au moyen d'une approche fondée sur les multiples de marché tenant compte des transactions récentes sur le marché, le cas échéant, et des comparables boursiers. Cette approche consiste à appliquer à la mesure financière de base représentant le bénéfice avant impôts et amortissements ajusté (BAIIA ajusté) de l'UGT, après déduction des honoraires de gestion, les multiples de valorisation observables d'un groupe de sociétés ouvertes comparables. Au cours du troisième trimestre, la Société a conclu que la valeur recouvrable de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis était inférieure à sa valeur comptable et a comptabilisé une perte de valeur du goodwill, des droits de franchise et des immobilisations corporelles.

Étant donné les jugements importants portés par la direction pour estimer la juste valeur de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis au moyen de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, la mise en œuvre de procédures d'audit pour évaluer le BAIIA ajusté et les multiples de valorisation du BAIIA a requis un degré élevé de jugement et des travaux d'audit supplémentaires de notre part, y compris le recours à des spécialistes en juste valeur.

Traitement de la question pendant l'audit

Nous avons notamment mis en œuvre les procédures d'audit suivantes à l'égard du BAIIA ajusté et des multiples de valorisation du BAIIA utilisés par la direction pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis au moyen de la juste valeur diminuée des coûts de sortie :

- Nous avons évalué la capacité de la direction à prévoir, avec exactitude, le BAIIA ajusté en comparant les résultats réels avec les prévisions historiques de la direction.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions faites par la direction du BAIIA ajusté en effectuant une comparaison des prévisions avec ce qui suit :
    - le BAIIA ajusté historique;
    - les communications internes avec la direction et le conseil d'administration;
    - des analyses sous-jacentes détaillant les stratégies commerciales;
    - des études sectorielles de tiers et les tendances projetées et historiques du BAIIA ajusté au sein du groupe d'entités comparables à l'UGT.
- Avec l'aide des spécialistes en juste valeur, nous avons examiné les multiples de valorisation du BAIIA :
    - Nous avons évalué le caractère approprié des méthodes d'évaluation de la juste valeur et avons établi des points de données indépendants supplémentaires sur la juste valeur au moyen d'une approche par le marché indépendante s'appuyant sur l'analyse comparative des multiples de valorisation du BAIIA de sociétés ouvertes comparables.
    - Nous avons examiné les informations internes et externes pertinentes, y compris les informations sectorielles, afin d'évaluer le caractère raisonnable des données d'entrée non observables dans les cas où ces données étaient plus subjectives.
    - Nous avons comparé les estimations indépendantes de la juste valeur à celles faites par la direction.
- Nous avons évalué les informations disponibles afin de déterminer si ces informations étayaient ou contredisaient les conclusions de la Société.

Produits — Se reporter aux notes 3 et 5 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

La Société tire la majeure partie de ses produits de la prestation de services de télécommunications à ses abonnés résidentiels et commerciaux. Ces produits se composent d'un volume important d'opérations mensuelles récurrentes d'un faible montant provenant de multiples systèmes et bases de données propres à la Société. Le déclenchement, le traitement et la comptabilisation des produits sont largement automatisés au moyen des systèmes de technologies de l'information (« TI ») de la Société. La Société compte sur les données fournies par ces systèmes pour traiter et comptabiliser ses produits.

Les produits constituent une question clé de l'audit en raison d'un environnement largement automatisé en matière de TI et de l'ampleur des travaux d'audit requis pour mettre en œuvre les procédures d'audit à l'égard des produits de la Société.

Traitement de la question pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux produits ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué l'efficacité des contrôles pertinents se rapportant au processus opérationnel des produits.
- Avec l'aide des spécialistes des TI, nous avons testé l'efficacité des contrôles généraux informatiques à l'égard des systèmes de TI pertinents, y compris les contrôles de l'accès des utilisateurs et les contrôles sur la gestion des changements, le cas échéant.
- Pour tester les produits, nous avons effectué des tests de détail des opérations en vérifiant la concordance d'un échantillon des montants comptabilisés dans les systèmes de TI avec les documents sources tels que les factures, les systèmes de facturation et d'octroi d'accès, les listes de prix approuvées et les encaissements.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Société pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Amine Benjelloun.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

———————————

[1] CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A144765

Montréal (Québec)
Le 28 octobre 2026

États consolidés du résultat net

Exercices clos les 31 août	*Notes*	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$
Produits	*5*	**2 792 978**	2 910 493
Charges d'exploitation	*7*	**1 381 348**	1 449 632
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*25 A)*	**23 714**	18 216
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	*8*	**13 018**	23 320
Amortissements	*9, 15, 16*	**656 645**	714 648
Perte de valeur d'actifs	*10*	**2 229 042**	1 574
Charges financières	*11*	**233 402**	273 986
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat		**(1 744 191)**	429 117
Impôts sur le résultat	*12*	**(270 301)**	87 330
Bénéfice (perte) de l'exercice		**(1 473 890)**	341 787
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		**(1 104 728)**	322 579
Participations ne donnant pas le contrôle		**(369 162)**	19 208
		(1 473 890)	341 787
Bénéfice (perte) par action			
De base	*13*	**(26,28)**	7,66
Dilué	*13*	**(26,28)**	7,60

États consolidés du résultat global

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	*Note*	**2026** **$**	2025 $
Bénéfice (perte) de l'exercice		**(1 473 890)**	341 787
Autres éléments du résultat global			
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net			
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		**6 036**	(32 281)
Impôts sur le résultat connexes		**(1 599)**	8 554
		4 437	(23 727)
Ajustements au titre de l'écart de change			
Écarts de change nets à la conversion d'un investissement net dans des établissements à l'étranger		**4 114**	43 913
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture d'un investissement net dans des établissements à l'étranger		**(2 190)**	(8 548)
Impôts sur le résultat connexes		**—**	869
		1 924	36 234
		6 361	12 507
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net			
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies			
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	*23 B)*	**2 215**	3 269
Impôts sur le résultat connexes		**(587)**	(866)
		1 628	2 403
		7 989	14 910
Résultat global de l'exercice		**(1 465 901)**	356 697
Résultat global de l'exercice attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		**(1 097 462)**	328 540
Participations ne donnant pas le contrôle		**(368 439)**	28 157
		(1 465 901)	356 697

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
	Capital social	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$	$	$
	(note 20)		*(note 21)*			
Solde au 31 août 2024	839 701	19 719	122 401	1 997 870	494 972	3 474 663
Bénéfice de l'exercice	—	—	—	322 579	19 208	341 787
Autres éléments du résultat global de l'exercice	—	—	3 558	2 403	8 949	14 910
Résultat global de l'exercice	—	—	3 558	324 982	28 157	356 697
Paiement fondé sur des actions (notes 20 D) et 25 A))	—	4 766	—	—	—	4 766
Options sur actions exercées et autres	3 902	(2 068)	—	—	—	1 834
Dividendes (note 20 C))	—	—	—	(154 718)	—	(154 718)
Cession d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	409	—	—	—	—	409
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	1 989	(2 431)	—	442	—	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	6 300	267	—	(154 276)	—	(147 709)
Solde au 31 août 2025	**846 001**	**19 986**	**125 959**	**2 168 576**	**523 129**	**3 683 651**
Perte de l'exercice	**—**	**—**	**—**	**(1 104 728)**	**(369 162)**	**(1 473 890)**
Autres éléments du résultat global de l'exercice	**—**	**—**	**5 638**	**1 628**	**723**	**7 989**
Résultat global de l'exercice	**—**	**—**	**5 638**	**(1 103 100)**	**(368 439)**	**(1 465 901)**
Paiement fondé sur des actions (notes 20 D) et 25 A))	**—**	**7 083**	**—**	**—**	**—**	**7 083**
Options sur actions exercées	**1 397**	**(182)**	**—**	**—**	**—**	**1 215**
Dividendes (note 20 C))	**—**	**—**	**—**	**(165 175)**	**—**	**(165 175)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(10 055)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(10 055)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**2 650**	**(2 420)**	**—**	**(230)**	**—**	**—**
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	**(6 008)**	**4 481**	**—**	**(165 405)**	**—**	**(166 932)**
Solde au 31 août 2026	**839 993**	**24 467**	**131 597**	**900 071**	**154 690**	**2 050 818**

États consolidés de la situation financière

Aux 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	*Notes*	**2026** **$**	2025 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie		**89 287**	75 152
Créances clients et autres débiteurs	*24 A)*	**159 577**	131 876
Impôts sur le résultat à recevoir		**17 431**	3 483
Charges payées d'avance et autres		**57 550**	46 952
Instruments financiers dérivés		**7 992**	2 947
		331 837	260 410
Actifs non courants			
Autres actifs	*14*	**200 513**	153 451
Immobilisations corporelles	*15*	**3 112 771**	3 282 411
Immobilisations incorporelles	*16 A)*	**3 624 298**	3 808 837
Goodwill	*16 B)*	**246 054**	2 166 652
Instruments financiers dérivés		**7 080**	17 635
Actifs d'impôts différés	*12*	**1 814**	2 999
		7 524 367	9 692 395
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**—**	1 379
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**392 297**	380 616
Provisions	*17*	**29 595**	40 915
Passifs d'impôts sur le résultat		**11 246**	30 089
Passifs sur contrat et autres passifs	*18*	**59 645**	58 627
Instruments financiers dérivés		**2 050**	1 961
Tranche courante de la dette à long terme	*19*	**65 827**	43 632
		560 660	557 219
Passifs non courants			
Dette à long terme	*19*	**4 290 783**	4 510 769
Instruments financiers dérivés		**—**	12 049
Passifs sur contrat et autres passifs	*18*	**10 994**	17 682
Avantages du personnel		**9 804**	9 572
Passifs d'impôts différés	*12*	**601 308**	901 453
		5 473 549	6 008 744
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*20 B)*	**839 993**	846 001
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**24 467**	19 986
Cumul des autres éléments du résultat global	*21*	**131 597**	125 959
Bénéfices non distribués		**900 071**	2 168 576
		1 896 128	3 160 522
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**154 690**	523 129
		2 050 818	3 683 651
		7 524 367	9 692 395

Engagements, éventualités et garanties (note 26) et événement postérieur à la date de clôture (note 19 A))

Au nom du conseil d'administration,

(signé) Louis Audet
Administrateur

(signé) Michael Hanley
Administrateur

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	*Notes*	**2026** **$**	2025 $
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice (perte) de l'exercice		**(1 473 890)**	341 787
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Amortissements	*9, 15, 16*	**656 645**	714 648
Perte de valeur d'actifs	*10*	**2 229 042**	1 574
Charges financières	*11*	**233 402**	273 986
Impôts sur le résultat	*12*	**(270 301)**	87 330
Paiement fondé sur des actions		**7 315**	5 931
Perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	*15*	**3 000**	(18 119)
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**146**	594
		1 385 359	1 407 731
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*22 A)*	**(47 208)**	6 328
Intérêts payés		**(252 732)**	(268 899)
Impôts sur le résultat payés		**(64 214)**	(7 151)
		1 021 205	1 138 009
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	*15, 22 B)*	**(563 693)**	(596 172)
Acquisition de licences de spectre	*16 A)*	**(11 525)**	(12 379)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		**—**	1 089
Subventions reçues d'avance		**746**	757
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	*15*	**6 940**	23 338
Autres		**(9 362)**	—
		(576 894)	(583 367)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Diminution de l'endettement bancaire		**(1 379)**	(13 005)
Diminution nette des facilités de crédit rotatif		**(55 317)**	(129 807)
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction		**213 081**	324 962
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit		**(396 383)**	(555 488)
Paiement au règlement de contrats à terme	*11*	**—**	(14 940)
Remboursement des obligations locatives		**(15 484)**	(12 902)
Augmentation des coûts de transaction différés		**(372)**	(365)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*20 B)*	**1 215**	3 302
Cession (acquisition) d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*20 B)*	**(10 055)**	409
Dividendes versés	*20 C)*	**(165 175)**	(154 718)
		(429 869)	(552 552)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère		**(307)**	(3 273)
Variation nette de la trésorerie		**14 135**	(1 183)
Trésorerie au début		**75 152**	76 335
Trésorerie à la fin		**89 287**	75 152

Notes annexes

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025

1. Nature des activités

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de télécommunications qui exerce ses activités par l'intermédiaire de ses unités d'affaires Cogeco Connexion et Breezeline. Cogeco Communications fournit des services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire aux clientèles résidentielle et d'affaires au Canada et aux États-Unis.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 28,4 % des actions de participation de la Société au 31 août 2026, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés audités ont été préparés conformément aux Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2026. L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Cogeco Communications. Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de Cogeco Communications lors de la réunion tenue le 28 octobre 2026.

A) Méthode de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et des entités qu'elle contrôle.

Principales filiales en exploitation	Emplacement	Pourcentage de participation %	Droits de vote %
Cogeco Connexion	Canada	100	100
Breezeline	États-Unis	79	79

La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« La Caisse ») dans la filiale américaine de Cogeco Communications.

B) Information sectorielle

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis. Les secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis fournissent, principalement à des abonnés résidentiels, une vaste gamme de services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire.

- Les activités du secteur des télécommunications au Canada sont exercées par Cogeco Connexion sous les marques Cogeco et oxio au Canada.
- Les activités du secteur des télécommunications aux États-Unis sont exercées par Breezeline sous les marques Breezeline et welo aux États-Unis.

C) Écart de change

Les taux de change utilisés pour convertir les résultats de Breezeline, l'établissement à l'étranger de la Société, s'établissent comme suit :

	Taux de clôture au 31 août		Taux moyens pour les exercices	
	2026	2025	**2026**	2025
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3866**	1,3742	**1,3865**	1,3962

3. Méthodes, estimations, hypothèses et jugements comptables significatifs

Le texte qui suit présente les méthodes, estimations, hypothèses et jugements comptables significatifs que la Société a adoptés et appliqués, ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Les estimations sont fondées sur des données historiques, les conditions actuelles et plusieurs autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Des changements dans les faits et les circonstances pourraient nécessiter la révision des estimations précédentes et les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

A) Comptabilisation des produits

Les produits de la Société proviennent principalement de la prestation de services de télécommunications. Les produits et les services peuvent être vendus séparément ou regroupés en forfaits. Pour les forfaits, la Société comptabilise séparément les produits et les services individuels s'ils comportent une obligation de prestation distincte, et elle applique la méthode de comptabilisation adéquate à chaque élément. Le total des produits tirés des forfaits est réparti entre les obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique.

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie reçue ou à recevoir d'un client, déduction faite des retours, des activités de promotion et des escomptes. La Société comptabilise les produits provenant de la vente de produits ou de la prestation de services lorsque le contrôle est transféré au client.

Le recours à des estimations et jugements significatifs a été nécessaire pour :

- identifier les obligations de prestation contenues dans un contrat et le calendrier de l'exécution des obligations de prestation;
- déterminer le prix de transaction d'un contrat en estimant les produits prévus liés à l'exécution des obligations de prestation;
- déterminer le prix de vente spécifique lié aux obligations de prestation ainsi que la répartition du prix de transaction entre les diverses obligations de prestation;
- déterminer si la Société ou ses sous-traitants agissent pour leur propre compte ou comme mandataires, ce qui a une incidence sur les produits comptabilisés (le montant facturé aux clients ou le montant net conservé); et
- déterminer les coûts marginaux d'obtention et de satisfaction d'un contrat.

Les principales sources des produits de la Société sont comptabilisées de la façon suivante :

Résidentiels	• les produits provenant des abonnements mensuels (déduction faite des escomptes, des rabais, des remboursements et des crédits) aux services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire et de la location de matériel sont comptabilisés sur une base mensuelle, à mesure que les services sont fournis; et • les produits tirés des services de transmission de données, d'interurbains et d'autres services payables à l'utilisation sont comptabilisés sur une base mensuelle, à mesure que les services sont fournis.
Commerciaux	• les produits provenant des abonnements mensuels (déduction faite des escomptes, des rabais, des remboursements et des crédits) aux services Internet, de vidéo et de téléphonie filaire et de la location de matériel sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée de l'entente contractuelle.
Autres	• essentiellement les produits en provenance des fournisseurs Internet fondés sur les services de gros, les recettes publicitaires et les produits tirés de la revente de services de diffusion télévisuelle en continu sur Internet comptabilisés au net, qui sont tous comptabilisés au moment où les services sont fournis.

Passifs sur contrat

La Société estime que les frais d'installation et de mise en service ne sont pas considérés comme des obligations de prestations distinctes, car un client ne peut en tirer parti isolément.

Par conséquent, dans le cas des abonnés aux services résidentiels, ces frais sont différés et amortis dans les produits sur la période au cours de laquelle les frais demeurent significatifs pour le client, ce qui correspond à une période estimée à environ six mois. L'estimation doit tenir compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont les frais d'installation moyens, les produits moyens par abonné et le comportement des abonnés, entre autres. Dans le cas des clients de services commerciaux, ils sont différés et amortis dans les produits au fur et à mesure que les produits des services connexes sont gagnés, selon la durée moyenne prévue des accords commerciaux.

Les produits non gagnés, tels que les paiements pour les services et produits reçus d'avance, sont comptabilisés comme des passifs sur contrat dans l'état consolidé de la situation financière jusqu'à ce que le service soit fourni ou que le produit soit livré au client.

Coûts des contrats

Les coûts des contrats sont comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière en tant qu'autres actifs, et se composent des frais initiaux versés aux immeubles à logements multiples et des coûts marginaux d'obtention d'un contrat. Les frais initiaux que la Société verse aux immeubles à logements multiples, par exemple aux syndicats des copropriétaires, dans le but d'avoir accès aux résidents de ces immeubles pour leur offrir des services, sont comptabilisés sur la durée du contrat en tant que diminution des produits. Les coûts engagés pour l'obtention d'un contrat (comme les commissions de vente) sont comptabilisés au titre des charges d'exploitation sur la durée pendant laquelle un client devrait continuer d'être un client de la Société, sans dépasser quatre ans pour les clients commerciaux et la clientèle résidentielle autre que de gros ou huit ans pour la clientèle résidentielle de gros.

B) Regroupements d'entreprises

La répartition du prix d'achat requiert l'exercice d'un jugement important pour identifier les actifs acquis et les passifs repris, ainsi que pour estimer leur juste valeur. La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cas d'un regroupement d'entreprises est estimée selon les renseignements disponibles à la date d'acquisition et nécessite une part de jugement considérable pour déterminer la juste valeur attribuée aux actifs identifiables acquis et aux passifs repris à l'acquisition.

En outre, la détermination de la juste valeur implique l'utilisation d'analyses de flux de trésorerie actualisés, et de la croissance future estimative des produits et des marges. Les hypothèses clés comprennent les taux d'actualisation et les taux de croissance des produits propres aux actifs acquis et aux passifs repris. La Société effectue un examen approfondi de toutes les sources d'information internes et externes disponibles en fonction des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition. Pour certaines acquisitions, la Société fait également appel à des experts en évaluation indépendants afin de l'aider à déterminer la juste valeur de certains actifs acquis, passifs repris et incidences connexes sur l'impôt différé.

Pour déterminer la juste valeur, la Société utilise généralement les méthodes suivantes :

	Méthode d'évaluation et jugements appliqués
Immobilisations corporelles	**Approche par les coûts – Méthode du coût de remplacement :** utilisée pour les installations liées à la câblodistribution et le matériel auxiliaire connexe (incluant la fibre optique et le câblage coaxial, les câbles pour services aux abonnés, l'équipement chez l'abonné, le matériel roulant, etc.). Selon cette approche, les actifs sont évalués en estimant les coûts d'acquisition ou de construction d'actifs comparables et ajustés en fonction de l'âge et de l'état de l'actif. Des jugements importants sont requis pour estimer le coût de remplacement, la détérioration physique et l'obsolescence fonctionnelle ou économique. **Approche par le marché – Technique de la parité :** utilisée pour l'évaluation de biens immobiliers et de certaines autres immobilisations corporelles. Selon cette approche, les actifs sont évalués en fonction d'une analyse des prix payés pour des actifs comparables dans le cadre de transactions réelles sur le marché. Cette approche consiste à recueillir des données sur des actifs récemment vendus qui sont semblables à l'élément visé, à analyser les caractéristiques de la valeur de ces actifs comparables, à comparer ces caractéristiques à celles de l'élément visé et à effectuer les ajustements appropriés pour tenir compte des différences.
Immobilisations incorporelles	**Approche par le résultat – Méthode Greenfield :** utilisée pour l'évaluation des droits de franchise. Selon cette méthode, un actif est évalué en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie hypothétiques, tout en supposant qu'il s'agit du seul actif dont dispose la Société. Les investissements requis pour établir une entreprise normalisée sont pris en considération, y compris les dépenses d'investissement et les pertes d'exploitation. L'estimation de la période d'expansion et des dépenses d'investissement connexes requises exige une importante part de jugement. **Approche par le résultat – Méthode des bénéfices excédentaires multipériodes :** utilisée dans l'évaluation des relations-clients. Selon cette méthode, les actifs sont évalués en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie supplémentaires après impôt attribuables à l'actif après déduction des charges relatives aux actifs contributifs. Plusieurs facteurs sont pris en compte pour déterminer la juste valeur des relations-clients, y compris les relations des clients avec la société acquise et ses employés, la segmentation de la clientèle, les taux d'attrition historiques des clients et la croissance des produits. L'estimation de l'incidence des charges relatives aux actifs contributifs exige également une importante part de jugement.

Les coûts de transaction liés aux regroupements d'entreprises réalisés ou potentiels et les frais d'intégration des entreprises nouvellement acquises après la date d'acquisition sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés, dans le poste Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais.

C) Immobilisations corporelles – Actifs détenus

Les immobilisations corporelles, qui sont principalement constituées de réseaux et d'infrastructures, sont comptabilisées au coût, déduction faite de toutes les subventions publiques connexes reçues ou à recevoir, moins le cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la construction de l'actif, y compris le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe, jusqu'au moment où il se trouve dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction.

D) Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût moins le cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, le cas échéant.

- Les relations-clients et les noms commerciaux sont acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont comptabilisées au coût moins le cumul des pertes de valeur.

- Les licences de distribution comprennent les licences des autorités réglementaires de radiodiffusion et les exemptions de permis au Canada permettant d'accéder aux foyers et aux clients d'un secteur donné.
- Les droits de franchise sont des ententes conclues avec les États et avec les autorités locales aux États-Unis, qui autorisent l'accès aux foyers et aux entreprises d'une zone déterminée et qui permettent d'installer le long de la voie publique les infrastructures nécessaires pour assurer une connexion avec des emplacements commerciaux et résidentiels, afin de fournir des services Internet, de vidéo et de téléphonie filaire.
- Les licences de spectre sont émises par les autorités réglementaires de radiodiffusion et permettent l'utilisation de fréquences de radiocommunication définies dans une zone géographique déterminée.

La Société considère que les licences de distribution, les droits de franchise et les licences de spectre ont une durée d'utilité indéterminée, car elle juge que leur renouvellement est probable, elle compte les renouveler et elle a la capacité financière et opérationnelle de le faire, et il n'y a aucun facteur concurrentiel, légal et réglementaire réel qui limite leur durée d'utilité.

Dans le but d'établir si les événements et circonstances continuent de confirmer l'évaluation de la durée d'utilité indéterminée, les estimations et jugements importants suivants ont été nécessaires pour :

- déterminer si le renouvellement des licences de distribution, des droits de franchise et des licences de spectre est probable; et
- évaluer si la Société a la capacité financière et opérationnelle de les renouveler.

E) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût moins le cumul des pertes de valeur, n'est pas amorti et découle d'acquisitions d'entreprises. Il est surtout attribuable aux flux de trésorerie futurs prévus dans les services de télécommunications résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Une partie des montants affectés au goodwill pourrait être déductible aux fins de l'impôt.

F) Amortissements

L'amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est comptabilisé de manière linéaire sur la durée d'utilité prévue, à partir de la date où l'actif est prêt pour son utilisation prévue, à l'exception des améliorations locatives, qui sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité prévue. Les terrains et les actifs en cours de construction sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis.

	Durée d'utilité estimée
Immobilisations corporelles	
Bâtiments et améliorations locatives	10 à 40 ans
Réseaux et infrastructures[1]	3 à 20 ans
Équipement chez l'abonné	2 à 5 ans
Véhicules et équipements[2]	3 à 10 ans
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée	
Relations-clients	Jusqu'à 8 ans
Nom commercial	20 ans

(1) Comprend les tours de câblodistribution, les têtes de ligne, les émetteurs, les réseaux de fibre et câble coaxial, les câbles pour services aux abonnés et les équipements de réseaux.

(2) Comprend les véhicules, l'équipement de programmation, le matériel informatique et les logiciels ainsi que les autres équipements.

G) Dépréciation des actifs à long terme

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de la Société qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises connexe. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée qui ne génèrent pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des autres actifs ou groupes d'actifs sont allouées et testées pour dépréciation dans le cadre de l'UGT à laquelle elles appartiennent.

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Le cas échéant, la valeur recouvrable des actifs ou de l'UGT à laquelle elle appartient est estimée afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur, s'il y a lieu. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, au quatrième trimestre. Les pertes de valeur comptabilisées antérieurement, autres que celles attribuables au goodwill, sont examinées aux fins d'une reprise possible à chaque date de clôture. Si la valeur recouvrable de l'actif a augmenté, la totalité ou une partie de la perte de valeur comptabilisée antérieurement fait l'objet d'une reprise.

Les pertes de valeur potentielles sont identifiées en comparant la valeur comptable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité.

Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôts qui reflète l'appréciation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Hormis dans certaines situations où une période de projection plus longue s'avère justifiée, les flux de trésorerie sont projetés à partir de projections financières internes sur cinq ans fondées sur l'expérience passée, les résultats d'exploitation réels et des plans d'affaires établis en fonction de la dynamique concurrentielle et des tendances économiques actuelles. Ces projections reflètent les attentes de la direction en matière de produits et de dépenses d'investissement nettes pour chaque UGT en fonction de l'expérience passée et des tendances prévues pour l'UGT. Les flux de trésorerie au-delà de cette période sont extrapolés selon un taux de croissance final estimatif déterminé d'après les taux de croissance prévus pour les marchés spécifiques dans lesquels les UGT exercent leurs activités et ne sont pas considérés comme excédant les taux de croissance moyens à long terme pour ces marchés.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie, la Société utilise une approche fondée sur les multiples de marché prenant en compte les transactions récentes sur le marché, le cas échéant, et les comparables boursiers. Cette approche consiste à appliquer à la mesure financière de base représentant le BAIIA ajusté de l'UGT les multiples de valorisation observables d'un groupe de sociétés ouvertes comparables. Ces multiples tiennent compte des différences d'envergure opérationnelle, de taille, de profil de croissance et de liquidité, et intègrent une prime de contrôle afin de refléter le prix que paierait un intervenant du marché pour acquérir une participation donnant le contrôle.

Le recours à des estimations et jugements significatifs a été nécessaire pour :

- déterminer l'existence d'indicateurs de dépréciation;
- identifier l'actif, le groupe d'actifs, l'UGT ou le groupe d'UGT approprié;
- déterminer le taux d'actualisation approprié pour évaluer la valeur recouvrable;
- formuler des hypothèses à l'égard des prévisions de flux de trésorerie, des conditions du marché et des taux de croissance finaux sur la durée de vie à long terme des actifs ou des UGT; et
- formuler des hypothèses sur les multiples du marché, les coûts de sortie et la prime de contrôle appliquée à la portion de la valeur d'entreprise attribuable aux capitaux propres.

H) Impôts sur le résultat

La charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés sont comptabilisées en résultat net, sauf lorsque la charge concerne des éléments qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres. La Société est assujettie aux lois fiscales au Canada et aux États-Unis.

- La charge d'impôts exigibles correspond aux impôts que la Société s'attend à payer ou à recevoir en fonction de son bénéfice imposable ou de sa perte fiscale pour l'exercice. Le passif d'impôts exigibles de la Société est calculé au moyen des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière, y compris les ajustements à l'impôt exigible ou à recevoir pour les exercices antérieurs.
- Les actifs et les passifs d'impôts différés découlent des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs comptabilisés dans les états de la situation financière et la base fiscale correspondante. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont calculés à partir des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés qui s'appliqueront pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes non utilisées, des crédits d'impôts et des différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable futur auquel l'actif pourra être imputé.

Les lois fiscales étant complexes, elles peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part de la Société et des diverses autorités fiscales. Les impôts exigibles et les impôts différés représentent l'interprétation que fait la Société des lois fiscales et son estimation des conséquences fiscales actuelles et futures des transactions et des événements survenus au cours de l'exercice.

Le recours à des estimations et jugements significatifs a été nécessaire pour :

- interpréter les règles et règlements fiscaux;
- estimer la nature et le moment des différences permanentes et temporaires futures, le moment attendu des résorptions de ces différences temporaires et les taux d'imposition futurs qui s'appliqueront à ces différences; et
- déterminer si la Société peut recouvrer un actif d'impôts différés en se fondant sur l'évaluation par la direction des lois fiscales existantes, sur l'estimation de la rentabilité future et sur les stratégies de planification fiscale.

I) Instruments financiers autres que les dérivés

Les instruments financiers de la Société sont classés et évalués comme suit :

- la trésorerie et les créances clients et autres débiteurs sont classés et évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif duquel est déduite toute perte de valeur; et
- l'endettement bancaire, les dettes fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme excluant les obligations locatives et les autres passifs, sont classés et évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres d'emprunt et de créance sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction et des escomptes et primes d'émission, qui sont par la suite amortis en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction engagés relativement aux facilités de crédit rotatif sont classés comme autres actifs et sont amortis de façon linéaire sur la durée des financements en cause.

J) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise divers instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Lorsque la Société détermine que la comptabilité de couverture est appropriée et que les critères à cet effet sont respectés, une relation de couverture est désignée, documentée depuis son origine et classée selon le type de relation de couverture. La Société évalue l'efficacité de ses relations de couverture à leur origine et sur une base continue. Tout instrument dérivé qui ne répond pas aux conditions requises pour la comptabilité de couverture est évalué à la juste valeur à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société utilise généralement les types d'instruments financiers dérivés suivants :

- La Société utilise des swaps de taux d'intérêt comme instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt de ses dettes à long terme à taux variable. Ces instruments sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie.
- La Société utilise des conventions de swap sur actions, qui ne sont pas désignées comme des relations de couverture, afin de gérer l'exposition des flux de trésorerie liée au paiement d'unités d'actions différées ainsi que d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie qui sont utilisées à des fins de rémunération.
- La Société a désigné une tranche de sa dette libellée en dollars américains comme élément de couverture au titre d'une couverture d'investissement net dans sa filiale américaine. La Société a appliqué la comptabilité de couverture aux écarts de change entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et celle de la Société.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global et présentée dans la réserve de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global est transféré au résultat net au cours de la même période que celle où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net et au même poste que l'élément couvert. La partie inefficace de la variation de la juste valeur de l'instrument financier dérivé est comptabilisée immédiatement en résultat net.

La Société a établi un ratio de couverture de 1:1 pour toutes ses relations de couverture, car les risques sous-jacents liés aux dérivés de couverture sont identiques aux risques liés aux éléments couverts.

Si l'instrument de couverture ne répond plus aux critères de comptabilité de couverture, qu'il arrive à échéance, qu'il est vendu, résilié ou exercé ou que la désignation de couverture est révoquée, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée de façon prospective. Le montant cumulatif du profit ou de la perte comptabilisé précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat global est présenté dans la réserve de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres et y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur le résultat net. Si un élément couvert prévu n'est plus susceptible de se produire, le solde du cumul des autres éléments du résultat global est immédiatement comptabilisé en résultat net.

Couvertures d'investissement net

Les écarts de change découlant de la conversion de dettes à long terme désignées comme couvertures d'un investissement net dans des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace, et sont présentés dans les capitaux propres à titre d'ajustements de l'écart de change. La Société a établi un ratio de couverture de 1:1 pour les relations de couverture, car le risque sous-jacent lié aux instruments de couverture est identique aux risques liés aux éléments couverts. Une inefficacité de la couverture se produit lorsque le montant des investissements nets dans la filiale étrangère est inférieur au montant des instruments de couvertures connexes. Si la couverture est inefficace, les écarts seront comptabilisés en résultat net. La comptabilité de couverture cesse prospectivement d'être appliquée lorsque la relation de couverture cesse de satisfaire aux critères d'applicabilité, y compris lorsque l'instrument de couverture est réglé, arrive à échéance ou est résilié. À la cessation de la comptabilité de couverture, le cumul des profits et des pertes de change qui a été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global demeure dans les écarts de conversion des monnaies étrangères, dans les capitaux propres, et il est reclassé en résultat net seulement à la cession totale ou partielle de l'établissement à l'étranger sous-jacent.

K) Éventualités

Les passifs éventuels sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain et ne sont pas comptabilisés avant que la Société ait une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il soit probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable puisse être faite du montant de cette obligation. La Société fournit de l'information sur ses passifs éventuels sauf si la probabilité d'une sortie de ressources dans le cadre d'un règlement est faible.

Un jugement important est requis pour déterminer s'il est probable qu'une perte survienne (auquel cas une provision serait comptabilisée) et que celle-ci découle des réclamations, des décisions réglementaires ou des procédures judiciaires, et pour estimer les sorties de ressources économiques. De telles éventualités sont estimées en fonction de l'information dont dispose la Société.

L) Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

Les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais comprennent notamment les coûts suivants, le cas échéant, lorsqu'ils sont engagés :

- les coûts de transaction liés aux regroupements d'entreprises réalisés ou potentiels;
- les frais d'intégration des entreprises nouvellement acquises après la date d'acquisition;
- les frais de restructuration et les autres coûts liés aux indemnités de départ, s'ils sont importants;
- les coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords;
- les profits ou les pertes sur la cession d'actifs secondaires, s'ils sont importants; et
- les coûts liés aux litiges et aux décisions réglementaires, s'ils sont importants.

La liste ci-dessus peut être ajustée, de temps à autre, lorsqu'il est jugé approprié de mettre en évidence d'autres éléments sous cette rubrique afin d'aider les utilisateurs à comprendre la performance financière de la Société.

4. Développements en matière de méthodes comptables

Futures modifications de normes comptables

La nouvelle norme comptable et les modifications suivantes apportées aux normes de comptabilité ont été publiées par l'IASB et n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés.

Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers – modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*	En mai 2024, l'IASB a publié le document Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui a modifié IFRS 9 et IFRS 7 afin d'apporter des précisions sur les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et afin d'introduire un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société estime que ces modifications ne devraient pas avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.
IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*	En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. IFRS 18 introduit trois nouveaux types de prescriptions visant à améliorer la présentation des informations fournies par les entreprises en matière de performance financière afin que les investisseurs disposent d'une meilleure base d'analyse et de comparaison des entreprises : • amélioration de la comparabilité de l'état du résultat net en introduisant trois catégories distinctes de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et en imposant à toutes les entreprises de présenter deux nouveaux sous-totaux, soit le résultat d'exploitation et le résultat net avant financement et impôts sur le résultat; • amélioration de la transparence des indicateurs de performance définis par la direction en exigeant des entreprises de fournir des explications sur ces indicateurs qui leur sont propres et qui sont liés à l'état du résultat net; et • indications plus pertinentes sur la manière dont les entreprises regroupent les informations dans les états financiers et sur la question de savoir si les informations sont à fournir dans les états financiers de base ou si elles doivent être ventilées dans les notes annexes. L'IASB a également apporté des modifications corrélatives à d'autres normes de comptabilité, notamment IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, IAS 33 *Résultat par action* et IAS 34 *Information financière intermédiaire*. IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces normes de comptabilité nouvelles et modifiées sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir. À la suite d'une évaluation de haut niveau, la Société s'attend actuellement à ce que les incidences les plus importantes sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir soient les suivantes : • **États consolidés du résultat net :** Même s'il n'y aura aucune incidence sur le résultat net présenté par la Société pour la période ou pour l'exercice, la présentation des états consolidés du résultat net de la Société sera modifiée, notamment par la présentation des deux sous-totaux nouvellement définis et par le classement des produits et des charges dans les catégories définies par IFRS 18. Certains postes pourraient également être modifiés en raison de l'application de la nouvelle notion de « résumé structuré et utile » et des principes de regroupement et de ventilation améliorés. • **Tableaux consolidés des flux de trésorerie :** Le sous-total du résultat d'exploitation sera le nouveau point de départ et remplacera à ce titre le résultat net pour la période ou l'exercice, tandis que les intérêts payés seront présentés sous les flux de trésorerie liés aux activités de financement au lieu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. • **Notes annexes :** Certaines mesures financières et informations connexes, qui sont actuellement présentées à titre de « mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » dans le rapport de gestion de la Société, devraient être considérées comme des « mesures de la performance définies par la direction » en vertu d'IFRS 18 (p. ex., le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société). Par conséquent, les informations à fournir relativement à ces mesures de la performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés.

5. Produits

	Secteur des télécommunications au Canada		Secteur des télécommunications aux États-Unis		Données consolidées	
Exercices clos les 31 août	**2026**	2025	**2026**	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$	**$**	$
Services résidentiels[1]	**1 236 462**	1 234 812	**1 120 835**	1 229 222	**2 357 297**	2 464 034
Services commerciaux	**196 012**	193 708	**165 034**	176 296	**361 046**	370 004
Autres[2]	**69 654**	66 788	**4 981**	9 667	**74 635**	76 455
	1 502 128	1 495 308	**1 290 850**	1 415 185	**2 792 978**	2 910 493

(1) Comprennent les produits des abonnés résidentiels des services Internet, vidéo, téléphonie filaire et sans-fil, ainsi que des abonnés résidentiels de gros.

(2) Comprend essentiellement les produits en provenance des fournisseurs Internet fondés sur les services de gros, les recettes publicitaires et les produits tirés de la revente de services de diffusion télévisuelle en continu sur Internet comptabilisés au net.

6. Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives à chaque secteur à présenter. Le BAIIA ajusté, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation, est utilisé pour évaluer la performance de chaque secteur, car la direction est d'avis que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer leurs résultats et prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Exercice clos le 31 août 2026	**Secteur des télécommunications au Canada**	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**
Produits	**1 502 128**	**1 290 850**	**—**	**2 792 978**
Charges d'exploitation	**700 123**	**652 860**	**28 365**	**1 381 348**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**23 714**	**23 714**
BAIIA ajusté	**802 005**	**637 990**	**(52 079)**	**1 387 916**
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				**13 018**
Amortissements				**656 645**
Perte de valeur d'actifs				**2 229 042**
Charges financières				**233 402**
Perte avant impôts sur le résultat				**(1 744 191)**
Impôts sur le résultat				**(270 301)**
Perte de l'exercice				**(1 473 890)**
Dépenses d'investissement nettes[1]	**339 715**	**221 569**	**—**	**561 284**

Exercice clos le 31 août 2025	Secteur des télécommunications au Canada *Données retraitées*[2]	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations *Données retraitées*[2]	Données consolidées
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$
Produits	1 495 308	1 415 185	—	2 910 493
Charges d'exploitation	715 494	711 775	22 363	1 449 632
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	18 216	18 216
BAIIA ajusté	779 814	703 410	(40 579)	1 442 645
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				23 320
Amortissements				714 648
Perte de valeur d'actifs				1 574
Charges financières				273 986
Bénéfice avant impôts sur le résultat				429 117
Impôts sur le résultat				87 330
Bénéfice de l'exercice				341 787
Dépenses d'investissement nettes[1]	310 233	278 036	7	588 276

(1) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend les subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles. Se reporter à la note 22 B) pour un rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

(2) À la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens dans la majorité de sa zone de couverture au Québec et en Ontario au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter de manière à inclure les activités sans fil canadiennes dans son secteur des télécommunications au Canada. Les activités de Cogeco Mobile ont été incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 10,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Les tableaux suivants présentent certaines données par secteur opérationnel et par marché géographique aux 31 août 2026 et 2025.

Données sectorielles

				Au 31 août 2026
	Secteur des télécommunications au Canada	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Total**
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	**1 644 920**	**1 462 669**	**5 182**	**3 112 771**
Immobilisations incorporelles	**1 608 930**	**2 015 368**	**—**	**3 624 298**
Goodwill	**246 054**	**—**	**—**	**246 054**

				Au 31 août 2025
	Secteur des télécommunications au Canada *Données retraitées*[1]	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations *Données retraitées*[1]	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$
Immobilisations corporelles	1 611 086	1 664 920	6 405	3 282 411
Immobilisations incorporelles	1 607 043	2 201 794	—	3 808 837
Goodwill	246 054	1 920 598	—	2 166 652

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Données géographiques

	Au 31 août 2026		
	Canada	**États-Unis**	**Total**
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	**1 650 102**	**1 462 669**	**3 112 771**
Immobilisations incorporelles	**1 608 930**	**2 015 368**	**3 624 298**
Goodwill	**246 054**	**—**	**246 054**

	Au 31 août 2025		
	Canada	États-Unis	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$
Immobilisations corporelles	1 617 491	1 664 920	3 282 411
Immobilisations incorporelles	1 607 043	2 201 794	3 808 837
Goodwill	246 054	1 920 598	2 166 652

7. Charges d'exploitation

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**413 468**	442 402
Coûts de prestations de service[1]	**708 012**	743 994
Coûts liés aux clients[2]	**115 100**	123 422
Autres achats externes[3]	**144 768**	139 814
	1 381 348	1 449 632

(1) Comprennent les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles de bureaux, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et les autres frais d'administration.

8. Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Frais d'acquisition et d'intégration	**—**	154
Frais de restructuration[1]	**9 420**	22 537
Coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords[2]	**3 598**	10 827
Profit sur transactions de cession-bail[3]	**—**	(13 844)
Autres frais[4]	**—**	3 646
	13 018	23 320

(1) Les coûts de restructuration engagés durant l'exercice 2025 se rapportaient principalement à des charges additionnelles liées aux indemnités de départ découlant de la transformation stratégique annoncée à l'exercice 2024, qui a entraîné le regroupement des équipes canadienne et américaine du secteur des télécommunications en une seule organisation nord-américaine simplifiée, ainsi qu'à d'autres initiatives d'optimisation des coûts entreprises au cours de l'exercice 2025. Les coûts de restructuration pour l'exercice 2026 se rapportent aux initiatives de transformation entreprises au cours de l'exercice.

(2) Pour l'exercice 2025, les coûts liés aux licences technologiques pour le déploiement du système canadien de technologie sans fil se chiffraient à 6,3 millions $; pour l'exercice 2026, ces coûts se chiffrent à 7,0 millions $ et sont inclus dans les charges d'exploitation du secteur des télécommunications au Canada puisque le système est maintenant en service.

(3) En relation avec la vente d'un immeuble et sa reprise à bail pour une période de deux ans, avec option de renouvellement pour une année supplémentaire, conclue au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

(4) Comprennent principalement les autres frais engagés pour la mise en œuvre de certaines initiatives au cours de l'exercice 2025.

9. Amortissements

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
		Données retraitées[1]
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Secteur des télécommunications au Canada	**325 365**	343 986
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**330 057**	369 469
Activités du siège social et éliminations	**1 223**	1 193
	656 645	714 648

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

10. Perte de valeur d'actifs

Exercice 2026

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill et des actifs à long terme de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») du secteur des télécommunications aux États-Unis, après avoir identifié des indices de dépréciation liés au contexte concurrentiel soutenu, et a révisé les projections relatives au bénéfice et aux flux de trésorerie de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis (qui correspond au secteur opérationnel des télécommunications aux États-Unis). La Société a donc comptabilisé une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $ (1,8 milliard $, déduction faite des impôts différés), dans son secteur des télécommunications aux États-Unis, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026. De cette charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 2,2 milliards $, une tranche de 1,9 milliard $ a été affectée au goodwill, une tranche de 174,9 millions $ a été affectée à des droits de franchise à durée indéterminée et une tranche de 127,6 millions $ a été affectée aux immobilisations corporelles, puisque la Société a déterminé que la valeur recouvrable, calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, était inférieure à la valeur comptable de l'UGT.

Charge pour perte de valeur – goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

	Exercice clos le 31 août 2026	
	$	**$**
Perte de valeur du goodwill	1 397 611 $ US	**1 917 941**
Perte de valeur des immobilisations incorporelles – droits de franchise à durée indéterminée	127 422 $ US	**174 861**
Perte de valeur des immobilisations corporelles	93 000 $ US	**127 624**
Perte de valeur d'actifs	1 618 033 $ US	**2 220 426**
Impôts sur le résultat	(276 489) $ US	**(379 425)**
Perte de valeur d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat	1 341 544 $ US	**1 841 001**

La valeur recouvrable de l'UGT, qui correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'UGT et sa valeur d'utilité, a été estimée à 3,3 milliards $ (2,4 milliards $ US). La Société a estimé la valeur recouvrable de l'UGT au moyen de modèles d'évaluation fondés sur le marché (juste valeur diminuée des coûts de sortie) et sur les flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité). Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie a généré un résultat plus élevé qui a servi de base principale pour la valeur recouvrable.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie issue du calcul est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, car elle repose sur des données d'entrée non observables importantes.

Les comparables boursiers et les transactions récentes sur le marché, le cas échéant, ont été pris en considération pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de sortie, la Société a employé une approche fondée sur les multiples du marché, qui consiste à appliquer à la mesure financière de base représentant le BAIIA ajusté de l'UGT les multiples de valorisation observables d'un groupe de sociétés ouvertes comparables. Ces multiples tiennent compte des différences d'envergure opérationnelle, de taille, de profil de croissance et de liquidité, et intègrent une prime de contrôle afin de refléter le prix que paierait un intervenant du marché pour acquérir une participation donnant le contrôle.

La mesure financière de base de l'UGT utilisée aux fins du calcul était son BAIIA ajusté après déduction des honoraires de gestion. Les hypothèses clés utilisées aux fins du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprenaient un multiple du marché d'environ cinq fois le BAIIA ajusté et des coûts de sortie d'environ 1,5 % de la valeur d'entreprise obtenue. Les autres hypothèses comprenaient la prime de contrôle appliquée à la portion de la valeur d'entreprise attribuable aux capitaux propres.

La Société pourrait être tenue de comptabiliser des charges supplémentaires significatives sans effet sur la trésorerie liées à la perte de valeur d'actifs dans l'éventualité d'une dégradation de la conjoncture économique, d'une contraction des multiples sectoriels comparables ou d'une révision défavorable des estimations de la direction à l'égard des résultats prévus.

Autres pertes de valeur – immobilisations corporelles

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026, une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 3,4 millions $ a été comptabilisée relativement à des actifs au titre de droits d'utilisation à la suite du regroupement d'espaces de bureaux et d'autres actifs connexes qui ne sont plus utilisés, également au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis.

De plus, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 5,2 millions $ a été comptabilisée au sein du secteur des télécommunications au Canada relativement à la radiation d'actifs à la suite d'un changement de stratégie.

Exercice 2025

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, des charges pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie de 1,6 million $, se rapportant principalement à la radiation d'actifs en cours de construction, ont été comptabilisées dans le cadre d'initiatives d'optimisation des coûts.

11. Charges financières

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**263 281**	280 991
Intérêts sur les obligations locatives	**3 249**	3 172
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(7 187)**	—
Variation de la juste valeur des contrats à terme[2]	**—**	14 940
Profit net de change	**(4 499)**	(3 014)
Produits d'intérêts et autres produits	**(10 948)**	(9 872)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif[3]	**(16 060)**	(16 985)
Autres	**5 566**	4 754
	233 402	273 986

(1) Se rapporte au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours de l'exercice 2026.

(2) Se rapporte aux contrats de change à terme conclus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025 afin de couvrir en partie l'exposition de la Société au dollar américain dans le cadre du remboursement, en juin 2025, de ses billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US.

(3) Se rapportent principalement à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre et la construction de certains réseaux. Pour l'exercice clos le 31 août 2026, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour l'inscription à l'actif des coûts d'emprunt était de 4,57 % (5,05 % en 2025).

12. Impôts sur le résultat

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Exigibles	**31 524**	47 584
Différés	**(301 825)**	39 746
	(270 301)	87 330

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	**(1 744 191)**	429 117
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**(462 211)**	113 716
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**14 549**	127
Réévaluation des actifs d'impôts différés	**636**	—
Comptabilisation de pertes en capital non comptabilisées antérieurement	**(12)**	(2 257)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables[1]	**195 525**	(1 410)
Impôt minimum mondial selon le Pilier Deux[2]	**8 282**	4 350
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(31 415)**	(25 889)
Autres	**4 345**	(1 307)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**(270 301)**	87 330
Taux d'impôt effectif	**15,5 %**	20,4 %

(1) Comprend une perte de valeur du goodwill non déductible de 194,6 millions $ pour l'exercice 2026.

(2) La Société a appliqué l'exception temporaire obligatoire à la comptabilisation de l'impôt différé découlant de la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial prévu dans le modèle du Pilier Deux et comptabilise l'impôt exigible au cours de la période à laquelle il se rapporte.

Le tableau qui suit présente les impôts différés qui découlent des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, de même que les reports prospectifs de pertes fiscales.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Immobilisations corporelles	**(435 176)**	(431 823)
Immobilisations incorporelles et goodwill	**(457 539)**	(742 971)
Passifs sur contrat et autres passifs	**7 900**	9 280
Report prospectif d'intérêts	**93 938**	91 375
Reports prospectifs de pertes autres qu'en capital et d'autres crédits d'impôt, déduction faite des avantages non comptabilisés liés aux pertes fiscales	**188 582**	166 900
Autres	**2 801**	8 785
Passifs d'impôts différés nets	**(599 494)**	(898 454)
Présentation aux états financiers consolidés :		
Actifs d'impôts différés	**1 814**	2 999
Passifs d'impôts différés	**(601 308)**	(901 453)
Passifs d'impôts différés nets	**(599 494)**	(898 454)

La variation des soldes d'actifs et de passifs d'impôts différés au cours des exercices 2026 et 2025 s'établit comme suit :

Exercice clos le 31 août 2026	**Solde au début**	**Comptabilisé en résultat net**	**Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global**	**Ajustements au titre de l'écart de change**	**Solde à la fin**
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	**(431 823)**	**(796)**	**—**	**(2 557)**	**(435 176)**
Immobilisations incorporelles et goodwill	**(742 971)**	**286 210**	**—**	**(778)**	**(457 539)**
Passifs sur contrat et autres passifs	**9 280**	**(1 396)**	**—**	**16**	**7 900**
Report prospectif d'intérêts	**91 375**	**1 719**	**—**	**844**	**93 938**
Reports prospectifs de pertes autres qu'en capital et d'autres crédits d'impôt, déduction faite des avantages non comptabilisés liés aux pertes fiscales	**166 900**	**19 949**	**—**	**1 733**	**188 582**
Autres	**8 785**	**(3 861)**	**(2 186)**	**63**	**2 801**
	(898 454)	**301 825**	**(2 186)**	**(679)**	**(599 494)**

Exercice clos le 31 août 2025	Solde au début	Comptabilisé en résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Ajustements au titre de l'écart de change	Solde à la fin
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$	$
Immobilisations corporelles	(421 018)	(5 438)	—	(5 367)	(431 823)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(683 856)	(51 849)	—	(7 266)	(742 971)
Passifs sur contrat et autres passifs	9 150	101	—	29	9 280
Report prospectif d'intérêts	57 188	33 607	—	580	91 375
Reports prospectifs de pertes autres qu'en capital et d'autres crédits d'impôt, déduction faite des avantages non comptabilisés liés aux pertes fiscales	177 771	(14 542)	—	3 671	166 900
Autres	1 796	(1 625)	8 557	57	8 785
	(858 969)	(39 746)	8 557	(8 296)	(898 454)

La Société a également des différences temporaires imposables liées à ses placements dans des filiales. Aucun impôt différé n'a été comptabilisé relativement à ces différences temporaires, car la Société est en mesure de contrôler le moment de leur résorption et cette résorption n'est pas probable dans un avenir prévisible.

Au 31 août 2026, la Société et ses filiales disposent de pertes fiscales fédérales américaines cumulées pour lesquelles l'avantage fiscal a été comptabilisé dans les états financiers consolidés, à moins d'indication contraire. L'avantage représente le montant qui devrait être réalisé, en fonction de l'évaluation par la direction de la rentabilité future projetée par la Société, de la reprise des passifs d'impôts différés et des périodes de report rétrospectif et de report prospectif, entre autres.

Ces pertes viennent à échéance comme suit :

	2032	**Durée indéterminée**	**Total**
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**
États-Unis	**19 011**	**722 332**	**741 343**

La Société et ses filiales disposent de pertes en capital cumulées totalisant 1 172 millions $ au Canada qui peuvent être reportées indéfiniment et portées en diminution des gains en capital au Canada, ainsi que de 85 millions $ d'écarts de change latents temporaires pour lesquels l'avantage fiscal n'a pas été comptabilisé dans les présents états financiers consolidés.

13. Bénéfice (perte) par action

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice (de la perte) de base par action et du bénéfice (de la perte) dilué par action.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	**$**	$
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société	**(1 104 728)**	322 579
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**42 033 185**	42 090 692
Incidence des options sur actions dilutives[1]	**—**	27 883
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**—**	69 304
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**—**	263 602
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**42 033 185**	42 451 481

(1) Pour l'exercice clos le 31 août 2026, 806 295 options sur actions (711 788 en 2025) ont été exclues du calcul du bénéfice (de la perte) par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

Pour l'exercice clos le 31 août 2026, 164 582 unités de rémunération fondée sur des actions (comprenant 13 121 options sur actions, 42 885 unités d'actions incitatives et 108 576 unités d'actions liées au rendement) ont été exclues du calcul ci-dessus. Ces unités ont été considérées comme antidilutives en raison de la perte enregistrée au cours de l'exercice 2026.

14. Autres actifs

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Coûts des contrats[1]	**174 231**	140 838
Coûts de transaction	**2 262**	2 555
Actifs relatifs aux régimes de retraite[2]	**9 958**	7 944
Placements et autres	**14 062**	2 114
	200 513	153 451

(1) Comprennent principalement les coûts marginaux liés à l'obtention de contrats et les frais initiaux versés aux immeubles à logements multiples.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 23.

Coûts des contrats

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Solde au début	**140 838**	118 846
Entrées	**93 425**	68 253
Amortissement	**(60 599)**	(47 234)
Ajustements au titre de l'écart de change	**567**	973
Solde à la fin	**174 231**	140 838

15. Immobilisations corporelles

Aux 31 août	2026	2025
(en milliers de dollars canadiens)	$	$
Actifs détenus	**3 037 324**	3 209 427
Actifs au titre de droits d'utilisation	**75 447**	72 984
	3 112 771	3 282 411

A) Actifs détenus

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Réseaux et infrastructure	Équipement chez l'abonné	Véhicules et équipements	Actifs en cours de construction	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$	$	$
Coût						
Solde au 31 août 2024	203 693	6 191 387	1 033 521	485 304	224 256	8 138 161
Entrées[1]	—	—	—	—	588 276	588 276
Actifs en cours de construction mis en service	13 806	451 050	109 719	53 524	(628 099)	—
Cessions, radiations et autres	(2 788)	(167 376)	(109 424)	(31 571)	(14 356)	(325 515)
Ajustements au titre de l'écart de change	955	47 057	7 886	2 436	1 181	59 515
Solde au 31 août 2025	**215 666**	**6 522 118**	**1 041 702**	**509 693**	**171 258**	**8 460 437**
Entrées[1]	**—**	**—**	**—**	**—**	**560 659**	**560 659**
Actifs en cours de construction mis en service	**4 106**	**359 508**	**114 637**	**54 225**	**(532 476)**	**—**
Cessions, radiations et autres	**(1 933)**	**(128 626)**	**(175 409)**	**(28 394)**	**(8 058)**	**(342 420)**
Ajustements au titre de l'écart de change	**553**	**26 537**	**3 794**	**1 425**	**510**	**32 819**
Solde au 31 août 2026	**218 392**	**6 779 537**	**984 724**	**536 949**	**191 893**	**8 711 495**
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur						
Solde au 31 août 2024	100 459	3 760 050	687 956	337 759	13 211	4 899 435
Dotation à l'amortissement	7 468	387 939	190 639	56 726	—	642 772
Cessions et radiations	(1 456)	(166 423)	(107 636)	(31 070)	(14 356)	(320 941)
Perte de valeur (note 10)	—	—	—	429	1 145	1 574
Ajustements au titre de l'écart de change	416	22 605	3 718	1 431	—	28 170
Solde au 31 août 2025	**106 887**	**4 004 171**	**774 677**	**365 275**	**—**	**5 251 010**
Dotation à l'amortissement	**7 717**	**390 568**	**149 314**	**53 208**	**—**	**600 807**
Cessions et radiations	**(1 750)**	**(127 744)**	**(175 302)**	**(27 681)**	**—**	**(332 477)**
Perte de valeur (note 10)	**2 436**	**130 089**	**508**	**2 179**	**—**	**135 212**
Ajustements au titre de l'écart de change	**278**	**15 926**	**2 438**	**977**	**—**	**19 619**
Solde au 31 août 2026	**115 568**	**4 413 010**	**751 635**	**393 958**	**—**	**5 674 171**
Valeur comptable						
Au 31 août 2025	108 779	2 517 947	267 025	144 418	171 258	3 209 427
Au 31 août 2026	**102 824**	**2 366 527**	**233 089**	**142 991**	**191 893**	**3 037 324**

(1) Au cours de l'exercice 2026, la Société a reçu une aide gouvernementale de 39,2 millions $, qui a été comptabilisée en déduction du coût des immobilisations corporelles (48,8 millions $ en 2025), ce qui comprend le montant comptabilisé relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse.

Transaction de cession-bail à l'exercice 2025

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2025, la Société a conclu la vente d'un immeuble en Ontario et sa reprise à bail pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une année supplémentaire. Dans le cadre de cette transaction, la Société a comptabilisé un profit de 13,8 millions $ et un produit net de 16,5 millions $.

B) Actifs au titre de droits d'utilisation

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025	Terrains et bâtiments	Autres[1]	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$
Solde au 31 août 2024	33 086	33 582	66 668
Entrées	7 571	13 111	20 682
Modifications, cessions et radiations	(639)	(30)	(669)
Dotation à l'amortissement	(6 585)	(7 702)	(14 287)
Ajustements au titre de l'écart de change	264	326	590
Solde au 31 août 2025	**33 697**	**39 287**	**72 984**
Entrées[2]	**9 124**	**14 068**	**23 192**
Modifications, cessions et radiations	**(3 355)**	**(23)**	**(3 378)**
Dotation à l'amortissement	**(6 974)**	**(9 579)**	**(16 553)**
Perte de valeur (note 10)	**(1 028)**	**—**	**(1 028)**
Ajustements au titre de l'écart de change	**86**	**144**	**230**
Solde au 31 août 2026	**31 550**	**43 897**	**75 447**

(1) Comprend les actifs au titre de droits d'utilisation se rapportant aux réseaux et à l'infrastructure, ainsi qu'aux véhicules et aux équipements.

(2) Comprend des droits irrévocables d'usage payés de 0,6 million $ pour l'exercice 2026.

16. Immobilisations incorporelles et goodwill

A) Immobilisations incorporelles

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025	Durée d'utilité déterminée		Durée d'utilité indéterminée		
	Relations-clients	Nom commercial[1]	Licences de distribution et droits de franchise	Licences de spectre	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$	$
Coût					
Solde au 31 août 2024	443 663	7 968	3 040 837	600 617	4 093 085
Entrées[2]	—	—	—	12 379	12 379
Ajustements au titre de l'écart de change	6 895	—	38 583	—	45 478
Solde au 31 août 2025	**450 558**	**7 968**	**3 079 420**	**612 996**	**4 150 942**
Entrées[2]	**—**	**—**	**—**	**11 525**	**11 525**
Ajustements au titre de l'écart de change	**3 406**	**—**	**19 061**	**—**	**22 467**
Solde au 31 août 2026	**453 964**	**7 968**	**3 098 481**	**624 521**	**4 184 934**
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur					
Solde au 31 août 2024	265 927	615	—	14 329	280 871
Dotation à l'amortissement	57 069	520	—	—	57 589
Ajustements au titre de l'écart de change	3 645	—	—	—	3 645
Solde au 31 août 2025	**326 641**	**1 135**	**—**	**14 329**	**342 105**
Dotation à l'amortissement	**38 764**	**521**	**—**	**—**	**39 285**
Perte de valeur (note 10)	**—**	**—**	**174 861**	**—**	**174 861**
Ajustements au titre de l'écart de change	**2 562**	**—**	**1 823**	**—**	**4 385**
Solde au 31 août 2026	**367 967**	**1 656**	**176 684**	**14 329**	**560 636**
Valeur comptable					
Au 31 août 2025	123 917	6 833	3 079 420	598 667	3 808 837
Au 31 août 2026	**85 997**	**6 312**	**2 921 797**	**610 192**	**3 624 298**

(1) Comprend les marques NRBN et oxio.

(2) Comprend les coûts d'emprunt inscrits à l'actif se rapportant à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre.

B) Goodwill

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025 *(en milliers de dollars canadiens)*	$
Coût	
Solde au 31 août 2024	2 132 661
Ajustements au titre des regroupements d'entreprises[1]	(1 089)
Ajustements au titre de l'écart de change	35 080
Solde au 31 août 2025	**2 166 652**
Ajustements au titre de l'écart de change	**17 328**
Solde au 31 août 2026	**2 183 980**
Cumul des pertes de valeur	
Solde aux 31 août 2025 et 2024	**—**
Perte de valeur (note 10)	**1 917 941**
Ajustements au titre de l'écart de change	**19 985**
Solde au 31 août 2026	**1 937 926**
Valeur comptable	
Au 31 août 2025	2 166 652
Au 31 août 2026	**246 054**

(1) Liés à l'acquisition de NRBN conclue en février 2024. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025, le goodwill a été ajusté à la suite de l'achèvement de la répartition du prix d'achat de NRBN.

C) Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont affectés à chaque UGT de la Société de la façon suivante :

Aux 31 août	**2026**			2025		
Secteurs opérationnels / UGT	**Goodwill**	**Licences de distribution et droits de franchise**	**Licences de spectre**	Goodwill	Licences de distribution et droits de franchise	Licences de spectre
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	$	$	$
Secteur des télécommunications au Canada	**246 054**	**967 000**	**610 192**	246 054	967 000	598 667
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**—**	**1 954 797**	**—**	1 920 598	2 112 420	—
Total	**246 054**	**2 921 797**	**610 192**	2 166 652	3 079 420	598 667

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2026, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill et des actifs à long terme de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis après avoir identifié des indices de dépréciation. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge pour perte de valeur avant impôts sans effet sur la trésorerie au titre du goodwill et des droits de franchise à durée indéterminée, puisque la Société a déterminé que la valeur recouvrable de cette UGT, calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, était inférieure à sa valeur comptable (se reporter à la note 10). Aucune perte de valeur supplémentaire n'a été comptabilisée à la fin de l'exercice, car ni les conditions du marché ni la performance opérationnelle de l'UGT n'ont subi de changements importants au cours du quatrième trimestre.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, la Société a effectué le test de dépréciation annuel de l'UGT du secteur des télécommunications au Canada et déterminé que sa valeur recouvrable, fondée sur la valeur d'utilité, était supérieure à sa valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été enregistrée pour cette UGT pour l'exercice clos le 31 août 2026.

Les tests de dépréciation annuels de l'exercice précédent ont été effectués au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2025. La valeur recouvrable des UGT des secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis a été calculée en fonction de la valeur d'utilité et dépassait leur valeur comptable respective. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles n'a été enregistrée pour l'exercice clos le 31 août 2025.

Les calculs de la valeur d'utilité emploient les projections à l'égard des flux de trésorerie futurs tirées du dernier budget et du plan stratégique quinquennal approuvé par la haute direction, et ces projections reflètent les attentes de la direction à l'égard des produits, du BAIIA ajusté, des dépenses d'investissement et du fonds de roulement, et tiennent compte, entre autres facteurs, des statistiques sur les abonnés et d'autres données de marché, comme le contexte concurrentiel et les tendances du secteur. Le taux de croissance final utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie au-delà de la période de cinq ans reflète le taux de croissance moyen à long terme des services de télécommunications dans les marchés spécifiques dans lesquels les UGT exercent leurs activités. Le taux d'actualisation appliqué aux projections de flux de trésorerie a été établi en fonction du coût moyen pondéré du capital avant impôts, lequel est ajusté pour tenir compte des profils de risque propres à chaque UGT.

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées afin de déterminer les valeurs recouvrables, calculées en fonction de la valeur d'utilité, à l'égard des tests de dépréciation effectués pour les UGT de la Société au cours des exercices 2026 et 2025.

	2026		2025	
	Taux d'actualisation avant impôts	**Taux de croissance final**	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance final
Secteurs opérationnels / UGT	**%**	**%**	%	%
Secteur des télécommunications au Canada	**9,2**	**2,0**	9,2	2,0
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**(1)**	**(1)**	9,4	2,0

(1) Pour l'exercice 2026, la valeur recouvrable de l'UGT du secteur des télécommunications aux États-Unis était fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Pour plus de détails, se reporter à la note 10.

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements requis au taux d'actualisation avant impôts et au taux de croissance final utilisés pour effectuer les tests afin que les valeurs recouvrables soient égales à la valeur comptable de l'UGT à la date du plus récent test de dépréciation.

	Augmentation du taux d'actualisation avant impôts	**Diminution du taux de croissance final**
Secteurs opérationnels / UGT	**%**	**%**
Secteur des télécommunications au Canada	**5,1**	**9,7**
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**s.o.**	**s.o.**

17. Provisions

Exercice clos le 31 août 2026	Retenues d'impôts et droits de timbre[1]	Coûts liés à la programmation et au contenu[2]	Redevances pour la retransmission de signaux de télévision éloignés[3]	Frais de restructuration[4]	Autres[5]	Total
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Solde au début	**7 647**	**10 054**	**11 686**	**10 602**	**926**	**40 915**
Provisions comptabilisées au cours de l'exercice	**—**	**6 345**	**957**	**9 460**	**3 221**	**19 983**
Provisions utilisées au cours de l'exercice	**—**	**(2 071)**	**(5 234)**	**(17 131)**	**(2 461)**	**(26 897)**
Provisions reprises au cours de l'exercice	**—**	**(3 891)**	**—**	**(591)**	**—**	**(4 482)**
Ajustements au titre de l'écart de change	**17**	**36**	**—**	**23**	**—**	**76**
Solde à la fin	**7 664**	**10 473**	**7 409**	**2 363**	**1 686**	**29 595**

(1) Se rapporte à des passifs éventuels liés aux retenues d'impôts et aux droits de timbre relatifs aux exercices antérieurs à l'acquisition par la Société d'une ancienne filiale.

(2) Comprend les provisions pour des hausses tarifaires rétroactives ainsi que des redevances et coûts additionnels liés au contenu découlant d'audits périodiques des fournisseurs de services.

(3) Se rapporte aux redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada (se reporter à la note 26 B).

(4) Se rapporte aux coûts associés aux initiatives de transformation entreprises.

(5) Comprend les provisions au titre d'obligations contractuelles ainsi que d'autres obligations juridiques.

La Société ne comptabilise pas les obligations de démantèlement liées à ses réseaux de fibre et câble coaxial. La Société prévoit renouveler toutes ses ententes d'accès aux structures de soutènement détenues par des entreprises de services publics dans le futur; par conséquent, la valeur actualisée de l'obligation qui est obtenue n'est pas importante.

18. Passifs sur contrat et autres passifs

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Facturation anticipée	**44 158**	49 105
Frais différés liés au branchement des clients	**19 820**	17 741
Dépôts et montants payés d'avance par les clients	**—**	142
Passifs sur contrat	**63 978**	66 988
Autres passifs	**6 661**	9 321
	70 639	76 309
Passifs courants	**59 645**	58 627
Passifs non courants	**10 994**	17 682

Passifs sur contrat

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Solde au début	**66 988**	69 475
Produits différés au cours de la période antérieure et comptabilisés au cours de la période considérée	**(60 907)**	(61 772)
Entrées nettes découlant des activités	**57 500**	58 341
Ajustements au titre de l'écart de change	**397**	944
Solde à la fin	**63 978**	66 988

19. Dette à long terme

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Billets et facilités de crédit	**4 265 743**	4 470 302
Obligations locatives	**73 773**	67 005
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**17 094**	17 094
	4 356 610	4 554 401
Moins : tranche courante	**65 827**	43 632
	4 290 783	4 510 769

A) Billets et facilités de crédit

Aux 31 août	Échéance	Taux d'intérêt [1]	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		%	**$**	$
Société				
Facilité de crédit à terme rotatif				
Emprunt renouvelable – 122 millions $ US (159 millions $ US au 31 août 2025)	Juin 2031	3,61 [2]	**169 165**	218 498
Billets garantis de premier rang – série B – 150 millions $ US	—	—	**—**	206 036
Billets garantis de premier rang – série 1	Septembre 2031	2,99	**498 222**	497 900
Billets garantis de premier rang – série 2	Février 2033	5,30 [3]	**505 093**	298 457
Billets garantis de premier rang – série 3	Février 2035	4,74	**323 485**	323 343
Billets non garantis de premier rang	Février 2029	6,13	**273 054**	272 343
Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang	Novembre 2042	5,75	**8 561**	1 711
Filiales américaines				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang				
Tranche 2 – 789,0 millions $ US (868,5 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2028	5,02 [4]	**1 087 074**	1 183 349
Tranche 3 – 561,0 millions $ US (618,4 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2030	7,21 [5]	**764 666**	833 884
Crédit agricole – 463,1 millions $ US (467,9 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2028	6,94 [6]	**636 423**	634 781
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	Septembre 2028	—	**—**	—
			4 265 743	4 470 302
Moins : tranche courante			**33 972**	29 545
			4 231 771	4 440 757

(1) Taux d'intérêt au 31 août 2026, qui exclut l'incidence des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais qui inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises en cours, selon le cas.

(2) Un montant de 122 millions $ US prélevé sur la facilité de crédit à terme rotatif de la Société a été couvert jusqu'au 29 septembre 2026, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 168,9 millions $.

(3) Inclut la tranche initiale de 300 millions $ émise en février 2023 ainsi que la tranche additionnelle de 200 millions $ émise en août 2026.

(4) En date du 31 août 2026, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 600 millions $ US au titre de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR à des taux fixes allant de 1,32 % à 3,25 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 octobre 2026 et le 31 août 2028. Le taux d'intérêt inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt en cours.

(5) En date du 31 août 2026, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 550 millions $ US au titre de la tranche 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR à des taux fixes allant de 3,82 % à 4,18 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 28 février 2027 et le 28 février 2029. Le taux d'intérêt inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt en cours.

(6) Le taux d'intérêt n'inclut pas l'incidence d'un rabais de taux obtenu en vertu d'un programme de ristourne, qui est incluse au poste Produits d'intérêts et autres produits dans les charges financières.

Facilité de crédit à terme rotatif

La Société dispose d'une facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ incluant une marge de crédit d'exploitation d'un montant maximal de 30 millions $. Le 1er juin 2026, la Société a modifié la facilité en prorogeant sa date d'échéance d'une année supplémentaire, jusqu'au 1er juin 2031.

La facilité de crédit à terme rotatif est offerte en dollars canadiens et américains, et les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel et le taux des opérations de pension à un jour (« CORRA ») pour les prêts en dollars canadiens, et sur le taux de base et le taux Secured Overnight Financing Rate (« SOFR ») pour les prêts en dollars américains, plus l'écart de crédit applicable, et des commissions d'engagement sont payables sur la portion inutilisée. La facilité de crédit à terme rotatif peut être remboursée à tout moment sans pénalité et est garantie indirectement par une sûreté de premier rang sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. De plus, elle prévoit certaines affectations autorisées, y compris les obligations relatives à l'achat de biens, les obligations capitalisées existantes et l'octroi de toute sûreté par une entité avant qu'elle ne devienne une filiale, sous réserve d'un montant maximal. Les dispositions relatives à cette facilité prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société et de ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les cessions d'actifs, les privilèges autorisés, les investissements autorisés, les distributions aux actionnaires incluant le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote et le rachat d'actions, ainsi que l'atteinte et le maintien de certains ratios financiers, principalement en ce qui a trait au BAIIA ajusté.

Billets garantis de premier rang

Le 28 août 2026, Cogeco Communications a remboursé les billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US venant à échéance le 1er septembre 2026.

Le 10 août 2026, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission d'une tranche additionnelle de 200 millions $ de ses billets garantis de premier rang, série 2. La tranche additionnelle de 200 millions $ est assortie des mêmes modalités (taux d'intérêt stipulé de 5,30 % et date d'échéance le 16 février 2033) et constitue une seule série avec la tranche initiale de 300 millions $ des billets garantis de premier rang – série 2, émise le 16 février 2023. La tranche additionnelle a été émise à 103,97 % de la valeur nominale, pour un rendement de 4,57 %. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise. Les billets sont des titres de créance directs et non subordonnés garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang garanties de Cogeco Communications.

Cogeco Communications a remboursé les billets garantis de premier rang d'un montant de 215 millions $ US à leur échéance le 16 juin 2025.

Le 6 février 2025, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ et arrivant à échéance le 6 février 2035. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise. Les billets sont des titres de créance directs et non subordonnés garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang garanties de Cogeco Communications.

Cogeco Communications a remboursé les billets garantis de premier rang, série A, d'un montant de 25 millions $ US à leur échéance en septembre 2024.

Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables semestriellement. Ces billets sont rachetables au gré de Cogeco Communications en tout temps, en totalité ou en partie, contre la totalité du capital plus une prime compensatoire. Ces billets sont garantis indirectement par une charge de premier rang, fixe et flottante, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. Les dispositions relatives à ces billets prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société et de ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes. De façon générale, les plus importantes restrictions visent l'endettement autorisé, les privilèges autorisés et les cessions d'actifs.

Billets non garantis de premier rang

En février 2024, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets non garantis de premier rang d'un montant de 275 millions $ et arrivant à échéance le 27 février 2029. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise. Les billets non garantis de premier rang sont des titres de créance directs, non subordonnés et non garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang non garanties de Cogeco Communications.

Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang

Au cours de l'exercice 2026, Cogeco Communications a prélevé un montant de 12,4 millions $ (4,8 millions $ pour l'exercice 2025) sur la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang, dont une tranche de 5,8 millions $ (3,0 millions $ pour l'exercice 2025) a été comptabilisée à titre de subvention gouvernementale. La facilité de crédit, d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $, ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Le 31 août 2026, le solde disponible de la facilité se chiffrait à 21,0 millions $.

Facilités de crédit de premier rang

Les facilités de crédit de premier rang sont liées aux activités américaines de Cogeco Communications et comprennent la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang et la facilité de crédit rotatif garantie de premier rang, dont la limite de crédit est de 250 millions $ US.

Au cours de l'exercice 2026, Cogeco Communications a racheté un montant de 95,1 millions $ US du solde impayé des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. En août 2026, Cogeco Communications a conclu un accord visant le rachat d'un montant additionnel de 3,0 millions $ US sur sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, lequel a par la suite été réglé le 10 septembre 2026.

Le taux d'intérêt applicable aux facilités de crédit de premier rang est basé sur le SOFR, assorti d'un taux plancher de 39 points de base pour la tranche 2 et d'un taux plancher de 0 point de base pour le reste des facilités, plus l'écart de crédit applicable.

La facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est assujettie à un amortissement trimestriel de 0,25 %. En sus de l'amortissement trimestriel, les tranches doivent être remboursées par anticipation selon un pourcentage de remboursement anticipé des flux de trésorerie excédentaires générés au cours de l'exercice antérieur, tel qu'il est défini ci-dessous, le cas échéant.

i) 50 % si le ratio de l'endettement net garanti de premier rang / BAIIA ajusté (« ratio de levier financier ») de Breezeline est supérieur ou égal à 5,1;
ii) 25 % si le ratio de levier financier de Breezeline est supérieur ou égal à 4,6, mais inférieur à 5,1;
iii) 0 % si le ratio de levier financier de Breezeline est inférieur à 4,6.

Le ratio de levier financier de Breezeline était inférieur à 4,6 au 31 août 2026 et, par conséquent, aucun remboursement anticipé des flux de trésorerie excédentaires n'est applicable pour l'exercice 2026. Les facilités de crédit de premier rang sont sans recours contre la Société et la plupart de ses filiales canadiennes et sont garanties indirectement par une charge de premier rang, fixe et flottante, sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de Breezeline et de ses filiales. Les dispositions relatives à ces facilités prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de Breezeline et de ses filiales. De façon générale, les plus importantes restrictions visent l'endettement autorisé, les privilèges autorisés, les investissements et les distributions.

B) Obligations locatives

La Société conclut principalement des contrats de location portant sur des immeubles, des terrains, l'infrastructure de réseau et du matériel. Les contrats de location sont généralement négociés séparément et portent sur diverses périodes fixes, mais ils peuvent également comprendre des options de renouvellement ou de résiliation.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Obligations locatives	**73 773**	67 005
Moins : tranche courante	**14 761**	14 087
	59 012	52 918

Aux 31 août	**2026**	2025
Taux d'intérêt moyen pondéré des obligations locatives	**4,66 %**	4,41 %
Durée moyenne pondérée des contrats de location (en années)	**4,0**	3,9

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Charges au titre des paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	**4 136**	3 180

C) Autres informations

L'information présentée ci-dessous porte sur l'ensemble de la dette à long terme, qui comprend des billets et des facilités de crédit, des obligations locatives ainsi que le solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Capital de la dette à long terme à taux fixe[1]	**3 302 484**	3 549 920
Capital de la dette à long terme à taux variable	**1 088 445**	1 051 024
Capital de la dette à long terme	**4 390 929**	4 600 944

(1) Inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

Taux d'intérêt moyen pondéré et durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance

Aux 31 août	**2026**	2025
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme[1]	**5,5 %**	5,3 %
Durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (en années)	**3,9**	4,5

(1) Exclut l'incidence des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises, selon le cas.

20. Capital social

A) Autorisé

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 $ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) Émis et payé

Exercice clos le 31 août 2026	**Actions à droits de vote multiples**		**Actions subalternes à droit de vote**	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		**$**		**$**
Émis et en circulation, 31 août 2025	**12 000 871**	**75 217**	**30 277 651**	**783 447**
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	**—**	**—**	**19 077**	**1 215**
Paiement fondé sur des actions au titre des options sur actions exercées	**—**	**—**	**—**	**182**
Émis et en circulation, 31 août 2026	**12 000 871**	**75 217**	**30 296 728**	**784 844**
Actions détenues en fiducie, 31 août 2025[1]	**—**	**—**	**(168 700)**	**(12 663)**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**—**	**—**	**(152 265)**	**(10 055)**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**—**	**—**	**38 373**	**2 650**
Actions détenues en fiducie, 31 août 2026[1]	**—**	**—**	**(282 592)**	**(20 068)**
Émis et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, 31 août 2026	**12 000 871**	**75 217**	**30 014 136**	**764 776**

Exercice clos le 31 août 2025	Actions à droits de vote multiples		Actions subalternes à droit de vote	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		$		$
Émis et en circulation, 31 août 2024	12 000 871	75 217	30 224 750	779 545
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	—	—	52 901	3 302
Paiement fondé sur des actions au titre des options sur actions exercées	—	—	—	600
Émis et en circulation, 31 août 2025	12 000 871	75 217	30 277 651	783 447
Actions détenues en fiducie, 31 août 2024[1]	—	—	(201 267)	(15 061)
Actions subalternes à droit de vote vendues	—	—	5 926	409
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	—	—	26 641	1 989
Actions détenues en fiducie, 31 août 2025[1]	—	—	(168 700)	(12 663)
Émis et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, 31 août 2025	12 000 871	75 217	30 108 951	770 784

(1) Actions détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement.

C) Dividendes

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dividendes déclarés pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote de la Société au cours des exercices clos les 31 août 2026 et 2025.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de versement	Dividende par action (en dollars)
29 octobre 2025	**12 novembre 2025**	**26 novembre 2025**	**0,987**
14 janvier 2026	**28 janvier 2026**	**11 février 2026**	**0,987**
9 avril 2026	**23 avril 2026**	**7 mai 2026**	**0,987**
15 juillet 2026	**29 juillet 2026**	**12 août 2026**	**0,987**
			3,948
31 octobre 2024	14 novembre 2024	28 novembre 2024	0,922
13 janvier 2025	27 janvier 2025	10 février 2025	0,922
9 avril 2025	23 avril 2025	7 mai 2025	0,922
15 juillet 2025	29 juillet 2025	12 août 2025	0,922
			3,688

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**47 379**	44 259
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**117 796**	110 459
	165 175	154 718

Au cours de sa réunion du 28 octobre 2026, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende trimestriel de 1,007 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 25 novembre 2026 aux actionnaires inscrits en date du 11 novembre 2026. La Société indique par les présentes que tous les dividendes sont des dividendes déterminés, à moins d'indication contraire.

D) Régimes de paiement fondé sur des actions

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles aux fins d'émission. De plus, la Société offre un régime de droits à l'appréciation d'actions, un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Options sur actions	**201**	163
Droits à l'appréciation d'actions	**(18)**	130
Unités d'actions incitatives	**1 046**	1 213
Unités d'actions liées au rendement	**2 664**	1 795
Unités d'actions différées	**1 321**	1 813
	5 214	5 114

Régime d'achat d'actions offert aux employés

Régime d'achat d'actions offert aux employés	La Société offre un régime d'achat d'actions accessible à tous les employés, dans lequel ils peuvent verser jusqu'à 7 % de leur salaire annuel de base. La Société verse une cotisation d'un montant correspondant à 25 % de la cotisation de l'employé. Les souscriptions sont effectuées mensuellement, et les actions subalternes à droit de vote des employés sont acquises sur le marché boursier.

Régime d'options sur actions

Régime d'options sur actions	La Société offre à ses hauts dirigeants et employés désignés canadiens un régime d'options sur actions. Un nombre total de 4 432 500 actions subalternes à droit de vote est réservé aux fins du régime d'options sur actions. Le prix d'exercice minimal auquel les options sont attribuées est égal au cours des actions à la date d'attribution des options. Les droits de ces options attribuées sont acquis également sur une période de cinq ans commençant un an après le jour où ces options d'achat sont attribuées, et celles-ci peuvent être exercées sur une période de dix ans.

Les variations du nombre d'options sur actions en circulation se sont établies comme suit :

Exercices clos les 31 août	**2026**		2025	
	Nombre d'options[1]	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
(en dollars canadiens, sauf le nombre d'options)		**$**		$
En circulation au début	**1 064 464**	**78,26**	1 017 216	80,16
Attribuées	**253 563**	**64,36**	217 053	70,83
Exercées[2]	**(19 077)**	**63,67**	(52 901)	62,42
Annulées	**(219 560)**	**79,64**	(116 904)	88,19
En circulation à la fin	**1 079 390**	**75,90**	1 064 464	78,26
Pouvant être exercées à la fin	**595 442**	**83,59**	607 215	84,50

(1) Des 4 432 500 actions subalternes à droit de vote réservées aux fins d'émission, 989 123 demeuraient disponibles au 31 août 2026.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant l'exercice, le prix moyen pondéré de l'action était de 70,89 $ (70,01 $ en 2025).

Au 31 août 2026, la fourchette des prix d'exercice, le prix d'exercice moyen pondéré et la durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée des options s'établissaient comme suit :

Au 31 août 2026	**Options en circulation**			**Options pouvant être exercées**	
Fourchette des prix d'exercice	**Nombre en circulation**	**Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée**	**Prix d'exercice moyen pondéré**	**Nombre pouvant être exercé**	**Prix d'exercice moyen pondéré**
$		**(en années)**	**$**		**$**
56,14 à 63,00	**181 623**	**5,06**	**60,86**	**114 721**	**61,09**
63,01 à 69,00	**329 147**	**9,82**	**64,56**	**73 281**	**65,25**
69,01 à 84,00	**230 925**	**7,35**	**70,49**	**77 370**	**70,08**
84,01 à 100,00	**172 365**	**2,01**	**88,90**	**172 365**	**88,90**
100,01 à 114,30	**165 330**	**3,11**	**108,99**	**157 705**	**109,30**
	1 079 390	**6,22**	**75,90**	**595 442**	**83,59**

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 août 2026 était de 7,71 $ (10,15 $ en 2025) l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
	%	%
Taux de dividende attendu	**6,08**	5,15
Volatilité attendue[1]	**25,29**	25,18
Taux d'intérêt sans risque	**2,81**	3,05
Durée prévue (en années)	**6,2**	6,2

(1) La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique des actions subalternes à droit de vote de la Société pour une période équivalente à la durée prévue des options.

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Régime de droits à l'appréciation d'actions	La Société offre à ses hauts dirigeants et employés désignés aux États-Unis un régime de droits à l'appréciation d'actions. Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et sont acquis également sur une période de cinq ans commençant un an après le jour où ces droits sont attribués et peuvent être exercés sur une période de dix ans. La valeur des droits à l'appréciation d'actions est liée au rendement des actions subalternes à droit de vote de la Société. Au moment de l'acquisition des droits, les droits à l'appréciation d'actions donnent à un participant le droit de recevoir un paiement en trésorerie fondé sur l'augmentation de la valeur de marché des actions subalternes à droit de vote de la Société entre la date d'attribution et la date d'exercice.

Les variations du nombre de droits à l'appréciation d'actions en circulation se sont établies comme suit :

Exercices clos les 31 août	**2026**		2025	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
(en dollars canadiens, sauf le nombre de droits à l'appréciation d'actions)		**$**		$
En circulation au début	**34 687**	**67,45**	32 607	61,62
Attribués	**34 992**	**64,36**	45 766	70,83
Exercés[1]	**(2 452)**	**61,62**	(3 181)	61,62
Annulés	**(27 169)**	**65,76**	(40 505)	67,03
En circulation à la fin	**40 058**	**66,26**	34 687	67,45
Pouvant être exercés à la fin	**4 467**	**67,22**	3 340	61,62

(1) Pour les droits à l'appréciation d'actions exercés pendant l'exercice, le prix moyen pondéré de l'action était de 64,67 $ (71,39 $ en 2025).

La juste valeur moyenne pondérée des droits à l'appréciation d'actions attribués au cours de l'exercice clos le 31 août 2026 était de 7,78 $ (7,97 $ en 2025) le droit. La juste valeur moyenne pondérée des droits à l'appréciation d'actions a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
	%	%
Taux de dividende attendu	**6,08**	6,08
Volatilité attendue[1]	**25,29**	24,16
Taux d'intérêt sans risque	**2,81**	3,05
Durée prévue (en années)	**6,2**	5,9

(1) La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique des actions subalternes à droit de vote de la Société pour une période équivalente à la durée prévue des droits à l'appréciation d'actions.

Régimes d'unités d'actions incitatives, d'unités d'actions liées au rendement et d'unités d'actions différées

Régime d'unités d'actions incitatives	La Société offre à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'unités d'actions incitatives. Les droits des unités d'actions incitatives sont acquis après trois ans moins un jour suivant la date d'attribution. Les unités d'actions incitatives sont réglées en actions subalternes à droit de vote, sauf pour les employés aux États-Unis, dont les unités d'actions incitatives sont réglées en trésorerie. Afin de couvrir les fluctuations du prix de l'action, une fiducie a été créée pour acquérir des actions subalternes à droit de vote sur le marché boursier aux fins du règlement en actions des unités d'actions incitatives. La Société a fourni des instructions au fiduciaire visant l'achat d'actions subalternes à droit de vote de la Société sur le marché boursier. Ces actions sont achetées et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits connexes soient complètement acquis. Cette fiducie, considérée comme une entité ad hoc, est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions subalternes à droit de vote acquises et détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives est présentée en diminution du capital social.
Régime d'unités d'actions liées au rendement	La Société offre à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'unités d'actions liées au rendement. Les droits sur les unités d'actions liées au rendement sont acquis après trois ans moins un jour, sous réserve du niveau d'atteinte des objectifs de rendement établis par le conseil d'administration au moment de l'attribution. Les participants ont le droit de recevoir des équivalents de dividendes sous forme d'unités d'actions liées au rendement supplémentaires, mais uniquement à l'égard des unités d'actions liées au rendement dont les droits devraient être acquis. L'incidence de toute variation du nombre d'unités d'actions liées au rendement dont les droits devraient être acquis est comptabilisée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en actions subalternes à droit de vote, sauf pour les employés aux États-Unis, dont les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie. Afin de couvrir les fluctuations du prix de l'action, une fiducie a été créée pour acquérir des actions subalternes à droit de vote sur le marché boursier aux fins du règlement en actions des unités d'actions liées au rendement. La Société a fourni des instructions au fiduciaire visant l'achat d'actions subalternes à droit de vote de la Société sur le marché boursier. Ces actions sont achetées et sont détenues en fiducie à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits connexes soient complètement acquis. Cette fiducie, considérée comme une entité ad hoc, est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et la valeur des actions subalternes à droit de vote acquises et détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement est présentée en diminution du capital social.
Régime d'unités d'actions différées	La Société offre aux membres du conseil d'administration un régime d'unités d'actions différées afin de faciliter le recrutement et le maintien en fonction d'administrateurs compétents. Chaque membre actuel ou nouveau membre du conseil peut choisir de toucher un pourcentage de sa rémunération annuelle sous forme d'unités d'actions différées et de toucher le reste, s'il y a lieu, en espèces. Des équivalents de dividendes sont émis à l'égard des unités d'actions différées comme si le membre était un porteur inscrit d'actions subalternes à droit de vote à la date de référence pertinente et crédités à son compte sous forme d'unités d'actions différées supplémentaires. Les unités d'actions différées sont rachetables et payables en espèces ou en actions achetées sur le marché libre lorsqu'un membre quitte le conseil ou décède.

Les variations du nombre d'unités d'actions incitatives, d'unités d'actions liées au rendement et d'unités d'actions différées en circulation se sont établies comme suit :

	Unités d'actions incitatives	Unités d'actions liées au rendement	Unités d'actions différées
Solde au 31 août 2024	63 951	107 888	123 182
Attribuées/émises	25 190	214 739	24 922
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	—	348	—
Distribuées/rachetées	(13 883)	(20 939)	(26 842)
Annulées	(7 224)	(28 654)	—
Équivalents de dividendes	—	16 874	6 785
Solde au 31 août 2025	**68 034**	**290 256**	**128 047**
Attribuées/émises[1][2][3]	**24 889**	**77 376**	**15 449**
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	**—**	**2 051**	**—**
Distribuées/rachetées	**(18 763)**	**(33 080)**	**(15 924)**
Annulées	**(13 485)**	**(42 538)**	**—**
Équivalents de dividendes	**—**	**19 089**	**7 829**
Solde au 31 août 2026	**60 675**	**313 154**	**135 401**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées était de 64,36 $ en 2026 (70,83 $ en 2025).

(2) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées était de 64,36 $ en 2026 (70,83 $ en 2025).

(3) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions différées émises était de 72,19 $ en 2026 (65,85 $ en 2025).

21. Cumul des autres éléments du résultat global

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025 *(en milliers de dollars canadiens)*	Réserve de couverture de flux de trésorerie $	Écart de change $	Total $
Solde au 31 août 2024	29 999	92 402	122 401
Autres éléments du résultat global de l'exercice	(23 727)	27 285	3 558
Solde au 31 août 2025	**6 272**	**119 687**	**125 959**
Autres éléments du résultat global de l'exercice	**4 437**	**1 201**	**5 638**
Solde au 31 août 2026	**10 709**	**120 888**	**131 597**

22. Information supplémentaire sur les flux de trésorerie

A) Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	**2026** **$**	2025 $
Créances clients et autres débiteurs	**(26 700)**	(17 706)
Charges payées d'avance et autres	**(10 374)**	(7 316)
Autres actifs	**(33 569)**	(21 629)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**40 888**	65 667
Provisions	**(11 391)**	(17 456)
Passifs sur contrat et autres passifs	**(6 062)**	4 768
	(47 208)	6 328

B) Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées à la note 6.

Exercices clos les 31 août *(en milliers de dollars canadiens)*	**2026** **$**	2025 $
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**563 693**	596 172
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de l'exercice	**(2 409)**	(7 896)
Dépenses d'investissement nettes	**561 284**	588 276

C) Variations des passifs issus des activités de financement

Exercices clos les 31 août 2026 et 2025		Dette à long terme			
	Endettement bancaire	Billets et facilités de crédit	Obligations locatives	Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	Total
(en milliers de dollars canadiens)	$	$	$	$	$
Solde au 31 août 2024	14 384	4 735 520	57 455	17 094	4 824 453
Diminution de l'endettement bancaire	(13 005)	—	—	—	(13 005)
Diminution nette des facilités de crédit rotatif	—	(129 807)	—	—	(129 807)
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	—	324 962	—	—	324 962
Remboursement des billets et des facilités de crédit	—	(555 488)	—	—	(555 488)
Remboursement des obligations locatives	—	—	(12 902)	—	(12 902)
Total des flux de trésorerie affectés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	(13 005)	(360 333)	(12 902)	—	(386 240)
Intérêts payés sur les obligations locatives	—	—	(3 097)	—	(3 097)
Total des variations des flux de trésorerie	(13 005)	(360 333)	(15 999)	—	(389 337)
Incidence des variations des taux de change	—	86 936	280	—	87 216
Incidence du coût amorti	—	8 179	—	—	8 179
Augmentation nette des obligations locatives	—	—	25 269	—	25 269
Total des variations sans effet sur la trésorerie	—	95 115	25 549	—	120 664
Solde au 31 août 2025	**1 379**	**4 470 302**	**67 005**	**17 094**	**4 555 780**
Diminution de l'endettement bancaire	**(1 379)**	**—**	**—**	**—**	**(1 379)**
Diminution nette des facilités de crédit rotatif	**—**	**(55 317)**	**—**	**—**	**(55 317)**
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	**—**	**213 081**	**—**	**—**	**213 081**
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit	**—**	**(396 383)**	**—**	**—**	**(396 383)**
Remboursement des obligations locatives	**—**	**—**	**(15 484)**	**—**	**(15 484)**
Total des flux de trésorerie affectés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	**(1 379)**	**(238 619)**	**(15 484)**	**—**	**(255 482)**
Intérêts payés sur les obligations locatives	**—**	**—**	**(3 222)**	**—**	**(3 222)**
Total des variations des flux de trésorerie	**(1 379)**	**(238 619)**	**(18 706)**	**—**	**(258 704)**
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**—**	**(7 187)**	**—**	**—**	**(7 187)**
Incidence des variations des taux de change	**—**	**31 062**	**94**	**—**	**31 156**
Incidence du coût amorti	**—**	**10 185**	**—**	**—**	**10 185**
Augmentation nette des obligations locatives	**—**	**—**	**25 380**	**—**	**25 380**
Total des variations sans effet sur la trésorerie	**—**	**34 060**	**25 474**	**—**	**59 534**
Solde au 31 août 2026	**—**	**4 265 743**	**73 773**	**17 094**	**4 356 610**

(1) Se rapporte au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours de l'exercice 2026.

23. Avantages du personnel

A) Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs

La Société et ses filiales offrent à certains de leurs employés des régimes à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs. Pour ces régimes, la seule obligation de la Société et de ses filiales est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Une charge de rémunération totale de 11,5 millions $ (12,2 millions $ en 2025) a été comptabilisée dans les « salaires, avantages du personnel et services impartis » dans les états consolidés du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2026 relativement à ces régimes.

B) Régimes à prestations définies

La Société et ses filiales offrent un régime à prestations définies au bénéfice de certains de leurs employés, lequel est fermé aux nouveaux participants, et un régime distinct à prestations définies au bénéfice de leurs hauts dirigeants, qui prévoient le versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen au cours de la carrière de chaque participant. La Société et ses filiales offrent aussi à leurs hauts dirigeants désignés un régime supplémentaire de retraite. Les régimes à prestations définies sont enregistrés auprès du Bureau du surintendant des institutions financières et sont assujettis à la loi fédérale sur les normes de prestation de pension. Les régimes sont également enregistrés auprès de l'Agence du revenu du Canada et sont assujettis à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Le comité consultatif sur les régimes de retraite de la Société supervise l'administration de ces régimes, ce qui comprend les principaux éléments suivants : la surveillance du rendement des fonds et la vérification de la capitalisation adéquate des régimes, la prise de décisions en ce qui a trait à la stratégie de placement, la conception des régimes et la sélection des gestionnaires de fonds, ainsi que l'examen et l'approbation des états financiers audités des régimes de retraite. La politique de capitalisation de la Société est de maintenir ses cotisations à un niveau suffisant pour couvrir les prestations et pour respecter les exigences posées par les règlements applicables et les dispositions des régimes qui régissent la capitalisation des régimes. Les régimes à prestations définies sont capitalisés au moyen des cotisations de la Société et des participants. La capitalisation des régimes à prestations définies est calculée en fonction d'estimations actuarielles et est assujettie à des restrictions en vertu des règlements régissant l'impôt sur le revenu et d'autres règlements applicables.

Au 31 août de chaque exercice, la Société et ses filiales mesurent les actifs des régimes à la juste valeur et l'obligation au titre de prestations définies pour tous les régimes. La plus récente évaluation actuarielle du régime au bénéfice des employés a eu lieu le 31 août 2025; l'évaluation suivante était requise en date du 31 août 2026 et devrait être achevée en février 2027. En ce qui concerne les régimes au bénéfice des hauts dirigeants, la plus récente évaluation actuarielle a eu lieu le 31 août 2025; la prochaine évaluation est requise en date du 31 août 2028 et devrait être achevée en février 2029.

Le tableau suivant fait le rapprochement entre la variation de l'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes à la juste valeur et la situation de la capitalisation des régimes aux 31 août.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Obligation au titre des prestations définies[1]		
Obligation au titre des prestations définies au début	**52 205**	52 196
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**931**	1 079
Coût financier	**2 575**	2 537
Cotisations versées par les participants	**163**	162
Prestations versées	**(3 494)**	(2 630)
Perte actuarielle (gain actuariel) sur l'obligation résultant des éléments suivants :		
Ajustements liés à l'expérience	**(104)**	(558)
Changements des hypothèses démographiques	**1 977**	—
Changements des hypothèses financières	**(1 890)**	(581)
Obligation au titre des prestations définies à la fin	**52 363**	52 205
Actifs des régimes à la juste valeur		
Actifs des régimes à la juste valeur au début	**62 584**	60 080
Produits d'intérêts	**3 049**	2 873
Rendement des actifs des régimes, sauf les montants inclus dans les produits d'intérêts	**4 601**	1 814
Charges administratives	**(199)**	(246)
Cotisations versées par les participants	**163**	162
Cotisations versées par l'employeur	**576**	531
Prestations versées	**(3 494)**	(2 630)
Actifs des régimes à la juste valeur à la fin	**67 280**	62 584
Situation de la capitalisation		
Actifs des régimes à la juste valeur	**67 280**	62 584
Obligation au titre des prestations définies	**52 363**	52 205
Excédent des régimes	**14 917**	10 379
Effet du plafond de l'actif	**(4 959)**	(2 435)
Actif net au titre des prestations définies	**9 958**	7 944

(1) Au 31 août 2026, la durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies était de 10 ans (11 ans au 31 août 2025).

L'actif net au titre des prestations définies est inclus dans les états consolidés de la situation financière de la Société au poste Autres actifs.

Charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée en résultat net

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	**931**	1 079
Charges administratives	**199**	246
Comptabilisée dans les charges financières (autres)		
Produits d'intérêts nets	**(353)**	(209)
	777	1 116

Charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Perte actuarielle (gain actuariel) résultant des éléments suivants :		
Ajustements liés à l'expérience	**(104)**	(558)
Changements des hypothèses démographiques	**1 977**	—
Changements des hypothèses financières	**(1 890)**	(581)
Rendement des actifs des régimes, sauf les montants inclus dans les produits d'intérêts	**(4 601)**	(1 814)
Variation du plafond de l'actif, excluant les intérêts	**2 403**	(316)
	(2 215)	(3 269)

Variations du plafond de l'actif

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Solde au début	**2 435**	2 624
Intérêts sur le plafond de l'actif	**121**	127
Variation du plafond de l'actif, excluant les intérêts	**2 403**	(316)
Solde à la fin	**4 959**	2 435

Le plafond de l'actif de la Société représente la valeur actualisée des avantages économiques futurs disponibles sous la forme de réductions de cotisations futures.

Les cotisations prévues devant être versées par l'employeur aux régimes à prestations définies de la Société en 2027 seront d'environ 0,7 million $.

Les actifs des régimes se répartissent comme suit :

Aux 31 août	**2026**	2025
	%	%
Actions[1]	**55,5**	55,2
Titres d'emprunt[1]	**30,9**	30,6
Dépôts en fiducie[2]	**11,1**	11,6
Immobilier	**2,0**	2,1
Autres	**0,5**	0,5
Total	**100**	100

(1) Les actions et les titres d'emprunt ont des prix cotés sur des marchés actifs et ils excluent les titres émis par la Société.

(2) Dépôts en fiducie prescrits par l'Agence du revenu du Canada pour les régimes de retraite supplémentaires capitalisés, ne portant pas intérêt.

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées pour évaluer l'obligation de la Société au titre des régimes à prestations définies et la charge au titre des régimes à prestations définies s'établissent comme suit :

Aux 31 août	**2026**	2025
	%	%
Obligation au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation	**5,25**	4,95
Taux de croissance de la rémunération	**3,00**	3,00
Table de mortalité	**CPM-2024**	CPM-2014
Charge au titre des régimes à prestations définies		
Taux d'actualisation	**5,55**	5,15
Taux de croissance de la rémunération	**3,00**	3,00
Table de mortalité	**CPM-2024**	CPM-2014

C) Exposition aux risques actuariels

Risque d'investissement

La stratégie d'investissement des régimes est de diversifier la nature des rendements prévus des actifs. Étant donné la nature à long terme de l'obligation au titre des prestations définies, une partie des actifs est investie en actions afin de maximiser le rendement. Puisque les actions sont intrinsèquement volatiles et risquées, la Société a déterminé des objectifs d'investissement, autant pour le pourcentage de la répartition des actifs que pour la cible de rendement, qui sont suivis sur une base mensuelle et ajustés au besoin.

Risque de taux d'intérêt

Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations de sociétés à taux fixe cotées de qualité supérieure réduira le taux d'actualisation utilisé et aura pour effet d'augmenter la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Cependant, cette augmentation de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies sera partiellement compensée par une augmentation de la valeur des investissements du régime dans des titres d'emprunt.

Risque de salaire

Les prestations de retraite prévues des membres actifs sont liées à leur rémunération antérieure à la retraite. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant les meilleures estimations de la direction pour le taux de croissance attendu de la rémunération des membres du régime. Une augmentation dans cette hypothèse augmenterait la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.

D) Analyse de sensibilité

Les analyses de sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies ont été calculées selon des changements de chaque hypothèse actuarielle qui sont raisonnablement possibles sans considérer des changements simultanés pour plusieurs hypothèses actuarielles clés. Un changement dans une hypothèse actuarielle pourrait déclencher le changement d'une autre hypothèse actuarielle, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence du changement de ces hypothèses sur la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les résultats actuels des éléments faisant l'objet d'estimations pourraient être différents.

Au 31 août 2026	**Changement d'hypothèse**	**Augmentation de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies**
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**%**	**$**
Diminution du taux d'actualisation	0,25	1 553
Taux de croissance attendu de la rémunération	0,25	59

24. Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière que la Société pourrait subir si un client ou une contrepartie à un actif financier ne s'acquittait pas de ses obligations contractuelles. La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés de la situation financière.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés découle de la possibilité que les contreparties manquent à leurs obligations lorsque la juste valeur de ces conventions est favorable à la Société. La Société atténue ce risque en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est élevée. La Société évalue la solvabilité des contreparties afin de réduire le risque de défaillance des contreparties dans le cadre de ces conventions. Au 31 août 2026, la direction est d'avis que le risque de crédit lié à ses instruments financiers dérivés est minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). La direction surveille son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

La Société a déposé la trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société est également exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients. Pour réduire ce risque, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société comptabilise une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie liées aux créances douteuses. La correction de valeur pour créances douteuses est calculée au moyen d'une identification spécifique pour les créances clients plus importantes et sur la base d'une correction de valeur fondée sur des statistiques pour les autres comptes. Divers facteurs sont pris en considération, notamment la conjoncture économique, les données macroéconomiques prospectives et l'information historique (comme le nombre de jours de retard sur le solde dû par le client et l'historique de recouvrement du client). La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Le tableau suivant détaille le solde des créances clients et autres débiteurs, déduction faite de la correction de valeur pour créances douteuses.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Créances clients	**96 618**	82 023
Correction de valeur pour créances douteuses	**(6 797)**	(6 201)
	89 821	75 822
Autres débiteurs[1]	**69 756**	56 054
	159 577	131 876

(1) Se rapporte principalement aux montants à recevoir au titre de subventions gouvernementales pour les projets d'expansion du réseau subventionnés.

Les créances clients échues sont définies comme les montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés. La Société considère les montants impayés à la date due comme créances clients échues. Une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus.

Le tableau suivant détaille les soldes des créances clients échues, déduction faite de la correction de valeur pour créances douteuses.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Échues depuis moins de 30 jours	**10 575**	8 927
Échues depuis 30 à 60 jours	**605**	236
Échues depuis plus de 60 jours	**204**	49
	11 384	9 212

Le tableau suivant détaille les variations de la correction de valeur pour créances douteuses.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Solde au début	**6 201**	4 441
Provision pour créances clients dépréciées	**36 389**	26 464
Utilisation nette	**(35 819)**	(24 678)
Ajustements au titre de l'écart de change	**26**	(26)
Solde à la fin	**6 797**	6 201

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que la Société soit incapable de respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité grâce à la gestion de sa structure du capital et à l'accès à différents marchés financiers. Elle gère également le risque de liquidité en assurant un suivi constant des flux de trésorerie réels et prévus afin de s'assurer qu'elle possède assez de liquidités pour satisfaire à ses obligations à leur échéance.

Le tableau suivant présente le montant utilisé et le solde disponible aux termes des facilités de crédit rotatif de la Société et de ses filiales américaines au 31 août 2026.

	Montant total	**Montant utilisé**	**Solde disponible**
Société			
Facilité de crédit à terme rotatif	750,0 millions $	169,5 millions $	580,5 millions $
Filiales américaines			
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	346,7 millions $ (250,0 millions $ US)	2,9 millions $ (2,1 millions $ US)	343,8 millions $ (247,9 millions $ US)

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers et des obligations locatives, ainsi que les montants en capital connexes en cours au 31 août 2026.

	Flux de trésorerie contractuels						
	2027	2028	2029	2030	2031	Par la suite	Total
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Dettes fournisseurs et autres créditeurs[1]	**382 028**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**382 028**
Billets et facilités de crédit[2]	**33 972**	**29 812**	**1 979 670**	**10 746**	**903 835**	**1 342 150**	**4 300 185**
Obligations locatives	**14 561**	**12 912**	**9 450**	**7 441**	**5 997**	**23 289**	**73 650**
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**17 094**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**17 094**
Autres passifs[1]	**—**	**2 885**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2 885**
	447 655	**45 609**	**1 989 120**	**18 187**	**909 832**	**1 365 439**	**4 775 842**

(1) Excluant les intérêts courus sur les billets, les facilités de crédit et le solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises.

(2) Une tranche de 168,9 millions $ de ces conventions d'emprunt est assujettie à des clauses restrictives. Les calculs relatifs aux clauses restrictives sont effectués trimestriellement à chaque date de clôture, ainsi que sur une base pro forma lors d'un regroupement d'entreprises ou d'une cession. Les clauses restrictives concernent le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au BAIIA ajusté et à l'endettement net (se reporter à la note 24 C) pour en savoir plus). En cas de manquement aux clauses restrictives, les conventions d'emprunt touchées deviendront payables à vue, et devront donc être remboursées plus tôt que ce qu'indique le tableau ci-dessus. Les clauses restrictives font l'objet d'un suivi régulier par le service de la trésorerie pour veiller au respect des conventions d'emprunt.

Le tableau suivant résume les intérêts payables sur la dette à long terme, y compris les instruments financiers dérivés connexes, qui sont dus au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

	2027	2028	2029	2030	2031	Par la suite	Total
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Paiements d'intérêts sur les billets et les facilités de crédit[1]	**257 199**	**255 111**	**133 859**	**120 757**	**68 073**	**103 101**	**938 100**
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	**2 888**	**2 335**	**1 837**	**1 486**	**1 191**	**5 331**	**15 068**
Paiements d'intérêts sur le solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**3 972**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**3 972**
Encaissements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés[1]	**(47 576)**	**(27 475)**	**(5 751)**	**—**	**—**	**—**	**(80 802)**
Paiements d'intérêts sur les instruments financiers dérivés[1]	**41 132**	**27 322**	**6 084**	**—**	**—**	**—**	**74 538**
	257 615	**257 293**	**136 029**	**122 243**	**69 264**	**108 432**	**950 876**

(1) En fonction du capital et des taux d'intérêt en vigueur des dettes existantes en date du 31 août 2026 et de leurs échéances respectives.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 août 2026, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquelles sont assujetties à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 août 2026.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	550 millions $ US	Taux SOFR à terme	3,82 % à 4,18 %	Février 2027 à février 2029	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 3
Flux de trésorerie[2]	600 millions $ US	Taux SOFR à terme	1,32 % à 3,25 %	Octobre 2026 à août 2028	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR en des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) Du solde de 600 millions $ US des swaps, une tranche de 400 millions $ US est assujettie à un taux plancher de 39 points de base.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation (diminution) de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte des facilités à taux d'intérêt variable représenterait une hausse (baisse) d'approximativement 10,9 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 août 2026.

Risque de change

Bien que les transactions commerciales réalisées dans le cadre des activités aux États-Unis soient libellées principalement en dollars américains, ce qui a une incidence sur les produits et les charges consolidés présentés lors de leur conversion en dollars canadiens, les produits et les charges consolidés de la Société sont en grande partie reçus ou libellés dans la monnaie fonctionnelle des unités d'affaires dans les marchés où elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux de change est limitée sur le plan économique. Le risque de change auquel s'expose la Société provient principalement des transactions commerciales des activités canadiennes libellées en dollars américains. L'objectif de la Société en matière de gestion du risque de change est de réduire au minimum son exposition aux flux de trésorerie et aux activités libellés en devises, en s'assurant que les transactions avec les tiers soient réglées dans la mesure du possible dans la monnaie fonctionnelle de ses unités d'affaires, lorsqu'il est pratique de le faire, et en ayant recours à des instruments financiers dérivés.

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change lié aux actifs et aux passifs financiers courants découlant des activités canadiennes, libellés en dollars américains.

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Actifs (passifs) financiers		
Trésorerie	**8 013**	11 723
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(12 615)**	(14 436)
	(4 602)	(2 713)

L'incidence d'une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien se répercuterait sur l'évaluation des actifs et des passifs financiers présentés dans le tableau ci-dessus, ce qui ferait augmenter (diminuer) les charges financières d'approximativement 0,5 million $ en fonction des soldes au 31 août 2026.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt annuel, d'un montant de 155,5 millions $, lié à ses billets et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter (diminuer) les charges financières annuelles d'approximativement 15,6 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 août 2026.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine était couverte par les billets garantis de premier rang, série B, de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme couvertures de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale américaine, libellées en dollars américains. La relation de couverture d'investissement net a cessé à la suite du remboursement en août 2026 des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US.

Le tableau qui suit présente l'investissement global dans des établissements à l'étranger attribuable aux propriétaires de la Société ainsi que le montant notionnel de la dette désignée comme couverture d'un investissement net.

Aux 31 août	**2026**	2025
	$	$
Investissement global dans des établissements à l'étranger	**425 millions $ US**	1 433 millions $ US
Montant notionnel de la dette désignée comme couverture d'un investissement net	**—**	150 millions $ US

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 août 2026 était de 1,3866 $ pour un dollar américain (1,3742 $ au 31 août 2025). Une hausse (baisse) de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter (diminuer) les autres éléments du résultat global d'approximativement 58,9 millions $.

Risque de marché

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de marché de ses actions subalternes à droit de vote en lien avec le régime de rémunération fondée sur des unités d'actions différées et les régimes de rémunération fondée sur des unités d'actions incitatives et des unités d'actions liées au rendement réglés en trésorerie. Par conséquent, la Société utilise des conventions de swap sur actions pour couvrir sur le plan économique le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de ses actions subalternes à droit de vote.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours au 31 août 2026.

Type de relation	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Couverture économique	132 800 unités	Janvier 2027	73,19 $	Exposition aux prix des actions – régime d'unités d'actions différées
Couverture économique	55 300 unités	Novembre 2026	64,77 $	Exposition aux prix des actions – régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement

Au 31 août 2026, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 1,9 million $ et avaient été comptabilisés à titre de passifs. En raison des swaps sur actions, une variation de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote ne se traduirait pas par une incidence financière significative sur les résultats de la Société.

B) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu lors d'une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif conclue entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux des actifs ou des passifs ayant les mêmes échéances et conditions. De par leur nature, elles sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels le jugement joue un rôle important et, par conséquent, elles ne peuvent pas être établies avec précision. En outre, l'impôt sur le résultat et les autres charges qui seraient engagés à la cession de ces instruments financiers ne sont pas pris en compte dans la juste valeur. Par conséquent, la juste valeur ne correspond pas nécessairement au montant net qui serait réalisé si ces instruments étaient réglés. La Société a déterminé la juste valeur de ses instruments financiers comme suit :

- La valeur comptable de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de l'endettement bancaire ainsi que des dettes fournisseurs et autres créditeurs se rapproche de la juste valeur à cause de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.
- La juste valeur des billets et facilités de crédit est basée sur les rendements de marché estimés à la fin de la période ou, le cas échéant, sur les valeurs marchandes à la fin de la période.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée en utilisant des modèles d'évaluation qui reflètent les flux de trésorerie futurs sur la durée contractuelle des instruments financiers dérivés et des données de marché observables, comme des courbes de taux d'intérêt ou de taux de conversion de devises.

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

Aux 31 août	**2026**		2025	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	$	$
Billets et facilités de crédit	**4 265 743**	**4 049 593**	4 470 302	4 495 260

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière doivent être classés à l'intérieur de trois niveaux de hiérarchie de juste valeur, qui sont :

- niveau 1 : prix cotés (non rajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : données d'entrée pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

La Société considère que ses instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2 selon la hiérarchie de juste valeur.

C) Gestion du capital

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour assurer le développement des entreprises au moyen d'acquisitions, d'occasions de croissance interne et d'innovations. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, du cadre réglementaire, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Les dispositions relatives aux ententes de financement prévoient des limites quant aux activités de la Société. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements autorisés, le versement de dividendes sur les actions à droits de vote multiples et sur les actions subalternes à droit de vote, ainsi que le maintien de certains ratios financiers principalement en ce qui a trait au BAIIA ajusté et à l'endettement net. Aux 31 août 2026 et 2025, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

La Société assure le suivi et la gestion de sa structure du capital en utilisant certaines mesures, y compris le ratio principal et l'autre mesure financière présentés dans le tableau qui suit.

Aux dates présentées ou pour les exercices clos à ces dates	**31 août 2026**	31 août 2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf les ratios et les pourcentages)	**$**	$
Composantes du ratio d'endettement		
Endettement net[1]	**4 301 642**	4 527 171
BAIIA ajusté[1]	**1 387 916**	1 442 645
Ratio d'endettement et autre mesure financière		
Endettement à taux fixe[2]	**75 %**	77 %
Endettement net / BAIIA ajusté	**3,1**	3,1

(1) L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté reflète le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

(2) Calculé en divisant le capital de la dette à long terme à taux fixe par le capital de la dette à long terme (se reporter à la note 19).

L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction pour évaluer le levier financier de la Société. Le rapprochement entre l'endettement net et la dette à long terme se présente comme suit :

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Dette à long terme, y compris la tranche courante	**4 356 610**	4 554 401
Escomptes / primes, coûts de transaction et autres	**34 319**	46 543
Dette à long terme avant escomptes / primes, coûts de transaction et autres	**4 390 929**	4 600 944
Endettement bancaire	**—**	1 379
Trésorerie	**(89 287)**	(75 152)
Endettement net	**4 301 642**	4 527 171

D) Catégories d'instruments financiers

Aux 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Actifs financiers		
Actifs financiers évalués et classés au coût amorti	**248 864**	207 028
Instruments financiers dérivés désignés dans des relations de couverture	**14 750**	20 582
	263 614	227 610
Passifs financiers		
Passifs financiers évalués et classés au coût amorti	**4 681 618**	4 878 818
Instruments financiers dérivés désignés dans des relations de couverture	**180**	12 049
	4 681 798	4 890 867

25. Transactions entre parties liées

A) Honoraires de gestion et autres transactions entre parties liées

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 28,4 % des actions de participation de la Société au 31 août 2026, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Le tableau suivant présente les honoraires de gestion versés à Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Honoraires de gestion versés à Cogeco	**23 714**	18 216

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Le tableau suivant présente le nombre d'options sur actions et d'unités d'actions liées au rendement qui, au cours des exercices 2026 et 2025, ont été attribuées à ces hauts dirigeants, à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, ainsi que le nombre d'unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco, et dont la valeur a été refacturée à Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en nombre d'unités)		
Options sur actions	**189 845**	143 978
Unités d'actions liées au rendement	**24 679**	89 991
Unités d'actions différées	**—**	5 011

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Options sur actions	**1 038**	814
Unités d'actions incitatives	**84**	136
Unités d'actions liées au rendement	**2 886**	1 643
Unités d'actions différées	**110**	269
	4 118	2 862

Au 31 août 2026, la Société avait un montant de 0,2 million $ à recevoir de Cogeco (1,9 million $ à recevoir au 31 août 2025).

B) Rémunération du personnel de gestion clé

Le personnel de gestion clé est composé de membres du conseil d'administration et du comité de direction de la Société. Le tableau suivant résume les montants comptabilisés à titre de charge liée au personnel de gestion clé de la Société, laquelle exclut la rémunération versée aux hauts dirigeants de Cogeco en vertu de la convention de services de gestion (comprise dans le poste Honoraires de gestion – Cogeco inc.).

Exercices clos les 31 août	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	**3 352**	3 545
Paiements fondés sur des actions et avantages postérieurs à l'emploi	**2 567**	2 982
	5 919	6 527

De plus, au cours de l'exercice 2025, la Société a comptabilisé une charge de rémunération de 2,3 millions $ dans le poste Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais en vertu des modalités de l'entente de séparation conclue avec certains principaux dirigeants.

26. Engagements, éventualités et garanties

A) Engagements

Le tableau suivant présente les engagements de la Société qui ne sont pas comptabilisés comme passifs au 31 août 2026 et qui sont exigibles au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

(en milliers de dollars canadiens)	2027 **$**	2028 **$**	2029 **$**	2030 **$**	2031 **$**	Par la suite **$**
Acquisitions d'immobilisations corporelles[1]	**83 599**	**2 258**	**477**	**352**	**—**	**—**
Autres contrats à long terme[2]	**69 293**	**68 979**	**68 895**	**42 375**	**42 668**	**38 592**
Contrats de location faisant l'objet d'un engagement mais n'ayant pas encore débuté	**552**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
	153 444	**71 237**	**69 372**	**42 727**	**42 668**	**38 592**

(1) Comprend les obligations contractuelles liées aux achats d'équipement et aux engagements minimaux afférents aux acquisitions d'équipement chez l'abonné, y compris dans le cadre des projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de la Société.

(2) Comprend des engagements à long terme en vertu de contrats de service et de contrats visant des produits au titre des dépenses d'exploitation, y compris en vertu des partenariats stratégiques conclus par la Société afin de faciliter la prestation de services sans fil dans le cadre d'un modèle opérationnel nécessitant peu de capitaux.

Au 31 août 2026, les cautionnements de bonne exécution et de paiement en cours de la Société, liés à des projets d'expansion du réseau subventionnés, se chiffraient à 157,9 millions $ et avaient été émis conformément aux règles établies par Infrastructure Ontario, dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario.

B) Éventualités

Tarifs définitifs pour les services d'accès Internet de gros groupés

Depuis 2023, le CRTC mène un examen des tarifs des services filaires de gros au moyen de plusieurs processus d'établissement des coûts et processus connexes. Le 24 avril 2026, le CRTC a fixé les tarifs définitifs que les concurrents doivent payer pour l'accès de gros groupé aux réseaux de fibre optique jusqu'aux locaux des abonnés (« FTTP ») de Bell Canada (« Bell »), Telus Communications Inc. (« Telus ») et SaskTel. Les entreprises de câblodistribution, y compris la Société, n'ont pas l'obligation de fournir un accès groupé à leurs installations FTTP. Cependant, elles doivent fournir un accès à leurs installations hybrides de fibre et de câble coaxial. Les tarifs de gros pour l'accès global à ces installations sont provisoires depuis mars 2023, et le CRTC n'a pas encore rendu de décision établissant les tarifs définitifs. Le 5 juin 2026, le CRTC a demandé aux entreprises de câblodistribution de réaliser de nouvelles études de coûts afin d'établir les tarifs des services d'accès haute vitesse (« AHV ») de gros groupés. Une réduction importante des taux pourrait avoir une incidence négative significative sur les produits et la part de marché de la Société, tant pour les services de gros que pour les services de détail. Si les tarifs définitifs sont inférieurs aux tarifs provisoires et que leur application est rétroactive, la Société pourrait également être tenue de rembourser rétroactivement les sommes excédentaires payées depuis 2023 par ses clients d'affaires des services de gros.

Procédures relatives à un recours collectif

Le 20 septembre 2024, une demande d'autorisation d'exercer un recours collectif contre Cogeco Connexion a été déposée devant la Cour supérieure du Québec. La demande allègue que Cogeco Connexion a enfreint la *Loi sur la protection du consommateur du Québec* en omettant d'aviser adéquatement les clients résidentiels du Québec des hausses tarifaires depuis le 20 septembre 2021, et vise à obtenir le remboursement des hausses tarifaires ainsi que des dommages punitifs. Le 5 décembre 2025, la Cour supérieure du Québec a autorisé le recours collectif, et le 25 septembre 2026, le recours collectif a été suspendu jusqu'au 6 janvier 2027 afin de permettre la tenue d'un processus de médiation. En raison de la grande incertitude entourant l'issue et ses répercussions financières, la Société n'a comptabilisé aucun passif au 31 août 2026.

Redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés

La Commission du droit d'auteur a lancé une procédure pour établir le montant des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains en direct éloignés au Canada pour la période entre 2019 et 2028. Toute décision de la Commission du droit d'auteur qui se rangerait aux propositions de tarifs des sociétés de gestion pour cette période pourrait faire en sorte que Cogeco Communications soit assujettie à des taux de redevance plus élevés. La Société a comptabilisé une provision à ce sujet dans son état consolidé de la situation financière au 31 août 2026 (se reporter à la note 17).

Autres

La Société et ses filiales sont parties à des litiges, à d'autres décisions réglementaires ou à des réclamations potentielles des clients, des fournisseurs ou d'autres tiers provenant du cours normal des affaires et de la gestion des activités. Bien que l'issue de ces litiges ne puisse pas être prédite avec certitude, la direction ne considère pas que le risque lié à ces expositions puisse avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés. Aux 31 août 2026 et 2025, aucun passif n'avait été inscrit relativement à ces litiges, à d'autres décisions réglementaires et à des réclamations potentielles, sauf pour ceux compris dans la note 17.

C) Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société prévoit des conventions d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions. Bien que plusieurs de ces conventions précisent une exposition éventuelle maximale, certaines ne précisent pas de montant maximal. Le montant maximal global d'une obligation au titre d'une convention d'indemnisation dépend de conditions et d'événements futurs et, par conséquent, ne peut être estimé raisonnablement. Ainsi, il est impossible pour la Société de déterminer leur incidence sur sa liquidité, ses ressources en capital et son risque de crédit futurs. Aux 31 août 2026 et 2025, aucun passif n'avait été inscrit relativement à ces conventions d'indemnisation, sauf pour ceux décrits à la note 17.

Vente d'une entreprise

Dans le cadre de la vente de certaines entreprises, la Société s'est engagée à indemniser l'acquéreur contre certaines réclamations pouvant résulter de faits survenus avant la date de vente.

Vente de services

Dans le cadre de transactions comportant une vente de services, la Société et ses filiales pourraient être tenues de verser des paiements à des contreparties en raison du non-respect d'une déclaration ou d'une garantie stipulée dans les conventions de services.

Achat et développement d'actifs

Dans le cadre de transactions comportant l'achat et le développement d'actifs, la Société et ses filiales pourraient être tenues de verser à des contreparties des paiements au titre des coûts engagés et des pertes subies en raison du non-respect d'une déclaration ou d'une garantie stipulée dans les conventions d'achat.

Glossaire de certains termes propres au secteur

Abonnés au service Internet : Les abonnés au service Internet comprennent uniquement les abonnés dont le service Internet est installé, exploité et facturé directement par la Société.

AFSF (accès fixe sans fil) : Une technologie qui fournit un accès Internet haute vitesse et d'autres services de communications au moyen d'appareils ou de systèmes sans fil sans qu'une connexion filaire ne soit requise.

AVPA (apportez votre propre appareil) : Une politique qui permet aux clients d'utiliser les appareils qu'ils possèdent déjà avec de nouveaux services de communications, comme le service sans fil.

Bandes de 2 500 MHz, de 3 500 MHz et de 3 800 MHz : Bandes de fréquences du spectre sans fil et bandes passantes connexes utilisées par les fournisseurs de services de télécommunications. Ces bandes de fréquences sont considérées comme étant situées dans le spectre de bande moyenne.

Bandes de 26 GHz et de 38 GHz : Bandes de fréquences du spectre sans fil et bandes passantes connexes attribuées aux fournisseurs de services de télécommunications et devant être offertes dans le cadre d'une prochaine enchère par ISDE Canada. Ces bandes de fréquences sont considérées comme étant situées dans le spectre des ondes millimétriques.

Capacité de bande passante : Capacité maximale de données pouvant être transmises dans un délai donné via une connexion Internet filaire ou sans fil.

CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) : Tribunal administratif fédéral canadien indépendant responsable de la réglementation et de la supervision de la radiodiffusion et des télécommunications. Il rend compte au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien.

Désabonnement : Pourcentage d'abonnés qui cessent leur abonnement à un service au cours d'une période donnée.

DOCSIS (Data Over Cable Service Interface Specification) : Norme du secteur non exclusive de CableLabs permettant de fournir des services Internet et des services aux entreprises sur les réseaux HFCC (hybrides de fibre et de câble coaxial).

Entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) : Entreprises de distribution de radiodiffusion vidéo et/ou audio aux abonnés, principalement par l'intermédiaire de voies de transmission fermées.

Équipement chez l'abonné : Équipement situé dans les locaux commerciaux ou les lieux d'habitation des abonnés.

ERMV (exploitant de réseaux mobiles virtuels) : Fournisseur de services de communications sans fil qui vend des services mobiles sous sa propre marque en utilisant le réseau d'un exploitant de services de téléphonie mobile titulaire d'une licence.

Federal Communications Commission (FCC) : Organisme gouvernemental fédéral indépendant des États-Unis supervisé par le Congrès et responsable de la mise en œuvre et de l'application des lois et règlements sur les communications.

Foyers câblés : Le nombre de foyers et d'entreprises pouvant être desservis et connectés au réseau de distribution à large bande de la Société dans la zone géographique où sont offerts les services filaires de la Société.

FTTH (fibre jusqu'au domicile) : Une technologie de prestation de services Internet à large bande haute vitesse qui offre une connectivité Internet symétrique au moyen de câbles à fibre optique connectés directement aux résidences.

Gbps : Unité exprimée en milliards de bits par seconde, qui est une mesure de la bande passante sur un support de transmission de données numériques, comme la fibre optique, le câble coaxial ou la connexion sans fil.

Infonuagique : La capacité de fournir des services et des ressources informatiques au moyen de logiciels, de données et de services hébergés dans des centres de données.

IP (protocole Internet) : Protocole employé dans les réseaux informatiques à commutation de paquets pour la transmission et la réception de données sur les réseaux.

IPTV (télévision sur protocole Internet) : Services d'abonnement à la télévision offerts par le biais d'Internet.

ISDE Canada (Innovation, Sciences et Développement économique Canada) : Ministère du gouvernement fédéral canadien qui est responsable de la gestion de spectre au Canada, notamment en élaborant des politiques nationales sur l'utilisation du spectre et en assurant une gestion efficace des ressources de spectre des radiofréquences.

Itinérance : Service offert par une entreprise de services sans fil qui permet à un abonné d'utiliser son appareil dans la zone de desserte d'une autre entreprise de services sans fil.

Large bande : Service de communications qui permet une transmission plus rapide et plus fiable de données vidéo et audio et de contenu en ligne à des vitesses plus élevées.

Mbps : Unité exprimée en millions de bits par seconde, qui est une mesure de la bande passante sur un support de transmission de données numériques, comme la fibre optique, le câble coaxial ou la connexion sans fil.

Offre groupée : Diverses combinaisons de services Internet, de vidéo et de téléphonie (filaire et/ou sans fil) offertes aux abonnés.

Produits moyens par utilisateur : Le total des produits divisé par le nombre moyen d'utilisateurs ou d'abonnés au cours d'une période donnée.

Régions rurales mal desservies ou non desservies : Zones identifiées par les gouvernements, au moyen des informations sur la couverture des services à large bande qu'ils collectent, où certains ou aucun foyer n'ont une connexion Internet avec accès à des vitesses à large bande d'au moins 50 Mbps en téléchargement et 10 Mbps en téléversement, généralement.

Réseau optique passif : Utilisation de la technologie de fibre optique pour transmettre des données à plusieurs points terminaux à partir d'une source unique. Par « passif », on entend l'utilisation de câbles à fibre optique connectés à un coupleur non alimenté, qui transmet à son tour des données d'un réseau de fournisseur de services à plusieurs clients.

Réseaux 5G : La cinquième génération de technologie de communication sans fil et la norme la plus avancée en matière de réseaux mobiles, qui succède à la 4G. La 5G offre des vitesses de transmission de données beaucoup plus rapides, réduit la latence et accroît la capacité afin de permettre la prise en charge d'un plus grand nombre d'appareils simultanément.

Réseaux de télécommunications à large bande hybrides de fibre et de câble coaxial (HFCC) : Une technologie qui combine fibre optique et câbles coaxiaux dans un réseau pour transporter du contenu à large bande d'une installation de distribution jusqu'au local ou au domicile de l'abonné.

Satellite en orbite basse : Engin spatial artificiel qui gravite près de la Terre (à une altitude de 160 à 2 000 km) à une très grande vitesse et dont la durée de vie relativement courte peut se limiter à trois à cinq ans. Ce type de satellite est souvent utilisé pour fournir des services Internet dans les régions rurales ou éloignées.

Service AIT (accès Internet de tiers) : Cadre réglementaire qui oblige les entreprises de télécommunications à vendre l'accès à leur infrastructure réseau à d'autres fournisseurs de services à des tarifs réglementés et selon des modalités précises établies par le CRTC.

Services de vidéo sur demande (VSD) : Une technologie qui permet aux clients et aux abonnés de choisir et de regarder en tout temps une sélection de films et d'émissions à partir d'un ordinateur, d'une télévision ou d'autres appareils numériques connectés.

Spectre : Bandes et canaux de radiofréquence utilisés par les fournisseurs de services de télécommunications pour la transmission de la voix, de données et de vidéos.

Technologie de connectivité satellite directe aux appareils (D2D) : Service permettant aux téléphones mobiles non modifiés de communiquer directement avec des réseaux satellitaires non terrestres pour la messagerie texte, les appels d'urgence et la transmission de données, sans nécessiter de matériel externe spécialisé ni d'antenne externe.

Technologie de voix sur IP (voix par protocole Internet) : Technologie qui permet la communication vocale sur Internet, en convertissant des signaux vocaux analogiques en paquets de données numériques.

Travaux préparatoires : Pour éviter les risques de pannes ou d'autres problèmes, les poteaux peuvent nécessiter un renforcement et les lignes sur les poteaux doivent être séparées les unes des autres par une certaine distance, qui est déterminée par le nombre de lignes sur un poteau.

Unités de service primaire : Représentent le nombre total de services Internet, de vidéo et de téléphonie filaire auxquels les clients sont abonnés. Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Cogeco et oxio au Canada ainsi que Breezeline et welo aux États-Unis. Les unités de service primaire excluent les services vendus sous des marques de tiers, ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

Zone de couverture : La zone géographique désignée par le câblodistributeur comme étant la région dans laquelle il offre des services de câblodistribution filaire.

Renseignements à l'intention des investisseurs

Notations

Au 31 août 2026	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets garantis de premier rang	**BBB-**	**BBB (faible) (stable)**	**SN**
Billets non garantis de premier rang	**BB+**	**BB (élevée) (stable)**	**SN**
Notation à titre de société émettrice	**BB+ (perspective stable)**	**BB (élevée) (stable)**	**SN**
Filiales américaines			
Facilités de crédit de premier rang	**BB**	**SN**	**B1 (perspective stable)**
Notation à titre de société émettrice	**BB (perspective stable)**	**SN**	**B1 (perspective stable)**

SN : sans notation

Informations sur les actions

Au 31 août 2026		Registraire/Agent de transfert
Nombre d'actions à droits de vote multiples (10 votes par action) en circulation	**12 000 871**	Société de fiducie Computershare du Canada 320, Bay Street 14e étage Toronto (Ontario) M5H 4A6 Tél. : 514 982-7555 Tél. : 1 800 564-6253 Téléc. : 416 263-9394
Nombre d'actions subalternes à droit de vote (1 vote par action) en circulation	**30 296 728**	
Inscription boursière	Bourse de Toronto	
Symbole	CCA	

Dividendes

Déclaration de dividendes

Au cours de sa réunion du 28 octobre 2026, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 1,007 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 25 novembre 2026 aux actionnaires inscrits en date du 11 novembre 2026. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

Statistiques sur les unités de service primaire

	31 août 2026	31 mai 2026	28 février 2026	30 novembre 2025	31 août 2025
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Foyers câblés[1]	**3 976 015**	3 966 176	3 957 412	3 932 581	3 927 610
Unités de service primaire[2]	**2 754 529**	2 776 462	2 794 210	2 818 088	2 836 254
Abonnés au service Internet	**1 561 955**	1 561 785	1 561 469	1 562 003	1 554 236
Abonnés au service de vidéo	**754 473**	767 998	778 974	795 130	812 928
Abonnés au service de téléphonie filaire	**438 101**	446 679	453 767	460 955	469 090
CANADA					
Foyers câblés	**2 155 618**	2 149 675	2 146 451	2 130 622	2 129 525
Unités de service primaire[2]	**1 838 875**	1 842 408	1 853 632	1 865 999	1 874 071
Abonnés au service Internet	**968 016**	956 506	951 718	947 079	938 166
Abonnés au service de vidéo	**539 043**	547 644	557 097	567 941	578 761
Abonnés au service de téléphonie filaire	**331 816**	338 258	344 817	350 979	357 144
ÉTATS-UNIS					
Foyers câblés[1]	**1 820 397**	1 816 501	1 810 961	1 801 959	1 798 085
Unités de service primaire[2]	**915 654**	934 054	940 578	952 089	962 183
Abonnés au service Internet	**593 939**	605 279	609 751	614 924	616 070
Abonnés au service de vidéo	**215 430**	220 354	221 877	227 189	234 167
Abonnés au service de téléphonie filaire	**106 285**	108 421	108 950	109 976	111 946

(1) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite d'un examen du calcul des foyers américains câblés. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(2) Les unités de service primaire comprennent uniquement les abonnés dont les services sont installés, exploités et facturés directement sous les marques Cogeco et oxio au Canada ainsi que Breezeline et welo aux États-Unis. Les unités de service primaire excluent les services vendus sous des marques de tiers, ainsi que les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

Conseil d'administration et équipe de haute direction

Au 28 octobre 2026

Conseil d'administration

✪ **LOUIS AUDET**

Président du conseil d'administration de Cogeco Communications et de Cogeco

✪ **JAMES CHERRY**

Administrateur principal de Cogeco Communications et de Cogeco

Administrateur de sociétés

●■ **COLLEEN ABDOULAH**

Administratrice de sociétés

ÉMILIE AUDET

Responsable de la prestation de services agiles de Cogeco Communications et de Cogeco

●♦ **ARUN BAJAJ**

Premier vice-président et chef des Ressources humaines et Développement de l'organisation d'Investissements PSP (investisseurs canadiens des caisses de retraite)

♦ **ROBIN BIENENSTOCK**

Administratrice de sociétés

●♦ **BART DEMOSKY**

Vice-président à la direction et chef de la direction financière de Bombardier (entreprise aérospatiale canadienne)

♦■ **PIPPA DUNN**

Fondatrice et administratrice de Broody (un incubateur d'entreprises en démarrage et accélérateur d'entreprises à un stade plus avancé de leur développement)

■♦ **DAHRA GRANOVSKY**

Conseillère de BA Cartons pliants (société canadienne de fabrication de boîtes pliantes)

● **MICHAEL HANLEY**

Administrateur de sociétés

FRÉDÉRIC PERRON

Président et chef de la direction de Cogeco Communications et de Cogeco

Légende :

✪ Assiste à titre d'observateur et participe aux réunions de tous les comités

● Membre du comité d'audit

■ Membre du comité des ressources humaines

♦ Membre du comité de gouvernance

Équipe de haute direction

FRÉDÉRIC PERRON

Président et chef de la direction

NANCY AUDETTE

Cheffe de la croissance

SEAN BRUSHETT

Chef des opérations

PAUL COWLING

Chef des affaires juridiques et corporatives et secrétaire

TIM DINESEN

Chef de la direction technologique et de l'information

LINDA GILLESPIE

Cheffe des ressources humaines

BART NICKERSON

Chef des affaires commerciales

PATRICE OUIMET

Chef de la direction financière

Renseignements sur l'entreprise et autres renseignements

Siège social de l'entreprise
1, Place Ville Marie
Bureau 3301
Montréal (Québec)
H3B 3N2
corpo.cogeco.com

Auditeurs
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec)
H3B 0M7

Conseillers juridiques
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1155, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 4100
Montréal (Québec)
H3B 3V2

Agent de transfert des actions subalternes à droit de vote et des actions à droits de vote multiples et fiduciaire des billets garantis de premier rang
Société de fiducie Computershare du Canada

Fin des trimestres
Novembre, février, mai

Fin de l'exercice
31 août

Assemblée annuelle
14 janvier 2027
Des renseignements supplémentaires sur Cogeco Communications inc. ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante :
corpo.cogeco.com

Renseignements sur l'exploitation

Secteur des télécommunications au Canada

COGECO CONNEXION

1, Place Ville Marie
Bureau 3301
Montréal (Québec)
H3B 3N2
www.cogeco.ca

Secteur des télécommunications aux États-Unis

breezeline

10785, Marks Way
Miramar, FL 33025
www.breezeline.com

Demandes de renseignements

Le rapport annuel, la notice annuelle, les rapports trimestriels et la circulaire d'information sont disponibles à la rubrique intitulée « Investisseurs » du site Internet de la Société (corpo.cogeco.com), sur SEDAR+ (www.sedarplus.ca) ou sur demande au 514 764-4600.

English versions of the Annual Report, the Annual Information Form, the Quarterly Reports and the Information Circular are available in the Investors section of the Corporation's website (corpo.cogeco.com), on SEDAR+ (www.sedarplus.ca) or upon request by calling 514 764-4600.

Investisseurs et analystes

Pour toute question relative aux relations avec les investisseurs, veuillez communiquer avec :

Troy Crandall
Chef de pratique, relations avec les investisseurs
514 764-4600
troy.crandall@cogeco.com

Actionnaires

Pour toute demande relative à un changement d'adresse ou d'inscription des actions, veuillez communiquer avec la Société de fiducie Computershare du Canada. Pour toute autre demande, veuillez consulter la politique relative aux relations avec les actionnaires publiée dans la section « Information pour les actionnaires » sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

Dédoublement des communications

Certains actionnaires peuvent recevoir plus d'un exemplaire de publications comme les rapports trimestriels et le rapport annuel. Nous nous efforçons d'éviter que cette situation se présente. Les actionnaires qui reçoivent des exemplaires en trop sont priés d'en informer la Société de fiducie Computershare du Canada.

Ligne d'éthique

La société mère de la Société, Cogeco inc., met à la disposition de ses employés, des employés de ses unités d'affaires et autres personnes une ligne d'éthique anonyme et confidentielle qui leur permet de signaler toutes les violations perçues ou réelles du code d'éthique du groupe Cogeco (y compris les plaintes au sujet de la comptabilité, des contrôles internes à l'égard de l'information financière et de l'audit). Le fonctionnement de la ligne d'éthique est assuré par une entreprise externe spécialisée indépendante de Cogeco inc. Les cas peuvent être signalés de façon confidentielle par l'entremise des lignes téléphoniques sans frais et du site Internet sécurisés indiqués ci-dessous. Tous les cas signalés par l'entremise de la ligne d'éthique seront examinés par la vice-présidente, audit interne et/ou le chef des affaires juridiques et corporatives et secrétaire. Toute personne qui signale un cas de bonne foi et en toute franchise sera protégée d'un congédiement ou de représailles de quelque nature que ce soit.

Téléphone :

Canada ou États-Unis : **1 877 706-2640**

Site Internet de ClearView Connects : www.clearviewconnects.com

© Cogeco inc. 2026. Tous droits réservés.

cogeco
COMMUNICATIONS

corpo.cogeco.com